

Marc Angenot

L'immunité de la France envers le fascisme:
un demi-siècle de polémiques historiennes

Suivi de

Le fascisme dans tous les pays

Discours social

✻ VOLUME XXXI ^{BIS} (RÉÉDITION DE 2014) ✻

Discours social est une collection de monographies et de travaux collectifs relevant de la théorie du discours social et rendant compte de recherches historiques et sociologiques d'analyse du discours et d'histoire des idées.

Cette collection est publiée à Montréal par la CHAIRE JAMES MCGILL
D'ÉTUDE DU DISCOURS SOCIAL de l'Université McGill.

Elle a entamé en 2001 une deuxième série qui succède à la revue trimestrielle *Discours social / Social Discourse* laquelle a paru de l'hiver 1988 à l'hiver 1996.

Discours social est dirigé par Marc Angenot.

Volume XXXI^{bis} (Réédition de novembre 2014)

L'immunité de la France envers le fascisme.

Suivi de:

Le fascisme dans tous les pays

Un volume de 207 pages

\$ 22.00 / € 16.00



**PARUTIONS DANS LA COLLECTION
EN 2013-2014 :**

Fascisme, totalitarisme, religion séculière : trois concepts pour le 20^e siècle. Notes pour un séminaire d'histoire conceptuelle en 4 volumes :

Vol. 1. *Catégories et idéaltypes – Fascisme*, volume 37,
décembre 2013. 515 pages.

Vol. 2 : *Le siècle des religions séculières*, volume 38, août 2014.
489 pages.

Vol. 3 : *Totalitarisme*, volume 39, sortie prévue à la fin de l'hiver
2015.



© Marc Angenot 2009 & 2014

L'immunité de la France envers le fascisme: un demi-siècle de polémiques historiennes

■ L'introuvable fascisme français

Je me propose dans cette étude qui est un chapitre d'un livre en préparation, «*Fascisme*»: *essai de sémantique polémique*,¹ de reconstituer une controverse savante de longue durée et de l'interpréter dans son contexte historique tout en en dégagant la logique interne. Cette polémique franco-française et internationale de plus d'un demi-siècle qui ne semble pas intégralement épuisée aujourd'hui (même si «tout est dit»), porte sur l'existence en France au 20^e siècle de quoi que ce soit, – doctrines, programmes, mouvements, événements, régime – que l'on puisse rapporter au «fascisme». Il faut pour en trouver l'amorce et l'origine remonter comme je disais d'un bon demi-siècle dans le passé.

■ Décrire et interpréter une polémique de longue durée revient d'abord à faire des choix et éliminer un grand nombre d'intervenants. S'il fallait évoquer tous les passages dans des livres, tous les articles dans les revues de science politique et d'histoire qui, depuis cinquante ans, ont abordé les thèses contrastées de l'*immunité* de la France envers le fascisme et de l'*omniprésence* du fascisme en France et de son *antériorité* – que ce soit pour les endosser, les amender ou les rejeter – cet essai se muerait en une vaste et confuse bibliographie annotée. J'ai donc choisi de limiter la distribution aux personnages principaux et aux arguments-clés.

1. Voir sur ce point mon *Post-scriptum 2014*, page 206.

■ René Rémond et le paradigme des trois droites

En 1954, l'encore jeune René Rémond, qui va devenir le mandarin tout puissant de l'histoire politique de la France moderne et régner sur la discipline par l'entremise de deux générations d'élèves respectueux (et prudents dans la critique de ses idées), publie une étude appelée à devenir un classique, un des «livres au programme» des grandes écoles pour un demi-siècle. Cet ouvrage va fixer pour longtemps le cadre obligé de la recherche hexagonale, *La droite en France de 1815 à nos jours: Continuité et diversité d'une tradition politique*.²

René Rémond en publiera, près de trente ans plus tard, en 1982, une nouvelle version, version revue et augmentée sans doute, mais restée semblable à l'originale quant aux présupposés et au paradigme général, *Les droites en France*. Le titre avait changé d'un singulier à un pluriel, on va voir pourquoi. René Rémond toutefois y soutenait toujours sa thèse, son axiome, son «dogme», a-t-on dit, qui est à la source d'une des plus longues, des plus résurgentes – des plus acrimonieuses et parfois confuses – polémiques historiennes que nous ayions à aborder. En 2005, un universitaire américain, Brian Jenkins, y a consacré encore un collectif auquel ont collaboré quelques-uns des vétérans de cette interminable bataille, *France in the Era of Fascism*.³ Cela fait donc bel et bien cinquante ans de controverses en chiffres ronds. Je vais essayer

2. *La droite en France de 1815 à nos jours. Continuité et diversité d'une tradition politique*. Paris : Aubier, 1954. ♦ Version entièrement revue et augmentée: *Les droites en France*. Paris: Aubier Montaigne 1982. – L'historien est mort le 14 avril 2007, membre de l'Académie française, chargé d'ans et d'honneur. Bien qu'ayant eu l'oreille du pouvoir, il avait pris récemment fait et cause, au nom de l'autonomie de la discipline, contre les «lois mémorielles» qui se multipliaient en France et prétendaient légiférer et imposer aux universitaires une ou plusieurs «vérités» historiques. On lira avec profit son argumentation dans *Quand l'État se mêle de l'histoire. Entretiens avec François Azouvi*. Paris: Stock, 2006.

3. New York: Berghahn, 2005.

de faire percevoir de quoi il s'agit et dégager les multiples enjeux impliqués.

La droite en France de 1815 à nos jours prétend s'emparer de l'histoire politique de la France sur un siècle et demi, de la Restauration à la Quatrième république, et rendre raison de sa dynamique propre ou plutôt de sa *persistance* en des conjonctures successives en cherchant à faire apparaître ce que Rémond postule comme une «continuité chronologique d'une tendance de l'esprit français».

Rémond fait remarquer d'emblée que «la droite» est une catégorie confuse et floue – plus floue que la «gauche» car les partis de droite proclament rarement qu'ils sont tels et empruntent volontiers, depuis 150 ans, des étiquettes et des phraséologies à la gauche. Rémond constate surtout que la banale distinction binaire entre un parti de l'ordre et un parti du mouvement est insuffisante pour suivre la «continuité» qu'il postule à partir de la Restauration. La droite française n'est pas et ne fut jamais homogène: il y a eu «au cours des cent cinquante dernières années, non pas une, mais plusieurs droites» qui correspondent, à leur origine, à des formes de fidélités à des régimes successivement abolis. Exactement, il y en a eu et il y en a *trois*: – une droite «ultra[-royaliste]» qui s'épanouit sous Louis XVIII et engendre le durable «légitimisme»; – une droite qui trouve son premier idéal sous la Monarchie de juillet et qu'on qualifiera d'«orléaniste»; – une droite enfin dont la référence sera l'Empire autoritaire, qu'on dénommera «bonapartiste».

Rémond a sans doute raison pour le point de départ de sa théorisation: la droite française a toujours été divisée, en fidélités dynastiques jadis, mais aussi en (contre-)projets de société incompatibles: il est impossible de former de *la droite*, sans forcer les données, un concept syncrétique. Son paradigme à trois contredit (c'en est très probablement l'intention polémique latente) la vision unitaire des

choses propre au marxisme vulgaire qui voudrait que *la* droite n'ait «qu'une seule tête» puisque la bourgeoisie capitaliste est *un bloc*.

Légitimistes, orléanistes et bonapartistes étant distincts à travers l'histoire moderne (et se trouvant selon les circonstances à couteaux tirés ou unis contre des «menaces» venues de la gauche en des coalitions plus ou moins durables) et ce, dès le milieu du 19^e siècle, il n'est jamais rien arrivé de nouveau depuis cette époque dans la topographie politique française sinon des amendements, des réfections, des coalitions et des adaptations aux conjonctures.

Ainsi, la catégorie «bonapartiste», née vers 1850, équivalente au sens large de toute droite autoritaire, va absorber dans l'historiographie rémondienne toutes les variantes successives de droites antidémocratiques/plébiscitaires futures, du boulangisme jusqu'aux ligues des années 1930 inclusivement.

Rémond voit bien naître vers 1890 quelque chose qui devra se trouver un nom, qui va se dénommer «nationalisme», mais dans son cadre immuable, celui-ci ne peut être une nouveauté. Ce ne peut donc être qu'une «autre coalition» qui «apporte à la nouvelle droite un programme et lui dicte un comportement.»⁴ «Le nationalisme n'a pas de théorie, à peine un programme: il a des antipathies puissantes, des aspirations vigoureuses; il est instinctif, passionnel, secoué d'élans furieux».⁵ Militariste, xénophobe, clérical, antiparlementaire, volontiers anti-intellectualiste, plus que volontiers antisémite aussi, ce nationalisme coalisé invente et exploite des thèmes dont se nourrira vingt-cinq ans plus tard «la révolution fasciste»,⁶ mais – ce sera la thèse

4. 151.

5. 155.

6. 155.

soutenue toute une vie pour René Rémond – en dépit de ceci, il n’a rien à voir avec le fascisme lequel est demeuré un phénomène étranger à la France. La France, répéteront en chœur et inlassablement ses étudiants et disciples, a été «allergique» au fascisme.

Le nationalisme antidreyfusard au tournant du siècle donc? On demeure avec lui tout bonnement dans la continuité prévue: «sa ressemblance avec le bonapartisme saute aux yeux».⁷ On voit la méthode, si je puis dire, méthode passablement têtue, du fameux historien: elle se ramène à un perpétuel *nil novi sub sole Galliae*. Tous ces termes de la droite moderne, tous ces néologismes dont aucun n’existait en 1850, «nationalisme», «impérialisme», «racisme», «antisémitisme», «social-darwinisme»..., ne signalent que des *aggiornamenti* et des *accidents* superficiels – derrière quoi Rémond aperçoit l’immuable essence des trois droites historiques, tripartition qui se perpétue et à laquelle tient la singularité de la vie politique française.

Rémond fut un historien de culture catholique, de fidélité à l’Église, de tempérament conservateur, très patriote, fort peu porté au comparatisme, exclusivement centré sur l’Hexagone, bon connaisseur d’une période fondatrice qui va de la Restauration à la fin de l’Empire. C’est bien pourquoi ses trois droites portent des noms irréductiblement français – car on eût pu les dénommer droite contre-révolutionnaire, droite libérale et droite autoritaire-plébiscitaire, mais de tels qualificatifs neutres eussent effacé la *francité exclusive* du paradigme. Rémond constate bien et décrit des évolutions, le déclin de l’idée monarchique (en dépit des efforts de l’Action française), la montée des masses, la diffusion de théories racistes (auxquelles il s’arrête peu), mais tout ceci est rangé dans le domaine de l’*accidentel* au sens

7. 161.

aristotélicien. Sa démonstration unilatérale est celle d'une continuité d'essences dans une identité nationale perpétuée.

La conséquence directe de ce parti-pris, le corrélat immédiat est qu'il n'y a et ne peut y avoir eu en France de place pour une *quatrième droite*, toute la place étant occupée par la Bande des trois. *Ergo*, il n'y a pas eu, *puisqu'*il ne pouvait y avoir, de fascisme en France – si ce n'est les cas concédés au passage de groupuscules négligeables, imitateurs grotesques plus que redoutables de l'Italie mussolinienne puis des Nazis.

Le fascisme, s'il s'en trouve des traces entre les deux guerres, fut ainsi un phénomène d'«importation». La France a «échappé» au fascisme: Rémond l'avait déjà conclu avec ce verbe dans un de ses tout premiers articles publié en 1952⁸. Il persistera jusqu'à la mort dans cette conviction dont on soupçonne que les enjeux ne se ramènent pas à une simple question de méthodologie et de sémantique, même si les *Homines academici* défendent d'aventure «leurs biens» conceptuels avec une énergie obstinée pareille à la sienne.

Quelle caractérisation Rémond attribue-t-il alors dans ce cadre aux fameuses «ligues» des années 1930? Il lui faut concéder tout d'abord que les contemporains ont, unanimement à gauche, identifié les Jeunesses patriotes, les Croix-de-feu etc., et autres ligues qui tenaient le haut du pavé des jours d'émeute, avec le «fascisme», avec une menace fasciste intérieure. C'était l'impression qu'ils avaient, admet Rémond, impression renforcée par la «vision dualiste» chère aux communistes et répandue par eux: il y avait le bon camp qui allait s'unir, un peu tardivement, dans le Front populaire, et puis tous les autres, qui étaient peu ou prou des «fascistes». La Guerre d'Espagne allait radicaliser encore ce manichéisme. Or, cette vision d'époque est, selon Rémond,

8. «Y a-t-il un fascisme français?» *Terre humaine*, 7-8: 1952. 37-47.

simpliste et fondamentalement fausse. Elle a permis à la gauche de former le Front populaire, soit, mais ce fut contre un péril imaginaire: les ligues n'étaient nullement «fascistes». Rémond ne varie nullement sur ce point dans la version de 1982.

Les fameuses ligues relèvent de la droite N° 3, la «droite bonapartiste», on s'y attendait, même si elles imitaient volontiers un certain «style», – gestuelle paramilitaire, chemises de couleur, baudriers, salut bras tendu, – regrettablement emprunté de l'autre côté des Alpes. «Leur évolution renouvelle la preuve de l'impossibilité pratique pour un authentique fascisme de s'acclimater en France.»⁹ Les *Croix-de-feu*, dissous par le Front populaire, se muent en 1936 en un parti politique, Le Parti social français et le Colonel de La Rocque s'avère donc «légaliste», il se rallie au jeu parlementaire et son mouvement accueille seulement alors des adhésions massives qui frôlent le million d'adhérents (ce qui fait beaucoup plus de membres, soit dit en passant, que les communistes et socialistes additionnés). Derechef, de cette évolution censément assagie du PSF, on peut confirmer qu'«il n'y a pas eu de véritable fascisme français».¹⁰

René Rémond concède l'existence véhémente, agitée et les excès verbaux de quelques journaux du genre de *Je suis partout* et de «petits groupes d'activistes, une poignée d'intellectuels qui brûlaient d'imiter les exemples *étrangers*».¹¹ Il s'empresse de souligner que leur influence sur le terrain politique fut des plus mince et que leur inspiration, décrétée «étrangère», exclut toute influence et implantation autochtones. Il admet qu'il y a eu ainsi une «*tentation* fasciste» dans l'intelligentsia, mais il s'empresse d'ajouter qu'elle n'a touché que «de

9. Version 1954, 206.

10. 1954, 215.

11. 1982, 223.

petites minorités» et à «dose homéopathique». On concède les cas de Drieu la Rochelle, Brasillach, Céline, intéressants pour l'histoire littéraire mais pas pour l'histoire tout court, mais on nie du même élan l'existence de mouvements de masse.

Maurice Duverger abondera dans le sens de Rémond en 1962 en multipliant à son tour les métaphores médicales qui sont peut-être le ... *symptôme* d'une volonté de trop prouver: le fascisme est un «microbe» qui n'a pas trouvé en France de «terrain» favorable.

En 1982, Rémond qui entend persister dans ses conclusions premières se voit pourtant contraint de réécrire de fond en comble et d'aménager difficilement ses chapitres sur l'entre-deux-guerres dans la mesure où trois historiens *étrangers* justement, historiens différents de démarches et d'intentions, viennent de publier des livres (des thèses desquels je parlerai à loisir plus loin dans cet essai, mais il me faut anticiper ici) qui affirment par des voies diverses, mais de façon convergente, l'existence éminente d'un «fascisme français». Ce sont dans l'ordre d'apparition, la trilogie sur le fascisme en Europe de l'Allemand Ernst Nolte ; en 1978, l'Israélien Zeev Sternhell avec *La droite révolutionnaire*, Sternhell dont les deux ouvrages ultérieurs qui renchéiront sur le premier feront de lui pour une coalition d'historiens français l'homme à abattre ; et le premier livre sur le fascisme en France de l'Américain Robert Soucy qui va, comme Sternhell, en sortir un peu plus tard deux autres.

Les livres du premier et du second ont suscité des vagues d'indignation et de réprobation – comme a indigné et choqué au cours des mêmes années l'ouvrage non moins fameux (1972) de l'Américain Robert O. Paxton sur le Régime de Vichy – je conterai le détail de cette virulente dispute complémentaire plus loin également. (Les livres de Robert Soucy ne seront, par contre, traduits qu'à la toute fin du siècle ; en

France ce qui n'est pas traduit n'est pas discuté, ce qui est parfois commode.)

Sur ces années si proches encore et «délicates» à aborder, voici donc que venaient interférer avec de bien gros sabots des universitaires étrangers (l'historiographie française est, ou du moins elle était naguère, un pré carré où de pareilles irrutions indéliques choquaient d'emblée) à qui on va reprocher, souvent avec exaspération, de manquer de méthode, de rigueur définitionnelle, de familiarité avec les faits et surtout de manquer de nuance et de mesure, qualités françaises à coup sûr indispensables dans un contexte où beaucoup des acteurs et des mis en cause étaient encore vivants, – il n'est pas inutile de souligner ce point.

Pour le moment, je vais me borner à retracer les arguments que Rémond en 1982 oppose à ces gêneurs. L'historien français résume les thèses des chercheurs étrangers sur le mode conditionnel et raisonne *par les conséquences* pour les écarter: il faudrait, paraphrase-t-il, se demander désormais «si la France n'a pas inventé le fascisme qui serait une de ses traditions politiques les plus anciennes», – les ligues des années 1930 ne seraient alors que l'épanouissement d'une «tradition nationale» formant en quelque sorte la preuve mise sur la somme.¹² On voit que les conséquences de tout ceci sont intolérables et donc que cela n'est pas ! L'historien écarte résolument les deux études de Zeev Sternhell sur le boulangisme et sur Maurice Barrès, censés mouvement et écrivain «préfascistes». Il assène pour ce faire à l'Israélien une petite leçon définitionnelle (car il va de soi que, dans la dynamique des mésententes, tout revient à préalablement *définir* – les conclusions et les exonérations découlant d'une définition bien restreinte et ciblée) qui part du fait que le *vrai* fascisme présente «une physionomie reconnaissable entre toutes» (?); *ergo* à regarder de près la France, ses

12. 1982, 198.

écrivains et sa vie politique, décidément, le fascisme demeure «une réalité étrangère à notre propre passé.»¹³

L'Action française ? Elle n'était pas non plus fasciste, n'en déplaise à Ernst Nolte et à sa regrettable trilogie européenne *A. F.-Fascisme italien-Nazisme*, bien accueillie à gauche parce qu'elle mettait la droite française dans le bain de la généalogie du Mal. (Il y avait un grand malentendu à gauche sur les intentions de l'historien berlinois: Nolte entreprenait une habile tentative de *déculpabilisation partielle* de la nation et de la culture allemandes. Il fera beaucoup mieux plus tard en présentant le nazisme comme une réponse, sans doute «excessive», et imitation réactive de la violence bolchévique). Pas du tout «fasciste» donc aux yeux de Rémond, l'A. F.: elle était trop conservatrice et traditionaliste pour cela alors que le fascisme authentique doit avoir des prétentions «révolutionnaires».

Le «Cercle Proudhon» vers 1911 (cher cette fois à Sternhell qui en fait le cas-type du préfascisme, comme convergence droite-gauche), ce point de rencontre des extrêmes antidémocratiques animé par Georges Valois, à savoir rencontre de gens de l'A. F. et de syndicalistes-révolutionnaires? C'est «assurément une forme proche», ... mais les «droites contestataires» de cette sorte n'ont jamais pu devenir une force politique et, si cette convergence droite et gauche extrêmes est attestée, elle fut, sur le terrain concret de la vie politique, une chose négligeable. Passons encore.

Prendre maintenant les ligues des années 1930, Rémond le répète pour la énième fois, pour un fascisme français, «c'est selon nous prendre l'apparence pour la réalité», car c'est tout bonnement le vieux fond césarien, autoritaire-plébiscitaire qui persiste et qu'elles exploitent en

13. 1982, 202.

empruntant un style d'époque.¹⁴ Pour les Croix-de-feu, Rémond se fait lénifiant en parlant fort innocemment de «scoutisme politique pour grandes personnes».¹⁵ Ce n'est pas tant en effet que Rémond rejette la qualification de «fasciste», ceci (comme on verra) peut se discuter indéfiniment comme tout étiquetage, c'est que dans la foulée, il sous-estime grandement la nocivité antidémocratique des mouvements passés en revue et sur lesquels, à l'époque où il écrit, il n'existe *aucune étude* sérieuse.

Il y eut bien à cette époque, Solidarité française ou le Francisme de Marcel Bucard qui se réclamaient, eux, explicitement du fascisme... oui soit, mais ici ce fut «l'échec complet».¹⁶

Il y eut finalement le Parti populaire français fondé en 1936, mené par la poigne de «condottiere» de son chef, l'ex-communiste Jacques Doriot. Rémond passe rapidement sur ce cas qui se rapproche fort du fascisme mais n'en est *toujours pas*. Doriot ne deviendra vraiment fasciste qu'en devenant collaborateur et en endossant l'uniforme de la Waffen SS; conclure «de cet aboutissement au caractère fasciste de son parti» avant 1940 serait de mauvaise méthode. (Cette élimination par crainte d'anachronisme doit valoir pour Marcel Déat et Gaston Bergery, «cas» d'autres gens venus de gauche qui ne tournent résolument mal qu'après 1940 ... et qui ne sont pas abordés.)

Quant aux écrivains et journalistes fascisants, on en repère certes une poignée, mais ce ne fut le fait que de «petites minorités», «imitatrices serviles» de projets et de conceptions non-français. Au bout de ce passage en revue éliminatoire, c'est vraiment le *fascisme introuvable*!

14. 206.

15. 214.

16. 208.

Rémond va étayer sa thèse en la pourvoyant d'une explication en forme *d'exception française* éclatante. Si la France fut, seule en Europe, «allergique», encore faut-il expliquer cette immunisation. Quels sont les «anticorps» qui procurèrent à l'organisme France des mécanismes de défense aussi efficaces? Je résume ici l'argumentation procurée par l'historien en 1982 qui est étoffée. En 1954, Rémond s'était contenté d'évoquer la stabilité de la société française alors que le fascisme était, notoirement, une révolte d'aventuriers et de «demi-solde» (toute l'historiographie depuis un demi-siècle a démontré sur archives que cette image intuitive des mouvements fascistes italien et autres [intuition écœurée répandue d'abord par les premiers et amers exilés italiens] était passablement inexacte.)

En 1982, les arguments rémondiens sont moins intuitifs et ils vont s'enrichir au cours des années qui suivent. – La France est sortie victorieuse de la guerre ; victorieuse, elle n'entretient pas ce sentiment d'humiliation qui alimente les nationalismes italien et allemand, – elle n'a pas non plus de revendications territoriales insatisfaites, ni de projets expansionnistes, – les anciens combattants s'y sont montré nettement plus pacifistes que revanchards, – la Crise de 1929 a touché la France plus tard et moins durement qu'en Allemagne (Rémond doit concéder au passage que la grande crise frappe d'abord de plein fouet les USA et la Grande Bretagne qui ne deviennent pas fascistes pour autant), – la France bénéficie en quelque sorte d'une paysannerie et une petite bourgeoisie attachées aux routines et aux traditions et peu portées aux aventures, – la France a surtout une longue pratique de la démocratie qui s'est enracinée en un «mode de pensée» (ceci demeure spécialement intuitif), – la gauche s'est finalement mobilisée unitairement en 1936, fût-ce contre un «fascisme» imaginaire, alors qu'elle était affaiblie en Allemagne, épuisée en luttes fratricides – et finalement, à droite même, le terrain était solidement occupé par les droites traditionnelles qui n'avaient pas besoin de l'appui de la «démagogie populacière» de bandes fascistes.

Ces arguments, censés convergents et décisifs, ne sont pas intégralement mauvais ni intrinsèquement faux ; on verra toutefois qu'ils appellent chacun diverses objections. Je voudrais signaler deux inconséquences faciles à repérer avant de poursuivre.

1. Au début de son ouvrage, Rémond pose que ce qui distinguait le bonapartisme de jadis du fascisme, c'est l'absence d'un parti de masse. On en tirera logiquement que le PSF du Colonel de la Rocque qui est, de son aveu, un «bonapartisme» doté d'un parti de masse est un fascisme.¹⁷ C'est sa propre logique qui semble échapper à Rémond.

2. La France, dit-il, a une «longue pratique de la démocratie» qui s'est enracinée en un «mode de pensée»? Soit mais les *Croix-de-feu*, – admettons pour un moment que n'étant pas fascistes, – furent du moins, fondamentalement, antidémocrates et antiparlementaires. Il y a ici un *non sequitur*. Mon sentiment est que de telles contradictions de premier degré valent aveu de vouloir trop prouver.

■ Autre remarque qui me suggère une autre forme encore de *dénégation* à l'œuvre dans la construction de René Rémond. Le paradigme des trois droites chez lui, non seulement exclut, mais ne prend en considération comme tel rien de ce qui au 19^e siècle émane spécifiquement du monde catholique-clérical – depuis l'antidémocratisme et antimodernisme appuyés sur le *Syllabus* jusqu'au corporatisme du «catholicisme social». Il n'y a pas de place pour une politique catholique ou, si elle existe, elle sera ventilée dans les trois catégories immuables. La haine doctrinaire rigoureuse de la République «maçonnique, juive, protestante», jusqu'à et y compris dans l'Affaire Dreyfus, c'est pourtant du catholicisme, du monde catholique «anti-

17. Ce que raisonne W. Irvine, «Fascism in France and the Strange Case of the Croix de Feu», *Journal of Modern History*, 63: 1991. 271-295.

moderniste» qu'elle émane avant tout. C'est le monde dans lequel René Rémond est né. Il semble impossible qu'il n'ait pas conscience de l'immense production doctrinaire antidémocratique, spécifique parce que théologiquement fondée, que ce monde a engendré tout au long du 19^e siècle et tard dans le 20^e.

■ Le régime de Vichy, une «période mal connue»

Venons-en à la dernière *dénégation* rémondienne qui revient à la réponse bien confuse qu'il donne à la question attendue: Et Vichy? Car Vichy paraissait à beaucoup une sorte de *preuve rétrodictive* de la «dérive fasciste» de la droite française....

Quand l'historien consacre en 1954 quelques pages à Vichy, le travail sur ces quatre années «à effacer de notre histoire» comme avait décrété le procureur Mornet ne fait que commencer; il prendra un demi-siècle de questionnements douloureux et de réticences surmontées. C'est aujourd'hui seulement que, de mois en mois peut-on dire, les études sur tous les aspects les plus mineurs des «Années noires» s'accumulent en asymptote à mesure que l'on s'éloigne dans le temps...

Quelques travaux mystificateurs (Pétain et le «double jeu», Pétain et De Gaulle complémentaires: le bouclier et l'épée) étaient venus dans les années 1950 de défenseurs prudents et sophistiqués du vieux Maréchal et de (certains aspects au moins de) la «Révolution nationale».¹⁸

Rémond pour sa part marche sur des œufs. Il sait qu'il n'y a que des coups à prendre. Vichy est, formule-t-il piteusement, «une période mal connue, incertaine et confuse» dont il ne semble pas qu'il veuille se

18. Tel Robert Aron. Voir plus loin.

donner pour tâche personnelle de la rendre plus claire et mieux certaine. En tout état de cause, Vichy est le produit de la «défaite». C'est un régime «exogène», c'est, je crois, le mot que l'on attendait. Ce régime imposé par l'étranger a donné un rôle à des personnalités fascistes, ou devenues telles, qui *normalement* seraient restées marginales. En somme, Vichy comme accident de l'histoire, dérapage imprévisible et fruit du malheur des temps ne doit pas entrer en ligne de compte ni de débat.

Il y a eu en outre «plusieurs» Vichy, insinue Rémond, plusieurs qui ne doivent pas se confondre dans une abomination et une répulsion homogènes. Il faut distinguer et nuancer. André Siegfried avait introduit peu après la guerre, bien avant Rémond qui le suit sur ce point, un mythe complémentaire à celui de la France-immunisée-contre-le-fascisme: le mythe des «deux Vichy», un pas entièrement condamnable, le Vichy de Pétain, et un décidément mauvais, le Vichy de Laval – que Rémond-1982 distingue encore d'un troisième et pire, le Vichy de Darnand.¹⁹ Ce dernier avatar 1943-44 du régime, fut expressément, le terme est enfin articulé, «du fascisme à l'état pur».²⁰

Ce qui énerve dans ce contexte René Rémond, c'est un mythe qui, pour cette fois, n'est pas le sien: le mythe concocté par la gauche d'après guerre, laquelle a instillé dans l'opinion l'idée que «l'expérience malheureuse de Vichy» (*sic*) s'identifie à *la droite* et qui a réussi avec cette fallacieuse équation à faire peser sur la droite française «un discrédit durable» dont elle a mis longtemps à se relever.²¹ En rappelant que des gens venus de la gauche ont abondé dans la collaboration, ce qui fait un, et à Vichy ce qui fait deux, Rémond, fidèle

19. 1982, 233.

20. 229.

21. 1982, 231.

à son camp catholique-conservateur se montre perspicace à sa façon. Il souligne du moins le premier quelque chose de malheureusement exact que nul ne souhaitait entendre alors et qu'il faudra trente ans de plus – et quelques livres dérangeants relativement récents – à faire admettre à l'«opinion», l'opinion de gauche cette fois.²²

Le régime installé à Vichy comme tel ne fut en tout cas «pas fasciste», – comme le formule Rémond, il aurait même été «le contraire» du fascisme: «c'est le conservatisme triomphant, la réaction à l'état pur».²³

■ 1963 : Un premier livre sur les introuvables fascismes français²⁴

Les fascismes français de J. Plumyène et R. Lasierra, deux profs de lycée «préparant une thèse», est le premier livre *grand-public* à paraître sur le sujet dans la foulée de R. Rémond. Il prétend couvrir quarante années de la droite française depuis la création du Faisceau en 1923 jusqu'à la date de parution de l'ouvrage. Or, l'essai endosse sans réserve la thèse rémondienne de l'«immunité française» en lui adjoignant un tour anticomuniste (les auteurs sont deux «ex-» qui ont des comptes à régler) ou bien en explicitant une intention latente chez Rémond.

L'étude présente le «fascisme» comme une sorte d'épouvantail fabriqué de toute pièce après 1945 par l'extrême gauche pour intimider ses adversaires et tenir en lisière la droite. «Le fascisme est à l'origine un phénomène étranger à la France»,²⁵ «Le fascisme français n'existe

22. Voir le récent livre de S. Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*. Paris: Albin Michel, 2008.

23. 1982, 236.

24. Plumyène, Jean et Raymond Lasierra. *Les fascismes français 1923-1963*. Paris: Seuil, [1963].

25. 15.

guère». Le PPF de Doriot, «un fascisme authentique» en 1936-37, «ne sera jamais une force politique importante». Vichy ne fut «pas fasciste» comme tel — ce dont témoigne du reste l'hostilité à son égard de la poignée d'intellectuels fascistes restés à Paris. Il a fallu «l'occupation allemande» pour que quelques fascistes se saisissent «par effraction d'une partie du pouvoir» vichyssois après 1942.²⁶ «Il semble donc que le fascisme soit en France avant tout l'idée que s'en font les antifascistes».²⁷ Ceci est la visée fondamentale des auteurs: le prétendu «fascisme» est un monstre chimérique instrumentalisé par les antifascistes, c'est à dire en définitive par les communistes et les compagnons de route. Une telle démarche où la critique justifiable de l'inflation abusive et de la diabolisation du «fascisme» débouche sur le procès en règle d'un antifascisme imposteur, manipulé par les stalinien, a un bel avenir dans la controverse historique. On en retrouve par exemple la logique dans l'école de Renzo De Felice en Italie dont l'étude du fascisme (et la réhabilitation partielle de Mussolini) aboutit au procès des antifascistes...

Les générations successives d'historiens français, tout en amendant et nuanciant les thèses de Rémond, en posant des questions refoulées et en ouvrant de nouveaux chantiers, se garderont de rejeter expressément la thèse de l'«allergie» (ce sera le terme imposé par Serge Bernstein en 1984 pour faire variation avec «immunité»). En 2000 encore, le spécialiste suisse de la France des années sombres, Philippe Burrin, n'écarte pas le mot d'«allergie» qu'il trouve seulement «excessif».²⁸

Je réserve mes conjectures et mes hypothèses sur la dynamique de ces disputes de longue durée pour les conclusions. La polémique française

26. p. i.

27. 7.

28. Burrin, Philippe. *Fascisme, nazisme, autoritarisme*. Paris: Seuil, 2000, 264.

n'est rien ou peu de choses comparée aux haines entre historiens allemands dès que des «tendances apologétiques» (Habermas) face au nazisme se détectent. Ernst Nolte dont je vais parler dans un instant avec sa théorie du NS comme imitation réactive de la criminalité bolchévique a été au cœur de successifs *Historikerstreiten* outre-Rhin.

La thèse, avancée en Italie en 1945 par Benedetto Croce et qui arrangeait alors bien du monde, du fascisme italien comme simple «parenthèse» dans l'histoire nationale a d'évidentes ressemblances dénégatrices avec la thèse française de l'allergie.

■ *Le fascisme dans son époque*, tryptique d'Ernst Nolte²⁹

Dix ans avant le choc des premiers livres de Robert Paxton sur Vichy et de Zeev Sternhell sur le fascisme censé né dans la France des années 1880, l'historien allemand Ernst Nolte, professeur à la *Freie Universität* de Berlin, publie les trois volumes de *Der Faschismus in seiner Epoche*, 1963, qui seront traduits en 1970. C'est l'amorce d'une première controverse dans la mesure où l'Action française forme le premier volet du tryptique noltien et apparaît ainsi comme ayant été la première incarnation du fascisme, un fascisme engendré et enraciné dans la tradition contre-révolutionnaire et anti-Lumières française.

■ En 1962, Eugen Weber, le plus subtil à mon sentiment des historiens étrangers de la France moderne, avait produit une vaste somme *Action française : Royalism and Reaction in 20th C. France*.³⁰ Or, Weber distingue absolument la doctrine de

29. Nolte, Ernst. *Der Faschismus in seiner Epoche*. München: Piper, 1963. ♦ *Le fascisme dans son époque*. Paris: Julliard, 1970. En 3 volumes, Action française, Fascisme, National-socialisme. Voir aussi son collectif ultérieur: Nolte, Ernst, dir. *Theorien über den Faschismus*. Köln: Kiepenheuer & Witsch, 1967.

30. Stanford UP, 1962. Ⓢ Stock, 1964.

Maurras, antidémocratique, réactionnaire, d'un «fascisme» — et dans son *European Right* de 1965, il considère également les ligues des années 1930 comme «*far from fascism*».³¹ Son analyse pouvait apporter un aliment abondant aux adversaires de la construction en trois volets de Nolte, mais il demeurera largement absent du débat.

De même, les éditions Fayard avaient traduit en 1968, *La France dans l'Europe de Hitler* de l'Allemand Eberhard Jäckel.³² Cette étude ouvrait, grâce à l'accès aux archives nazies, sur le régime de Vichy et sur son rôle actif dans l'Ordre nouveau européen, des perspectives ignorées en France et dérangeant les mythes consensuels d'alors, mais le livre n'avait guère non plus été remarqué.

Nolte est un des premiers historiens d'après-guerre à produire une définition générique, dont tous les termes sont philosophiquement pesés, du fascisme, définition censée applicable *mutatis mutandis* aux trois doctrines de sa trilogie, la française, l'italienne et l'allemande national-socialiste. Car Nolte est aussi le premier à prendre au sérieux et à mettre à l'avant-plan les doctrines et les programmes (jadis écartés comme basse démagogie épiphénoménale) de quelque chose qui est pourvu par elles d'une identité forte dans le malheur du siècle. Les «idées» fascistes ont été décisives dans les succès et dans les actes des régimes ainsi identifiés.

31. Weber réitère cette analyse dans *La France des années 30*, Fayard, 1994: le nationalisme chauvin des ligues ne tourna jamais au fascisme.

32. Jäckel, Eberhard. *Frankreich in Hitlers Europa*. 1966. ♦ *La France dans l'Europe de Hitler*. Paris: Fayard, 1968. Voir aussi son *Hitler in History*. Hanover NH: UP of New England, 1984. Et *Hitlers Weltanschauung. Entwürfe einer Herrschaft*. Tübingen: Wunderlich, 1969. ¶ Stuttgart, 1981. ¶ *Hitler's Weltanschauung*. Middletown CT: Wesleyan UP, 1972. ♦ *Hitler's World View*. Cambridge: Harvard UP, 1981.

Le fascisme est un antimarxisme qui vise à anéantir son ennemi en développant une idéologie radicalement opposée à la sienne, encore qu'elle en soit proche, et en appliquant des méthodes presque identiques aux siennes non sans les avoir transformées de manière caractéristique, mais cela toujours dans le cadre inébranlable de l'auto-affirmation et de l'autonomie nationales (...). Il ne saurait être question de fascisme partout où n'existent pas tout au moins les rudiments d'une organisation et d'une propagande comparables à celles du «marxisme».³³

Le caractère de *parodie antagoniste du socialisme* dégagé par Nolte paraît sans doute problématique à première lecture, mais il est problématique dans un sens positif: le côté paradoxal de la définition peut déboucher sur des questionnements féconds. Le fascisme apparaît comme une mutation des droites face à une défaite ou à une «victoire tronquée», mais indissolublement comme une violente réaction à la crainte des bolcheviks et de la «révolution», réaction appuyée sur des masses gonflées de nationalisme (et non pas, comme de tradition, sur les seules «élites» conservatrices.)³⁴

Il résulte de cette définition que le fascisme vient *en second* : il est un «antimarxisme avant tout»; c'est la Révolution bolchevique qui est «l'événement fondamental dans l'histoire de l'Europe entre les deux

33. Trad. 1970, I, 75.

34. Nolte accentuera ultérieurement, dans l'esprit des typologies totalitaristes, l'analogie entre régimes communistes et fascistes: «.... il faut aujourd'hui être totalement dépourvu d'impartialité idéologique pour nier que la Pologne de Bierut, la Tchécoslovaquie de Gottwald et la Bulgarie de Dimitrov ont – du moins dans leurs manifestations apparentes – présenté bien plus d'analogies avec le fascisme que les États d'Europe occidentale aux régimes instables et aux opinions mobiles». *Entre les lignes de front. Entretiens avec Siegfried Gerlich*. Monaco: Éditions du Rocher, 2008.

guerres mondiales et le défi que lança dans les années 1919-1920 au système libéral le bolchevisme victorieux en Russie». ³⁵ On remarque que cette conception du fascisme comme antibolchevisme bat en brèche la toute première définition du fascisme générique, celle du Komintern lui-même qui faisait du fascisme non une réaction *mais le résultat d'une évolution fatale*, le stade politique ultime du capitalisme aux abois mettant bat le masque face à sa propre crise finale non moins qu'au défi lancé par le prolétariat révolutionnaire.

L'extrême gauche accueille d'abord favorablement le tryptique noltien qui semble confirmer avec érudition sa conception très englobante du fascisme et qui écarte le concept de guerre froide de «totalitarisme» ou du moins n'y recourt pas. Elle ne voit pas, du moins pas tout de suite, le caractère profondément conservateur de la démarche noltienne dans cette construction qui met la Révolution bolchévique à l'origine du malheur du siècle.

Les objections savantes à la construction en trois volets de Nolte ont tourné autour de l'inclusion anachronique même de l'Action française, mouvement néo-monarchiste né en France à la fin du 19^e siècle et non produit de la «brutalisation» occasionnée par la Grande guerre (ni réaction à la Révolution d'octobre) *et* doctrine anti-démocratique, contre-révolutionnaire, réactionnaire certes, qui découle bien des penseurs des anti-Lumières, de Maistre, Bonald, etc., et invite à prendre du recul sur la longue durée de la modernité, mais doctrine qui présente, aux yeux de la plupart des chercheurs, plus de dissemblances que d'analogies avec les fascismes italien et allemand et conduit à noyer le fascisme générique dans un ensemble peu cohérent où sa spécificité postulée se perd.

35. *Die faschistischen Bewegungen*. München: Deutschen Taschenbuch Vg, 1966. ♦ *Les mouvements fascistes: l'Europe de 1919 à 1945*. Paris: Calmann-Lévy, 1969. ♦ avec Préface d'A. Renaut, Paris: Calmann-Lévy, 1991, 15.

■ Le fascisme né en France : Zeev Sternhell

Le premier ouvrage de Z. Sternhell sur les origines du fascisme est son *Barrès et le nationalisme français* de 1972.³⁶ Ce livre perspicace aborde le romancier passablement oublié, «prince de la jeunesse» et respectable académicien que fut Maurice Barrès pour ce qu'il fut aussi éminemment et, pour l'histoire des idées politiques, essentiellement: l'ennemi acharné de la démocratie libérale et l'inventeur d'une doctrine d'avenir, le premier, comme le dira Georges Valois, qui ait pensé qu'il fallait faire converger socialisme et nationalisme en un mouvement de masse. «Le boulangisme barrésien cumule en effet l'autoritarisme politique et un certain socialisme non marxiste, plus tard antimarxiste. (...) Au parlementarisme, Barrès oppose le culte du chef, à l'incohérence des institutions, le sens de l'autorité, au capitalisme, un vague programme de réformes dont l'essentiel est un protectionnisme sommaire. (...) Telle fut l'originalité du boulangisme et c'est en cela que cette synthèse audacieuse préfigure les mouvements de masse du 20^e siècle.»³⁷ À cette synthèse, Barrès adjoint un *style*, «un certain romantisme révolutionnaire», mais surtout l'antisémitisme qu'il voit, de façon parfaitement instrumentale, comme le moyen d'intégrer le ressentiment du prolétariat dans l'unité nationale.

L'essentiel de la démarche de Sternhell se trouve déjà dans cette étude: ennemi des Lumières, ce qui n'est pas original, Barrès est inventif et il prépare le 20^e siècle en ayant compris que le nationalisme ethnique moderne «s'articule à merveille» avec un socialisme antimarxiste et que cette convergence est prometteuse et sera mobilisatrice.

36. *Maurice Barrès et le nationalisme français*. Colin, 1972. «» Nouvelle édition augmentée de «De l'historicisme au nationalisme de la Terre et des morts». Paris: Fayard, 2000.

37. Éd. 2000, 396-7.

C'est cependant l'ouvrage suivant (paru en 1978) de Sternhell qui va enclencher une polémique qui n'est pas encore éteinte aujourd'hui, *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*.³⁸ Tout le problème tenait dans le sous-titre. C'est en France qu'est née l'idéologie fasciste, soutient l'historien, idéologie distincte et originale, dans une «période d'incubation» qui va de 1885 à 1914. La France a été le «laboratoire de la pensée fasciste» dont les «ingrédients» se sont agglomérés ici et là en une synthèse neuve de conceptions venues de la droite et de la gauche et transfigurées. La Grande guerre a été le déclencheur du fascisme, soit, mais elle n'en est ni le point de départ ni la source idéologique; il faut voir émerger celui-ci dans les trente ans qui précèdent le conflit européen et ce, avant tout en France.

Sternhell va faire apparaître ces «ingrédients» et les bricolages synthétiques concomitants et connexes du «boulangisme de gauche» antiparlementaire et antisémite, de Barrès et son «socialisme national», chez Édouard Drumont et les autres antisémites,³⁹ chez Paul Déroulède et à la Ligue des patriotes, dans l'Action française, spécialement lors de ses rapprochements avec des activistes de l'extrême gauche, dans la droite plébéienne du «syndicalisme jaune», chez Georges Sorel, doctrinaire du syndicalisme révolutionnaire et théoricien de la violence, dans le nationalisme de batailles de rues⁴⁰ comme, tout aussi bien et concurremment, chez des hommes de cabinet comme Georges Vacher de Lapouges ou Gustave Le Bon, révoltés contre le positivisme, l'individualisme et l'esprit démocratique.

38. Sternhell, Zeev. *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*. Paris: Seuil, 1978.

39. Y compris de l'extrême gauche comme A. Regnard et Aug. Chirac.

40. La Bande à Morès (formée des bouchers de la Villette) en 1890 préfigure à coup sûr les *squadri* de 1920.

Dans ses livres ultérieurs, l'historien israélien va persister avec une remarquable constance dans l'énoncé de cette thèse face aux attaques véhémentes tous azimuts dont il va faire l'objet. C'est dans les années 1880 et en France «qu'apparaissent au grand jour les symptômes essentiels d'une évolution intellectuelle sans laquelle le fascisme n'aurait jamais été capable de prendre corps».⁴¹ Le concept avancé est celui de «préfascisme» qui néanmoins, précise-t-il, «pour ce qui est de l'idéologie», est quelque chose de déjà «venu à maturité»,⁴² une nouvelle conception politique qui a eu le temps d'être «longuement mûrie» bien avant 1914.⁴³ «Tous les mouvements fascistes participent d'une même généalogie: une révolte contre la démocratie libérale et la société bourgeoise, un refus absolu d'accepter les conclusions inhérentes à la vision du monde, à l'explication des phénomènes sociaux et des relations humaines de tous les systèmes de pensée dits "matérialistes"».⁴⁴

L'historien de Jérusalem se place sur le terrain de l'histoire intellectuelle, de l'histoire *généalogique* : ce sont bien le statut et la légitimité même de cette sorte d'historiographie qui vont être mis en cause par les historiens «ordinaires» dans un dialogue de sourds où la mauvaise volonté le dispute à l'incompréhension.

Sternhell fera pourtant école et son influence sera marquante hors de France. La généalogie du fascisme comme type d'idéologie articulée à

41. *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Paris: Seuil, 1983. ♦ 3ème éd. refondue et augmentée d'un essai-préface inédit de 106 pp., "Morphologie et historiographie du fascisme en France". Paris: Fayard, 2000 et, au format poche, Complexe, 2000, 20.

42. 21.

43. Sternhell, Zeev, Mario Sznajder et Maia Ashéri. *Naissance de l'idéologie fasciste*. Paris: Fayard, 1989, 15.

44. *Ni droite*, 41.

un mode d'action violente va être étendue par K. Passmore au cas du Ku-Klux-Klan américain.⁴⁵ Mes propres travaux sur les années 1880-90 doivent beaucoup à l'impulsion fournie par Sternhell et son analyse du boulangisme.⁴⁶ Les historiens anglo-saxons ont adopté la thèse d'une «période d'incubation 1880-1914» centrée sur la France.⁴⁷ Les Français ont longtemps renâclé. Cependant en 1985, Pierre Milza accepte et adopte le cadre du «préfasisme» français⁴⁸ dans lequel il rassemble Barrès, Sorel, les «ligues» nationalistes d'avant-guerre, l'antisémitisme, le «darwinisme social» de Vacher de Lapouges, Jules Soury, Le Bon.

■ Un professeur d'histoire new-yorkais, J. S. Schapiro avait déjà soutenu dans *Liberalism and the Challenge of Fascism : Social Forces in England and France, 1815-1870*, paru à New York en 1949 (et passé inaperçu à Paris) la thèse de l'antériorité de la France en matière de fascisme. Son étude contrastait l'évolution relativement régulière de l'Angleterre vers la démocratie libérale avec le heurt violent continu en France depuis le 19^e siècle entre forces libérales et réaction ou contre-révolution, l'argument de l'historien étant que cette dialectique violente et la production doctrinale qui l'accompagne

45. Passmore, Kevin. *Fascism: A Very Short Introduction*. Oxford: Oxford UP, 2002.

46. Angenot, Marc. *Mil huit cent quatre-vingt-neuf: un état du discours social*. Longueuil: Éditions du Préambule, 1989. *La propagande socialiste. Six essais d'analyse du discours*. Montréal, Longueuil: Éditions Balzac, 1997. *Topographie du socialisme français, 1889-1890*. Montréal: «Discours social», 1991, rééd. en 2004.

47. Voir p. ex.: Griffin, Roger. *The Nature of Fascism*. London: Routledge, 1993. «Digital printing»: 2006. Griffin préfère le terme de «proto-fascism» qui désigne quelque chose de préfiguré plutôt que d'accompli avant la guerre.

48. Milza, Pierre. *Les fascismes*. Paris: Imprimerie nationale, 1985. = Version intégralement refaite, augmentée et développée de: Milza, Pierre avec collab. M. Benteli. *Le fascisme au 20^e siècle*. Paris: Richelieu / Bordas, 1973.

avaient engendré «l'idée fondamentale du nazisme» comme ce mouvement «révolutionnaire» répudiant la démocratie perçue comme un système destructeur de la nation parce qu'il permet *à la fois* au grand capital «apatride» et aux socialistes de donner libre cours à leurs néfastes activités.

■ Objections à la généalogie française du fascisme

Les objections faites à *La droite révolutionnaire* se ramènent à une poignée qui sont revenues régulièrement :

– Le «(pré-)fascisme», selon la génèse intellectuelle retracée par Sternhell, est un concept jamais explicitement défini et à géométrie variable. Il permet à l'historien d'épingler au passage et étiqueter réprobativement Taine, Nietzsche, Bergson, le Bon, Pareto, Mosca, Sorel, Barrès, Corradini, penseurs extrêmement divers dont certains étaient à des années-lumières dans la perception qu'on pouvait avoir d'eux en leur temps. Ainsi de Georges Sorel, compagnon de route et théoricien du syndicalisme révolutionnaire, et de Maurice Barrès, romancier de l'«énergie nationale» et de «la Terre et les morts». (La réplique immédiate à cette objection est probablement que cette dispersion aux extrêmes est justement une des clés du phénomène).

– Toutes les idées et les démarches antipositivistes, antidémocratiques, anti-individualistes (ce qui fait trois cibles bien différentes), toutes les critiques qui prétendent montrer des «illusions» dans le Grand récit progressiste, dans les principes démocratiques, dans les positivismes scientifiques sont agglomérées et mises en convergence par Sternhell et versées au dossier de la «formation de l'idéologie fasciste».

– Par ailleurs, la question n'est jamais posée de savoir si ces critiques (à quoi contribuent des gens déconsidérés, mais, et ceci n'est guère

souligné par Z. St., également des gens demeurés «fréquentables», Freud, Durkheim, Max Weber...) n'étaient pas souvent justifiées, perspicaces et valides. Il suffit pour en juger et les classer qu'elles convergent et contribuent à l'«imprégnation» préfasciste. À la différence des théories antisémites et racistes, jugées d'avance, Sternhell ne dit pas que toutes ces critiques sociales et politiques du tournant du siècle sont scélérates ou sophistiques, au contraire même, il les trouve souvent intelligentes, mais il lui suffit de suggérer qu'il y avait des «atomes crochus» qui les rattacheraient à d'autres conceptions plus douteuses et de faire entrevoir leur «destinée» agglomérative si je puis dire, pour qu'elles soient frappées de suspicion.

— Sternhell semble penser en termes de «pente fatale»: la critique des mœurs démocratiques pouvait être juste et partir de bons sentiments, supposons-le, mais, de proche en proche, la «révolte» de ces penseurs dissemblables était «dirigée contre l'ensemble des valeurs léguées par les Lumières et la Révolution française». ⁴⁹ Il en résulte que «tous les penseurs qui ont soumis à un examen critique la "religion du progrès" ou l'universalisme abstrait», ⁵⁰ constate en protestant Pierre André Taguieff, sont jetés sans ménagement dans le gouffre préfasciste. Mais à aucun moment l'auteur ne dit pourquoi ces idées et ces valeurs devaient demeurer intouchables et intangibles – sauf, justement, à raisonner par les conséquences.

Je prends le risque d'explicitier ici ce qui agace fondamentalement les critiques de Sternhell: ils décèlent au fond constamment une tendance aux *paralogismes staliniens*, jugements par amalgame, par anachronismes rétrospectifs et «culpabilités objectives».

49. *Droite...*, 23.

50. Taguieff, Pierre-André. *Les contre-réactionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*. Paris: Denoël, 2007, 322.

– À cet égard, c'est toute l'entreprise sternhellienne qui est parfois déclarée intenable dans son concept central: «Téléologique, la notion de *préfascisme* est, en elle-même absurde», tranche Pascal Ory.⁵¹ La notion implique que les idées antilibérales, nationalistes de 1880 *ne pouvaient que* conduire au fascisme. Sinon, elles ne sont étiquetables «préfascistes» que par un paralogisme anachronique.

– Les origines supposées françaises du fascisme tiennent à ce que Sternhell n'analyse que des sources françaises! Pourquoi donner si peu de place à Nietzsche et ses disciples germaniques, à Paul de Lagarde et aux doctrinaires *völkisch*, à Ernst Jünger et autres Allemands? Sternhell aurait, en fait, trouvé sans peine des «précurseurs» nationalistes-sociaux en grand nombre dans tous les pays d'Europe.⁵²

Car enfin, ajoutent les objecteurs, ce serait en France que s'invente de toute pièce le fascisme, mais ce ne sera tout de même pas en France que s'opèrera le passage à l'acte...

– «La démonstration de Sternhell fait surtout ressortir la faiblesse avant 1914 ... de ce qui allait former le cœur de son imaginaire politique [au fascisme] dans le choc culturel de la Grande guerre: l'identité guerrière, l'ethos de la violence salvatrice et bientôt, dans le sillage de la révolution russe, l'idée de parti unique mettant sous sa coupe l'État et la société.»⁵³ Autrement dit, le prétendu «préfascisme» ne fait justement pas apparaître, fût-ce dans les doctrines les plus élaborées et typées, ce qui sera l'essentiel du fascisme réel.

51. *Du fascisme*. Paris: Perrin, 2003, 48

52. R. Thurlow, *Fascism in Britain*, Oxford: Blackwell, 1987, fait apparaître au Royaume Uni la même sorte de droite radicale, nationaliste, autoritaire, anti-Labour et antisémite.

53. Burrin, Philippe. *Fascisme, nazisme, autoritarisme*. Paris: Seuil, 2000, 253.

– Les tenants du paradigme «totalitaire» font remarquer que les *mêmes données* et mêmes idées sont relevées par une Hannah Arendt parmi les courants souterrains qui préfigurent la «pensée totalitaire». À leurs yeux, le «fascisme» sternihellien est alors un artefact démembré et partiel – ceci résultant du fait que l’Israélien ne veut pas prendre en considération le dispositif général antilibéral qui émerge à la fin du 19^e siècle. Sternhell voit les attaques de droite du libéralisme démocratique, mais il écarte, sans justifier cette élimination, cette non-prise en considération, les attaques et conceptions illibérales émanant du «camp» socialiste.

– Une objection plus sectorielle qui m’est personnelle (mais elle est implicite chez un Pierre Birnbaum) est que Z. Sternhell ne discerne pas ce qui semble une des grandes sources «préfascistes», si préfascisme il y a, et ne lui donne en tout cas pas la place qui devrait lui revenir: l’ainsi nommé «catholicisme social» des Albert de Mun, Léon Harmel, François René de La Tour-du-Pin Chambly *et al.* Le fascisme d’après guerre se bornera à *séculariser* le corporatisme antidémocratique des doctrinaires catholiques. (On remarque que cette nouvelle extension des sources préfascistes déboucherait sur toutes sortes de difficultés qu’il y aurait à expliquer.)

– Au bout du compte, c’est la démarche même de l’histoire des idées et son statut dans l’historiographie empirique et concrète et par rapport à celle-ci qui se trouvent mis en cause. Là où Sternhell entend établir le «véritable poids de l’idéologie dans la croissance du fascisme»⁵⁴, les autres historiens ne perçoivent que des rapprochements arbitraires de faits essentiellement composés de mots et de discours, éloignés dans le temps et sans commune mesure avec le fascisme-conquête du pouvoir et le fascisme-régime.

54. *Naissance*, 12.

Les *idées*, très diverses, des Barrès, Sorel, Pareto, Gentile, sont à mille lieues des *actions* des *squadristes* et des mesures politiques, non moins diverses, du régime de Mussolini. (Ce régime n'est pas un concept intemporel, mais une réalité qui change du tout au tout entre 1922 et 1943 – et ses orientations successives, ses avatars ne se déduisent pas, et pour cause, des théories décrétées «préfascistes».) Si choquantes que soient pour certains (mais elles ne l'étaient pas pour tout le monde évidemment) ou que soient devenues rétrospectivement ces «idées», conçues et diffusées avant 1920, quel rapport, si ténu soit-il, ont-elles avec le gangstérisme des *fasci*? Or, ce sont ces actions brutales, aussi anti-intellectuelles que possible, et ce régime exaltant la force et le pragmatisme, qui seuls définissent le «fascisme». Si la définition de la chose «fascisme» est primordialement *ici*, alors le rapport de tout ceci avec les essais de Sorel, les romans de Barrès et le théâtre de d'Annunzio est bien incertain et même in-concevable. Rattacher les deux sortes de «phénomènes» dans un même prétendu *idéaltipe*, c'est la machine à coudre et le parapluie de *Maldoror* réunis sur la table de dissection d'un praticien fou.

Barrès, Sorel, Vilfredo Pareto meurent dans les années 1920. Curzio Malaparte, tout «fasciste» que soient ses écrits à l'aune des critères sternhelliens, ne sera pas d'accord avec le régime. Enrico Corradini († 1931) lui-même demeurera critique et se retirera sous sa tente. D'Annunzio, dilettante, esthète, nietzschéen-catholique-païen, a beaucoup contribué au «style fasciste», mais son œuvre poétique et théâtrale n'est «fasciste» que par des rapprochements fragiles.

Les *Cahiers du Cercle Proudhon* de Georges Valois, en 1910-12, point de rencontre de syndicalistes et de monarchistes maurrassiens, unis contre la République parlementaire bourgeoise, apparaissent à Sternhell comme le type précurseur accompli de la doctrine fasciste. J'ai déjà signalé l'objection: l'influence mesurable de cette revue est nulle. Pierre Milza qui admire avec des réserves le travail de Sternhell, lui

reproche néanmoins de «conférer un poids excessif à des écrits et à des groupes ultra-minoritaires dans la France de l'avant et de l'après-guerre».⁵⁵

Sternhell dira à plusieurs reprises que le «fascisme» se rencontre en quelque sorte «à l'état pur» dans les écrits de Barrès et de quelques autres précurseurs, moins adultéré par les besoins de l'action et les compromis. Ce propos, apparemment clair pour l'historien des idées, est jugé absurde par l'historien politique: on comprendrait mieux le «fascisme» dans sa cohérence là où il n'a pas pris le pouvoir et encore mieux là où il n'est resté que la construction d'un homme de lettres. En France, le «fascisme» ainsi *quintessencié* est à la fois plus précoce et plus vite proche de l'idéaltype que partout ailleurs: tel est le cadre de Sternhell dans ses trois grands ouvrages.

Ce qui choque la plupart des historiens français qui vont s'en prendre à lui, c'est que le fascisme de Z. St. est *avant tout* une idée: la rencontre d'un nouveau nationalisme radical et d'un socialisme moralisé – pas exactement *ni droite ni gauche* mais un syncrétisme d'éléments *et de droite et de gauche*. Cette conjonction se rencontre effectivement pour la première fois en 1889 chez les blanquistes-boulangistes du Comité central socialiste révolutionnaire. Sternhell généralise : «Du boulangisme à la collaboration, la gauche française n'a cessé d'alimenter les formations de droite et d'extrême droite».⁵⁶

La carrière de plusieurs gauchistes particulièrement exaltés dans leur jeunesse, Georges Valois, Gustave Hervé, Hubert Lagardelle qui finiront tous aux «portes du fascisme» pouvait sembler confirmer

55. Milza, Pierre. *Les fascismes*. Paris: Imprimerie nationale, 1985, 41.

56. *Ni droite*, 29.

concrètement et inductivement l'existence de certaines «pentes», mais des échantillons de cette espèce ne font pas une induction concluante.

En tout état de cause, la thèse des origines partiellement de gauche du fascisme (et parfois, semble-t-il, de façon prédominante, de gauche) ne pouvaient pas ne pas susciter comme telle la controverse. Le fascisme, répète Sternhell, est un «produit de la crise du marxisme», non moins que du rejet du libéralisme. La droite française se réjouissait probablement de n'être plus seule dans le collimateur, mais les historiens de gauche demeuraient insatisfaits par la dynamique décrite. «L'idéologie fasciste, définit l'historien israélien, est le produit d'une synthèse du nationalisme organique et de la révision antimatérialiste du marxisme, elle exprime une velléité révolutionnaire fondée sur le refus de l'individualisme, à facette libérale ou marxiste, et elle met en place les grandes composantes d'une culture politique nouvelle et originale..., une culture communautaire, anti-individualiste et antirationaliste, fondée dans un premier temps sur le refus de l'héritage des Lumières et de la Révolution française, et dans un deuxième temps sur la construction d'une solution de rechange totale.»⁵⁷ Tous les termes de cette définition sont problématiques et l'ensemble laisse perplexe. En outre, pour Sternhell mais ailleurs, le fascisme et ce qu'il appelle «marxisme» sont des produits d'une «même réalité sociologique», «tous deux se veulent une option de remplacement total de l'ordre libéral».⁵⁸ Le fascisme, opposé, à la fois, au libéralisme et au marxisme dans la définition ci-dessus, forme au contraire un camp antilibéral avec le marxisme dans la seconde citation.

57. *Naissance...*, 15.

58. *Droite...*, 403.

Pour Sternhell, la voie principale du fascisme à l'extrême gauche est frayée par la «révision antimatérialiste du marxisme» à laquelle il attache surtout les noms de Georges Sorel et de Hendrik De Man.⁵⁹ Mais le socialisme français au tournant du siècle est composé de familles militantes (et de quelques penseurs indépendants d'esprit, et souvent intéressants, Jaurès, Fournière, Vaillant, Renard...) étrangères au marxisme et volontiers critiques du groupe autoproclamé «orthodoxe» des guesdistes du Parti ouvrier français qui va s'intégrer dans la SFIO: des blanquistes, proudhoniens, syndicalistes d'action directe, anarchistes etc. La «révision» de l'orthodoxie et la recherche délibérée d'une alternative à l'ainsi nommé et passablement pauvre marxisme français dont Sternhell fait état, émane de partout dans la SFIO, la CGT et chez les compagnons anarchistes de 1905 à 1914.

En quoi d'autre part, le «matérialisme» est-il au cœur de l'héritage des Lumières, et en quoi toute critique du matérialisme (marxien) conduit-elle au fascisme? Le *distinguo* de Sternhell repose encore une fois sur l'argument de la pente fatale «objective»:

Tout antimatérialisme n'est pas fascisme, mais le fascisme constitue une variété d'antimatérialisme et canalise tous les courants essentiels de l'antimatérialisme du 20^e siècle.⁶⁰

■ Les spécialistes de Georges Sorel ont été choqués de voir Sternhell déchiffrer chez ce puissant penseur et grand éveilleur d'idées le cas-type de cette «révision du marxisme» qui se prêtait à une prochaine «synthèse» avec le nationalisme «organique et tribal». Le «père intellectuel du fascisme» ! Le classement de

59. Pourquoi pas celui de Bernstein?

60. *Ni droite*, éd. 1983, 293.

Sorel en «préfasciste» est éminemment unilatéral: «Sorel a été revendiqué par Gramsci le communiste, Gobetti le libéral, Mussolini le fasciste. À l'instar des interprétations traditionnelles de droite, Sternhell ne retient que le cas du troisième», objecte Jacques Julliard.⁶¹

Michel Charzat dans les *Cahiers Georges Sorel*⁶² s'en prend à Sternhell sur le point factuel de savoir si le vieux Sorel, comme on le colporte, a admiré le premier fascisme et s'il peut être vu comme précurseur de la «révolution fasciste». «Légendes» tenaces, réplique-t-il. Sorel emploie l'essentiel de ses dernières années (il meurt, de toute façon, deux mois avant la Marche sur Rome) à défendre avant tout Lénine et les bolcheviks. «Aucune trace d'inclination pour l'agitation fasciste et pour son chef».

Mon objection personnelle serait ici que, dans *La décomposition du marxisme*, *L'avenir socialiste des syndicats*, *Réflexions sur la violence* même, Sorel ne fait souvent que donner un tour philosophique à des idées *sui generis* émanant du monde syndical, spécialement du courant syndicaliste-révolutionnaire dont il se veut en quelque sorte le porte-parole. Sorel ridiculise le déterminisme fataliste du prétendu «marxisme orthodoxe», il admire l'héroïsme prolétarien et tout ce qu'il voit comme anti-bourgeois et batailleur dans le mouvement ouvrier, mais c'est à l'unisson des doctrinaires de l'«Action directe» et des «minorités agissantes». À ce compte, c'est la doctrine syndicaliste des idéologues de la CGT qui devrait être visée par Sternhell – et donc, une partie, la plus militante et résolue, du mouvement ouvrier français.

61. «Sur un fascisme imaginaire», *Annales*, 4: 1984. Vol. 39, Num. 4. 855.

62. 1983. I, 1. 37-51.

Admettons que ceci soit admis et reconnu, il faudrait alors le dire et en tirer toutes les conséquences.

■ Un «journaliste» au milieu des docteurs : Bernard-Henri Lévy.⁶³

Bernard-Henri Lévy se présente depuis 1976 comme le chef de file d'intellectuels engagés d'un nouveau style, les ainsi nommés «nouveaux philosophes», comme le porte-parole d'une génération philosophique à qui est censé échoir le sombre bilan de la catastrophe du 20^e siècle, une génération dénonciatrice des totalitarismes de droite et de gauche, fascistes et communistes. Il vient de publier son premier livre-choc, *La barbarie à visage humain* qui marque l'émergence d'une entité médiatique désormais désignée par un sigle, «BHL», hybride d'intellectualité et de marketing dont on peut concevoir qu'elle agacera plus d'un penseur moins porté à rechercher les *spots* et les tribunes ou moins susceptible d'être invité à la «télé». BHL est devenu d'emblée une personnalité publique omniprésente, hautement télégénique, douée pour les *soundbites*, un globe-trotter philosophe activement engagée dans de multiples causes (en septembre 1981 par exemple, il est au Pakistan pour appuyer les résistants afghans à l'occupation soviétique) et très avide de controverses qu'il suscitera du reste continuellement.

L'idéologie française qui paraît chez Grasset en 1981 va valoir à ce «journaliste» une volée de bois vert de tout ce qui compte dans le monde académique: Raymond Aron, Paul Thibaud, Le Roy Ladurie, Pierre Nora.... Raymond Aron fait encore état dans ses *Mémoires* de l'agacement extrême que le livre «superficiel» de BHL avait suscité chez lui.

63. *L'idéologie française*. Paris: Grasset, 1981.

Les attaques presque unanimes contre ce livre ont laissé un souvenir et produit une déconsidération si durable qu'il m'importe de dire qu'à mon sens, cet ouvrage hybride, ce pamphlet érudit et brouillon, vaut un peu mieux que la réputation qu'on lui a faite. *L'idéologie française* est, certes, un ouvrage dont la thèse, version aggravée de celle de Zeev Sternhell, pouvait passer pour une provocation hyperbolique grossière: la France, soutient BHL, a été et est la «terre de prédilection» du fascisme et du racisme ! Au rebours des précautions nuancées des historiens, «fascisme» est, on s'en doute, chez Lévy une notion hautement englobante et à large spectre. Le «fascisme aux couleurs de la France», ce sera pour BHL, complémentaiement, toute la tradition de la droite antilibérale, mais aussi une bonne partie de l'extrême gauche française, des blanquistes au PCF de Georges Marchais, non moins «totalitaire» et non moins «immonde». Si la France au reste ne fut pas fasciste, elle fut nazie bien avant la lettre: «Je crois en effet qu'il y a eu, un demi-siècle avant Vichy, un national-socialisme à la française». ⁶⁴ Racisme, antisémitisme, darwinisme social, haines de la démocratie à droite et à gauche, tout ceci tombe dans un vaste gouffre de «fascisme à la française» où sont encore jetés Taine, Barrès, Péguy, Sorel, Maurras, Emmanuel Mounier et les gens d'*Esprit* (fameuse revue chrétienne fondée en 1932 contre laquelle BHL mène une charge à fond qui ne lui fera pas d'amis), cent autres: de quoi agacer et indigner tous azimuts.

Lévy prétend faire «constater que la patrie des “droits de l'homme” est aussi la terre de deuil, l'inoubliable alambic, le ventre abominablement fécond où se sont enfantés quelques-uns des délires de l'âge où nous vivons». Le livre, d'une prose facile, parfois ampoulée, lyrique un peu *toc*, manque de nuances et de mise en contexte historique. Ses analyses, accusera-t-on, sont incomplètes et hâtives, ses citations approximatives. Certes, mais BHL pointe du doigt, sans méthode, une série de vrais

64. 125.

problèmes et il évoque avec abondance des données gênantes et choquantes que les doctes ne souhaitaient pas tellement regarder en face ni analyser.⁶⁵

BHL formule somme toute une version véhémente et aggravée de la thèse de Z. Sternhell sur les origines de gauche du fascisme. La France est la vraie «patrie du national-socialisme» dans une tradition antidémocratique de gauche qui va des blanquistes-boulangistes de 1889 au Parti communiste de 1980. Le PCF de Maurice Thorez en 1930 va tendre la main aux ligueurs et aux *Croix de feu*;⁶⁶ en 1940, défenseur du pacte germano-soviétique, il est devenu «un parti qui réclame, en toute conscience et parfaitement au fait de ce qu'il fait, d'être tenu pour le *premier parti pétainiste de France*.»⁶⁷ Le Parti communiste dont la route est «jalonnée de cadavres, d'exclus et de désespérés» «est, de bout en bout et jusqu'à aujourd'hui, le plus digne fleuron de notre pensée réactionnaire».⁶⁸ De quoi se faire détester à gauche, à droite et ... même au centre occupé par un Raymond Aron.

On reprochera à bon droit à BHL des libertés prises avec les faits, des amalgames et des rapprochements oratoires, une lecture unilatérale, des généralisations dépourvues de sens historique. Je l'admets, mais le médiatique auteur n'en avait pas moins déniché et relevé des délires et horreurs idéologiques récurrents à droite et à gauche dont l'analyse n'était pas entreprise — si tant est qu'elle est accomplie aujourd'hui.

65. 11.

66. Et de citer quelques écrits du PCF des 1930's qui trahissent la «xénophobie la plus ignoble».

67. 86.

68. 175.

■ Sternhell persiste et étend sa thèse aux années vingt et trente

En 1983, Z. Sternhell fait paraître un nouveau livre, *Ni droite ni gauche* qui va, pour le coup, déclencher un tir de barrage soutenu et exceptionnellement violent émanant de tout le milieu historien en France.⁶⁹ L'étude apparaît comme la suite de *La droite révolutionnaire* qui s'arrêtait en 1914. Ce qu'elle prétend montrer est une «poussée» et une «imprégnation» fascistes étendue dans la France des années 1920 et 1930. L'Israélien avait en principe multiplié les précautions quant à la portée de ses analyses:

La poussée fasciste ... depuis le boulangisme jusqu'à Vichy.... ne constitue incontestablement qu'un courant minoritaire.⁷⁰

Mais avec ces deux catachrèses, «poussée» et «imprégnation» fascistes, l'historien va faire apparaître un phénomène intellectuel complexe et étendu: la formation d'une «certaine sensibilité très largement répandue» et, justement répandue *très au-delà* de ce qui, entre les deux guerres, allait avouer des sympathies fascistes explicites ou même se situer du côté des droites nationalistes autoritaires. Ici encore, ce qui est *intéressant* pour l'historien des idées, c'est à dire la description de cette «imprégnation» très étendue, fait bondir l'historien positiviste qui va voir avec une véritable indignation absorber dans la prétendue

69. Sternhell, Zeev. *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Paris: Seuil, 1983. ♦ 3ème éd. refondue et augmentée d'un essai-préface inédit de 106 pp., "Morphologie et historiographie du fascisme en France". Paris: Fayard, 2000 et, au format poche, Complexe, 2000. suivi de: Sternhell, Zeev, Mario Sznajder et Maia Ashéri. *Naissance de l'idéologie fasciste*. Paris: Fayard, 1989. Voir aussi: Avineri, Shlomo & Ze'ev Sternhell. *Europe's Century of Discontent. Legacies of Fascism, Nazism, and Communism*. Jerusalem: Hebrew UP, 2003.

70. 41. Z. St. insiste bien aussi sur le fait que, dans la lutte entre la droite traditionnelle, suffisamment puissante pour sauvegarder elle-même ses intérêts, et le fascisme, les fascismes ne l'emportent jamais. 20.

«nébuleuse» fasciste des individus qui, en leur temps, se croyaient, et se situaient apparemment «objectivement», à grande distance.

La thèse de *Ni droite ni gauche*, énoncée d'entrée de jeu, va traumatiser les adversaires, de plus en plus nombreux, de Sternhell:

C'est en France que la droite radicale acquiert le plus rapidement les caractéristiques essentielles du fascisme. Plus qu'ailleurs, c'est en France que fleurissent toutes les chapelles du fascisme, tous les clans et groupuscules imaginables.⁷¹ Le fascisme en France, en dépit de sa faiblesse politique, se rapproche le plus du type idéal, de l'idée de fascisme au sens platonicien du terme.⁷²

Ce genre de spéculation idéaltypique censément cantonnée dans le pur empyrée des discours a exaspéré. D'autant que Sternhell, s'il en concède (ce n'est pas le problème qui lui importe) la «faiblesse politique», voit le fascisme français comme ayant eu une influence décisive *ailleurs* : les Italiens ont emprunté en bloc leurs idées et programme aux doctrinaires français d'avant guerre (au premier chef, à Sorel et Barrès)! Thèse qui révoltait déjà dans *La droite révolutionnaire* et qui est réaffirmée ici avec force données nouvelles.

Le fascisme se constitue comme une Troisième voie «nationale» entre capitalisme et communisme qui sont tous deux, à ses yeux et pareillement, anti-nationaux. Trois grands éléments appariés et emboîtés constituent «l'idéologie fasciste en France»: 1. une élaboration intellectuelle multiple et sophistiquée, synthèse découlant d'idées émergeant sur la longue durée de 1880-1914; 2. un puissant mouvement

71. § 1.

72. 40.

des années 1930, les *Croix de feu/PSF* (que l'école rémondienne prétendait montrer étrangère à un quelconque fascisme), 3. un régime qui découle de toute cette élaboration, le Régime de Vichy (que tous les autres historiens s'évertuent à classer comme regrettable-mais-non-fasciste *et* produit inopiné de la défaite et de l'occupation).

Dans ce que Sternhell décrit comme «imprégnation fasciste»,⁷³ comme la «fascisation de certains courants de pensée»⁷⁴ figurent notamment en bonne place Emmanuel Mounier et les personalistes chrétiens de la revue *Esprit*. Cette inclusion sera au cœur des polémiques. *Ni droite ni gauche* précise bien que Mounier en son temps rejette le fascisme comme il abomine le franquisme du reste; de fait, le personalisme est la réplique catholique à la montée des «totalitarismes» («totalitarisme», c'est ici et ce fut *d'abord* un mot-clé des milieux catholiques). Mais il ajoute que «nul ne peut nier que la violente critique du “désordre établi” rejoint celle des fascistes».⁷⁵ «S'il est absurde de voir dans Mounier un des “jeunes Turcs”, un des hussards du fascisme, il importe de ne pas amoindrir la place occupée par l'équipe *d'Esprit* dans la création de cette confusion intellectuelle» des années 1930.⁷⁶ «Fasciste sans le savoir», lit-on p. 311 de l'originale ! Avec de telles formules, on règle évidemment son compte à n'importe qui. Procès d'intention et amalgame, criera-t-on à Sternhell. En fait, la démarche de Sternhell le conduit à trouver des imprégnations et des ramifications fascistes chez tous les non-conformistes des années trente puisque tous, et notamment les personalistes, cherchaient une

73. La formule «imprégnation fasciste» est de Raoul Girardet, 1955, mais Z. St. lui donne une portée plus étendue.

74. 10.

75. 1983, 299.

76. 303.

«troisième voie» entre deux rejets, celui du capitalisme libéral et celui du socialisme bolchevique, tout en étant fort peu enthousiastes de la démocratie parlementaire et en avouant un sentiment d'infériorité des démocraties face à la dynamique conquérante et modernisatrice des régimes fascistes. «L'imprégnation fasciste fut bien plus profonde et les milieux touchés bien plus nombreux qu'on ne l'imagine ou qu'on ne le reconnaît d'ordinaire», résume Sternhell.⁷⁷ La thèse *immunitaire* en prenait un coup, mais les «immunitaristes» vont faire front !

Sternhell met bien en valeur et il souligne même à grands traits, dans la «synthèse fasciste» dont il repère les ingrédients, l'apport des socialistes *dits* révisionnistes, Hendrik De Man, Marcel Déat etc. Il confirme et radicalise même sa thèse connexe qui avait fait hurler, qui pose que le fascisme français prend ses sources et ses hommes «beaucoup plus à gauche qu'à droite».⁷⁸ «Du boulangisme à la collaboration, la gauche française n'a cessé d'alimenter les formations de droite et d'extrême droite».⁷⁹

■ Feu nourri contre *Ni droite ni gauche*

Un déferlement d'articles hostiles dans les grandes revues historiennes en 1983 et 1984 accueille *Ni droite ni gauche*. Jacques Julliard,⁸⁰ Michel Winock,⁸¹ Serge Bernstein et plusieurs autres vont exposer dans de

77. 21.

78. 2000, 127.

79. Ibid.

80. Celui-ci déclenche le tir avec «Sur un fascisme imaginaire», *Annales*, 4: 1984. Vol. 39, Num. 4. 849 - 861.

81. Voir un peu plus loin.

substantiels articles leurs multiples objections à la thèse et à la méthode.

Jacques Julliard, historien du syndicalisme, débute son compte rendu dans *Annales*, qui commence en éloge et finit en éreintement, par une description de l'effet de pavé dans la mare obtenu d'emblée par un ouvrage qui n'a pas seulement interpellé les spécialistes, mais choqué un vaste public par l'entremise de la grande presse laquelle a multiplié les articles pour et surtout contre:

Voici un livre qui dès sa parution a donné lieu à un ample débat et à des controverses passionnées: articles dans les quotidiens, les hebdomadaires, les mensuels, interviews, polémiques, procès même [voir plus loin à ce propos]. Ce n'est pas un mince mérite, l'historiographie française aborde souvent les sujets d'histoire contemporaine avec tant de retenue et de timidité qu'il faut l'intervention d'historiens étrangers — Zeev Sternhell, excellent connaisseur de la France est israélien – pour que soient débloqués des problèmes considérés comme tabous.⁸²

Julliard perçoit bien ce qui est en jeu et qui est bien autre chose qu'une conceptualisation historiographique. Le mot de «fascisme» possède toujours une «charge émotionnelle très forte». Quand Sternhell fait de Maurice Barrès un des créateurs de l'idéologie fasciste, quand il fait de Mounier un compagnon de route du fascisme, il ne suggère pas que ces intellectuels ont «une responsabilité même indirecte» dans les chambres à gaz, mais «l'enjeu politico-éthique d'un pareil qualificatif est extrêmement lourd».

82. 849.

Julliard repère dans *Ni droite ni gauche*, avec justesse je pense du point de vue qui est le sien, une proposition-clé qui scelle le malentendu entre Sternhell et ses détracteurs. Elle se lit à la page 293 de l'originale: le fascisme en France «n'a jamais dépassé le stade de la théorie et n'a jamais souffert des compromissions inévitables qui faussent toujours d'une façon ou d'une autre l'idéologie officielle d'un régime. Ainsi on pénètre sa signification profonde et, en saisissant l'idéologie fasciste à ses origines, dans son processus d'incubation, on a abouti à une perception plus fidèle des mentalités et des comportements.» Pour Julliard, tout le différend entre l'historien des idées et ses détracteurs est résumé ici: pour l'historien «tout court», les idées/idéologies pures, dans leur cohérence, n'ont qu'un faible intérêt; l'idéologie «contestataire, séduisante, brillante» dont Sternhell étudie la genèse et la diffusion ne serait qu'une «curiosité historique» si le fascisme, sans doute adultéré par les nécessités du pouvoir, n'était devenu un régime et une pratique de terreur concrets.

Nous voyons bien s'établir un dialogue de sourds dans la mesure où l'Israélien ne disconviendrait pas de tout ceci, mais où l'objection, supposée décisive, du «fascisme concret» ne disqualifie aucunement la démarche et la méthode généalogiques. Pour reprendre une analogie esquissée par Julliard lui-même, l'exégèse des Évangiles n'apprend rien ou peu de choses sur le «christianisme» pratiqué dans l'histoire de l'Église ; il n'empêche que sans les Évangiles, pas d'Église et qu'il n'est pas moins intéressant et légitime d'en comprendre la genèse, la logique interne et la spécificité – quand même celles-ci n'éclairent aucunement la politique des Borgia ou des papes à telle et telle époque. «Privilégier l'étude de la pratique par rapport à celle du discours» ou faire le contraire n'ont de sens et de légitimité que dans une problématique déterminée et non comme un axiome historiographique général.

C'est donc la problématique même d'une histoire des idées, laquelle scotomise dans une large mesure les événements «concrets» et les

passages à l'acte parfois très ultérieurs, qui ne fait pas critère du seul poids immédiat des doctrines, pour suivre en moyenne durée des influences, des «imprégnations» et des *avatars*, qui est mise en question.

Les autres objections de Julliard sont celles de l'historien érudit du syndicalisme français qu'il est. Sur ce terrain, on ne peut lui donner tort lorsqu'il montre la genèse interne au mouvement ouvrier, en remontant à l'occasion à Marx même, d'idées et de projets dont Sternhell s'empare au moment où ils peuvent se rapprocher de la «synthèse fasciste» en formation et y contribuer, moment où les tenants d'une supposée «révision antimatérialiste du marxisme» à la Sorel s'en emparent. C'est ici un problème incontestable qui tient aux limites de l'enquête – déjà vaste à coup sûr – de l'historien israélien: ces «idées» de Sorel, de Pouget, de Pataud ou de Janvion qui présenteraient des atomes crochus avec le «fascisme» en formation, d'où proviennent-elles? Et leur ressemblance ou convergence (dans la critique de la démocratie parlementaire notamment) avec des idéologèmes de la «droite révolutionnaire» n'est-elle pas une rencontre qui reste à expliquer et non l'indice d'une identité de vues?

Par ailleurs, les cas spécifiques attestés de rapprochement entre gauche syndicaliste et droite monarchiste vers 1910 sont des «cas aberrants», proteste Julliard, car on ne passe «pas aussi facilement dans la vie que dans les livres d'une culture révolutionnaire et libertaire comme celle du syndicalisme ... à l'idéologie réactionnaire et autoritaire de L'Action française». La prétendue contribution massive de la gauche à la synthèse fasciste est rejetée:

Une prise en compte, même superficielle, du seul fascisme qui en définitive importe à l'historien – je veux dire celui qui a eu lieu – eût convaincu Zeev Sternhell que les forces principales du fascisme étaient bel et bien à droite et non à gauche et que ses adversaires

principaux étaient tout de même à gauche et non à droite.

Le plus typique, le plus influent, le plus souvent cité des articles hostiles à *Ni droite ni gauche* a été celui de Serge Bernstein, «La France des années trente allergique au fascisme. À propos d'un livre de Zeev Sternhell», *Vingtième siècle*, 2: 1984.⁸³

Berstein, historien du Parti radical et des classe moyennes dans l'entre-deux-guerres, se met en devoir de contredire point par point les thèses de l'historien israélien, de les réfuter systématiquement de façon déplaisante et aigre. «À la question déjà passablement obscure du fascisme français, le livre de Zeev Sternhell vient d'ajouter son poids de confusion»⁸⁴. Sternhell ne définit nulle part l'objet de son étude. Selon les personnes et mouvements mis en cause, le concept de fascisme change du tout au tout. Les variables paramètres qu'il relève peuvent d'ailleurs s'appliquer au fascisme comme à d'autres courants de «troisième voie» entre libéralisme débridé et socialisme niveleur et ils permettent de considérer comme fasciste à peu près n'importe qui qui, en dehors du communisme, entreprend une recherche de renouveau. La thèse globale est «caricaturale»: l'historien tire sur tout ce qui bouge en ignorant constamment le contexte historique et la chronologie; il a ainsi recours au paralogisme regrettable du «futur qui éclaire le passé»: tel qui se ralliera à Vichy est supposé montrer *déjà* son futur visage de pétainiste dans ses écrits des années 1930.

«Allergie» est le nouveau terme-clé de la réfutation: il y avait ici et là des «germes de fascisme», et nul ne s'en étonnerait dans la conjoncture, mais, fondamentalement, contredit Bernstein, «aucun parti fasciste n'a

83. 83-94.

84. 83.

pu prendre racine en France» car la culture politique française y est restée «allergique»,⁸⁵ à l'exception d'une poignée d'intellectuels «impuissants à oblitérer durablement la profondeur de la culture démocratique en France»⁸⁶ et dont l'Israélien surestime du reste le nombre et l'influence. Des «germes», c'est à dire des éléments partiels épars qui ne s'agglomèreront pas: «une partie des thèmes du fascisme pénètre la société française dans ses profondeurs sans que, pour autant, ces éléments épars suffisent à définir un fascisme français, faute d'être rassemblés en un tout cohérent.»⁸⁷ Ainsi, l'antisémitisme a pu faire des «progrès considérables» au cours des années 1930. Le discrédit de la démocratie parlementaire, l'aspiration à un pouvoir fort, la recherche de «l'homme fort» ont pu se répandre dans l'opinion: aucun rapport avec le fascisme, du moins avec un fascisme qui n'est identifiable que lorsque constitué en un «tout». La gesticulation paramilitaire des ligues, la mobilisation par camions des «dispos» (des Croix de feu) ne dépassent «guère le stade du rallye automobile».⁸⁸ On voit la méthode qui consiste à concéder l'existence de composantes éparses lesquelles trahissent, certes, une crise démocratique, mais en ne consentant à identifier comme «fascisme» qu'un *tout* absent qui serait la synthèse totalitaire de tous ces «germes».

Pourquoi alors la «virtualité fasciste» qui existait partout en Europe ne s'est-elle pas concrétisée en France? Parce que la culture politique française y était «impermeable».⁸⁹ Les chefs de l'extrême droite étaient

85. «Imperméabilité» de la France, varie-t-il p. 92.

86. 94.

87. 90.

88. 90.

89. 92.

médiocres et peu résolus, certes, mais ceci n'explique pas tout. Même La Rocque, même Doriot ne sortent pas du cadre républicain et ne proposent rien qui «soit incompatible avec les traditions nationales».⁹⁰ Les «vieilles démocraties», dont éminemment la France, ont «échappé» au fascisme.

Après ce tir de barrage dont je ne rappelle et résume que les deux plus significatives escarmouches, force est de constater cependant que, sans lui offrir d'armistice, les historiens français vont faire la part du feu et concéder implicitement que Sternhell a mis en lumière bien des données omises ou refoulées et posé des questions qu'on ne pouvait désormais intégralement écarter. Une large révision s'ensuivra, mais en dépit de cette évolution sous cape, les historiens autochtones vont continuer de s'attacher à un fascisme français *minoré en dernière analyse*.

Je regroupe et j'ordonne logiquement les objections qui se sont répétées d'un adversaire du livre à l'autre.

- Plusieurs reviennent (comme le fait l'ouvrage mis en cause) sur le «pré-fascisme», le «fascisme avant la lettre», notion dont on va répéter qu'elle est intrinsèquement anachronique et, à ce titre, ne mérite pas prise en considération. René Rémond avait bien établi au reste que tous les traits qui caractérisent la droite révolutionnaire, de 1880 à 1940, du boulangisme aux ligues, «figurent déjà dans le patrimoine bonapartiste».⁹¹ (... mais ce bonapartisme indéfiniment persistant n'est-il pas aussi un tantinet anachronique?)

- Que le fascisme se révèle «à l'état pur» là où il n'a pas attiré les masses ni pris le pouvoir est une autre absurdité pour les historiens

90. 94.

91. *Droites*, 1982, 44.

politiques «concrets». J'ai relevé plus haut cette objection qui scelle d'emblée le *dialogue de sourds*.

- La conception qu'entretient Sternhell du «fascisme» et de «l'imprégnation fasciste» ratisse beaucoup trop large. Elle demeure aussi «à géométrie variable» car à aucun moment Sternhell ne définit précisément l'objet de son étude.⁹² Il faudrait que toutes les «composantes» épinglées chez l'un ou l'autre soient montrées effectivement solidaires les unes des autres.

Tous les déçus de la Troisième République, tous ceux qui, vers 1930, sont déprimés par les mœurs parlementaires et tous ceux qui cherchent des alternatives politiques et sociales *en dehors du communisme* finissent par se trouver inclus dans la «contagion fasciste». Sternhell parcourt toutes les variantes et variations de la quête d'une «troisième voie» entre libéralisme et bolchevisme, toutes les formes de «néo-socialisme» (comme si hors de l'indigente «orthodoxie» marxiste il n'y eût décidément point de salut), toutes les formes de dissidence et de révisionnisme de droite ou de gauche de l'entre-deux-guerres. Il les voit toutes glisser sur la savonneuse pente du fascisme – ou du moins en favoriser les voies. Dès lors, Sternhell «distribue l'épithète *fasciste* avec une allégresse» déconcertante.⁹³

- Non seulement le «fascisme» selon Z. Sternhell est trop large et demeure indéfini, mais cette conception extensive est aggravée par un présupposé, par un implicite permanent qui demeure également non justifié ni expliqué: celui d'un déterminisme, d'une *fatalité* de la «dérive» fascisante de toutes les dissidences, de tous les non-

92. Berstein, loc.cit.

93. Berstein, loc.cit.

conformismes,⁹⁴ sommairement assimilés à un rejet, en dernière analyse, des valeurs «des Lumières».

Ainsi toute critique du positivisme rationaliste, celle de Freud comme celle de Gustave Le Bon (que le premier admirait, de fait) semble à tout le moins sur la *mauvaise pente*.

Dans les cas de De Man, Déat, Bergery, gens qui ont effectivement «mal tourné» en 1940, mais dont Sternhell juge les premiers écrits, révisionnistes du marxisme ou bien planistes, l'historien use perpétuellement et sans embarras du fameux paralogisme de la «preuve par l'avenir».⁹⁵ «Chacune des phases de leur carrière nous est présentée comme une étape ... vers le nazisme».⁹⁶ C'est *comme si* l'attitude de De Man sous l'occupation nazie était déjà fatalement inscrite et prévisible dans son *Zur Psychologie des Sozialismus* de 1926.⁹⁷ Julliard dénonce donc un paralogisme, celui de la «causalité régressive».

Ce sophisme est complété par un autre paralogisme, celui de l'amalgame: Déat, Doriot deviendront fascistes et se rallieront à l'Ordre nouveau *donc* tous les révisionnistes, quels qu'ils fussent, étaient des fascistes-collabos virtuels.

- Serge Bernstein croit déceler une autre erreur de raisonnement fondamentale. Les idées qu'épingle son adversaire ne sont pas

94. On connaît le livre de J.-L. Loubet del Bayle sur *Les non conformistes de années trente*, Seuil, 1969.

95. Bernstein, loc.cit.

96. Julliard, art.cit., 852.

97. De Man, Henri. *Zur Psychologie des Sozialismus*. Jena: Diederichs, 1926. ♣Version en français trad. par l'auteur, *Au delà du marxisme*. Bruxelles: L'Églantine, 1927. ♠ rééd. Paris: Seuil, 1974.

intrinsèquement fascistes; ceci peut se montrer en remontant leur genèse. C'est au contraire le fascisme (italien notamment) qui emprunte avec éclectisme et opportunisme des éléments, – corporatisme, planisme, étatisme, – qui appartiennent à «une nébuleuse» de projets et de contre-propositions beaucoup plus vaste qui vont du catholicisme social au radicalisme.

Sternhell lui-même le concède, mais d'une manière qui interloque ses adversaires parce qu'elle semble appeler une explication qui ne vient pas : intrinsèquement «il n'y avait aucune raison» que le planisme mène au fascisme, *mais* ajoute-t-il, dans les années 1930, de tels projets «contribuent à nourrir» la bête immonde.⁹⁸ Est-ce un constat, inexplicable et inexpliqué, une fatalité encore une fois, un jugement de témérité, l'indication d'une imprudence coupable?

- Sternhell ne perçoit pas, ni ne cherche à trouver, ce qui fait le *propre* du fascisme. Le fascisme, pose Berstein, est «inséparable de sa pratique, le totalitarisme»⁹⁹, il implique le primat d'une idéologie qui prétend encadrer les masses, contrôler toute la vie des citoyens et la remodeler entièrement, notamment en instituant un parti unique. Sans un tel critère, tous les chercheurs, démocrates chrétiens ou radicaux par exemple, d'une «troisième voie» entre libre essor du capitalisme exploiteur et nivellement bolchevik, tous ceux qui diagnostiquent une «crise» de la démocratie libérale et cherchent des alternatives vont être absorbés, comme le fait Sternhell, dans un fascisme sans rivage avec le blâme qu'implique cette absorption.

Si le projet totalitaire est *le propre* du fascisme, paramètre ou critère que Sternhell n'envisage même pas, alors, derechef, il n'y a pas eu de

98. *Ni droite*, 1983, 159.

99. Berstein, cit., 88.

fascisme en France, ni en forme de programme ni en mouvements. Les «ligues» que Sternhell met de l'avant et dénonce, étaient «largement conservatrices»; elles étaient critiques, à l'unisson de bien d'autres gens, du parlementarisme discrédité et désireuses d'un pouvoir fort. Pour Berstein, on pensera de ceci ce qu'on voudra, mais ce n'est pas du/le fascisme. Tout au plus concèderait-il que le goût des milices en uniforme, le culte du chef pouvaient et peuvent paraître un «prélude».

- À l'exception de groupuscules éphémères comme le Faisceau de G. Valois dans les années 1920 et le Mouvement franciste de Marcel Bucard de 1933 à 1936, aucun des partis et mouvements de droite entre les deux guerres ne se réclame du reste expressément du «fascisme».

- Même le «fascisme» revendiqué par certains groupuscules intellectuels des années 1930 présente au moins un trait atypique, aberrant, note par ailleurs Jeannine Verdès-Leroux¹⁰⁰ : il était, jusqu'en 1940 au moins, défaitiste et pacifiste, oxymore surprenant qui permet de conclure qu'en France «le fascisme n'est jamais advenu».¹⁰¹

- La suggestion que Thierry Maulnier ou Emmanuel Mounier et les gens d'*Esprit* étaient «fascistes sans le savoir» (et même en croyant savoir le contraire) choque encore plus les historiens qui se donnent pour «positifs». Antilibéraux, anticomunistes, spiritualistes «écœurés» par le matérialisme moderne, désolés par la «décadence» de la France, appelant à un sursaut vigoureux, à une régénération, admirateurs sous certains aspects des régimes de Mussolini, de Salazar, les personnalistes étaient tout ceci, ... mais «fascistes» non!

100. Verdès-Leroux, Jeannine. *Refus et violences : politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération*. Paris: Gallimard, 1996.

101. 22.

- Que les idées fascistes viennent autant, sinon plus, de gauche que de droite n'est vrai qu'avec un gros bémol, objecte-t-on encore. Le fascisme, «*Ni droite ni gauche*», est anticapitaliste en paroles et antisocialiste en action violente: la polarisation n'est pas égale, les éléments nationalistes-réactionnaires sont «hégémoniques» (Pierre Milza) dans le fascisme.

- Simon Epstein, tout récemment, avance que Sternhell n'a pas aperçu le facteur décisif qui a fait dériver tant de gens de gauche vers Vichy ou vers la collaboration: c'est, si choquant que ceci paraisse à première vue, le *pacifisme inconditionnel* (et nullement par exemple des sympathies ligueuses d'avant guerre) qui détermine dans la plupart des cas, le passage.¹⁰²

■ La réaction indignée au livre de Sternhell ira jusque devant les cours de justice car tous les «étiquetés fascistes» par lui n'étaient pas morts, il s'en fallait. Bertrand de Jouvenel, né en 1903, juriste et économiste libéral de l'après-guerre, au parcours politique passablement zigzaguant et qui en 1945 avait échappé de peu à l'épuration, va traîner l'historien israélien devant les tribunaux pour diffamation : il gagnera son procès, ... mais le tribunal n'ordonnera pas la suppression de passages litigieux qui font de lui un des intellectuels «les plus engagés» en faveur du fascisme, — sorte de jugement de Salomon qui montre comme il est difficile de trancher dans un prétoire d'une dispute historiographique.

Sternhell n'était pas homme à se laisser intimider par des poursuites. Dans la traduction américaine de *Neither Right nor*

102. Epstein, Simon. *Un paradoxe français. Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*. Paris: Albin Michel, 2008. Chap. 9.

Left,¹⁰³ et dans la réédition française de 2000, B. de Jouvenel demeure désigné comme un individu qui a joué «un rôle qui est loin d'être négligeable dans la formation d'un certain esprit fasciste».¹⁰⁴

■ Pierre Milza entre deux thèses

Pierre Milza, qui fut professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, a beaucoup publié sur les fascismes en Europe.¹⁰⁵ Son premier livre qui était du reste dérangeant à sa façon, portait sur l'admiration assez générale de la classe dirigeante française (et anglaise) envers Mussolini dans les années 1920.¹⁰⁶

Milza ne rejette pas les livres et thèses de Sternhell du revers de la main, au contraire, ils sont au cœur de ses réflexions et il en discute avec équanimité les termes et les composantes. Il cherche à se positionner de façon nuancée et pondérée entre les deux thèses diamétrales, celle de l'immunité et celle de l'omniprésence, dans son grand ouvrage, *Les fascismes* de 1985. On devine que cette position du *sic et non* est inconfortable et que probablement, il ne va faire plaisir ni

103. U. of California Press, 1986.

104. 2000, 131.

105. *Les fascismes*. Paris: Imprimerie nationale, 1985. = Version intégralement refaite, augmentée et développée de: Milza, Pierre avec collab. M. Benteli. *Le fascisme au 20^e siècle*. Paris: Richelieu / Bordas, 1973. *Fascisme français, passé et présent*. Paris: Flammarion, 1987. *Mussolini*. Paris: Fayard, 1999. Voir aussi: «Mussolini entre fascisme et populisme», *Vingtième siècle*, 56: oct.-déc. 1997. 115-120. – «Le totalitarisme fasciste, illusion ou expérience interrompue?», *Vingtième siècle*, 100: 2008. 63-67. Et en collaboration: Milza, Pierre et Serge Berstein. *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*. Bruxelles: Complexe, 1992. – Milza, Pierre & Matard-Bonucci, Marie-Anne, dir. *L'Homme nouveau dans L'Europe fasciste, 1922-1945. Entre dictature et totalitarisme*. Paris: Fayard, 2004.

106. Milza, Pierre. *L'Italie fasciste devant l'opinion française 1920-1940*. Paris: Colin, 1967.

aux uns ni aux autres. Milza accueille avec non moins d'intérêt les théories de Nolte et de Robert Soucy qui «ont complètement renouvelé la question»: en somme, pour reformuler l'idée de Sternhell en une litote, «toutes les racines du fascisme ne sont pas étrangères» à la France. «Il existe une variante hexagonale du fascisme et celle-ci n'[est] ni absolument marginale, ni de pure facture étrangère».¹⁰⁷

La généalogie française du fascisme? Elle a été dégagée et reconstituée de façon convaincante par Sternhell à qui «il faut rendre justice» à cet égard,¹⁰⁸ *mais* Milza n'admet pas la notion de la seule antériorité française: Sternhell ne voit pas la «longue maturation» autochtone du fascisme italien.

Barrès? Un nationaliste revanchard, plutôt conservateur, *mais* tout de même, toujours version édulcorée de Sternhell, on trouve chez ce romancier une doctrine qui comporte des «éléments que nous retrouverons dans le fascisme», mystique des foules, attente d'un homme-drapeau, vitalisme romantique, mythe de la Terre et des morts, racisme, antisémitisme. Ceci fait tout de même beaucoup d'«éléments»...

L'omniprésence du fascisme-doctrine en France entre deux guerres? Oui, toutes les formes de fascisme ont existé dans ce pays, *mais* tout de même, elles «ne sont pas parvenues à s'y imposer» en raison des traditions républicaines et d'une bien moindre situation de détresse qu'outre Rhin (six millions de chômeurs en Allemagne en 1933).¹⁰⁹ En

107. *Les fascismes*, 303.

108. *Les fascismes*, 303.

109. *Les fascismes*, 303.

d'autres termes, Sternhell donne «un poids excessif à des idées et des groupes ultra-minoritaires».¹¹⁰

La révision antimatérialiste du marxisme? Elle a pu conduire au fascisme, *mais* ce n'était pas une pente fatale. Toute critique et de la démocratie et du socialisme réel ne fait pas de vous un fasciste virtuel.

Le fascisme des intellectuels des années 1930, de Massis, de Mounier? Milza ne nie pas qu'il y a parfois quelque chose de fascisant dans leurs écrits d'alors, *mais* «il ne s'agit chez ces représentants de la nouvelle droite que d'un fascisme tendanciel» ; il «aboutit rarement à un engagement total»... (au fond, Sternhell ne dit pas autre chose; dans l'histoire des idées, ce sont notamment les «fascismes tendanciels» qu'il importe de repérer). Dans *Fascisme français, passé et présent*¹¹¹, Milza adopte l'expression sternhellienne d'«imprégnation fasciste» étendue, chez les intellectuels, y compris à *Esprit*, et de «dérives fascisantes» de la gauche rénovatrice.

Les ligues des années 1930? La gauche y a vu à l'époque un fascisme naissant, la «gestuelle paramilitaire» aidant, *mais* elles n'avaient «pas grand chose de commun» avec le fascisme – et spécialement pas les Croix-de-feu. Les «Chemises vertes» du leader paysan Dorgères ne furent rien d'autre qu'une sorte de «chouannerie antirépublicaine».

En fin de compte, le Parti populaire français de Doriot est «le seul grand parti fasciste qui se soit jamais développé en France»¹¹² – du moins est-il identifié comme tel sans conteste par Milza, spécialiste de l'Italie, étant la rencontre (exactement comme dans le cas des *fascisti*

110. 41.

111. Paris: Flammarion, 1987, 179.

112. 294.

della prima ora italiens) d'une partie de la gauche révolutionnaire et du nationalisme antiparlementaire.¹¹³

Milza synthétise en 1987 sa position mitoyenne qui accueille et intègre les données et théories de Sternhell mais avec quelques réserves et nuances, dans les termes suivants:

Il y a eu sans aucun doute un fascisme français qui n'a pas toujours pris la forme de ses homologues italien et allemand mais qui a occupé ... une place plus grande que ne voulaient bien lui concéder jusqu'à une date récente les plus éminents spécialistes du 20^e siècle français. De là à voir comme Sternhell du "fascisme" partout où il y a critique virulente de la république parlementaire, version III^e finissante, il y a un pas. [Le fascisme] ne représente que l'un des visages adoptés par l'antilibéralisme et par le nationalisme antiparlementaire.¹¹⁴

Si les compromis bien pesés pouvaient mettre fin à une polémique (et si les universitaires étaient soucieux de bonne entente), les termes de celui-ci n'étaient probablement pas mauvais et ne cherchaient noise à personne. Mais la polémique ne s'est pas arrêtée là, elle a continué à enfler et s'étendre.

Finalement, quelques années plus tard, dans le grand *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme* de Pierre Milza et Serge Berstein, paru en 1992 (Bruxelles, Editions Complexe), ce dernier influençant peut-être le premier, l'*Introduction* revient fermement ... à la position

113. 297.

114. *Fascisme français, passé et présent*, 116.

première en re-résumant tous les arguments qui font qu'il *n'y a pas eu* de fascisme français, si ce n'est ou groupusculaire, ou avorté, ou purement littéraire. Elle reprend la thèse complémentaire que Vichy ne fut qu'un «pouvoir personnel d'inspiration nationaliste et traditionaliste».

Agacé par le collectif dirigé par Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*,¹¹⁵ auquel a collaboré Sternhell, Pierre Milza en 2008 attaque, au nom des «allergistes» auquel il se ré-identifie décidément, un ouvrage qu'il trouve passablement arrogant et qui prétend mettre en demeure une prétendue «école du consensus» de reconnaître une bonne fois «le fascisme» de la France ... sans le moindre souci pour sa part de définir la notion et sans parvenir à distinguer jamais le fascisme («totalitaire») des autres idéologies et régimes autoritaires de droite.¹¹⁶

En 2008 ? Décidément la thèse immunitaire a la vie dure.

■ L'apport de l'Américain Robert Soucy

Robert Soucy est un historien américain né en 1933. Son œuvre est bien moins connue et sera moins prise à parti car elle a été traduite tardivement.¹¹⁷ Il commence lui aussi sa carrière avec une étude sur

115. Paris: Albin Michel, 2003.

116. Dans *XXe siècle*, 100: 2008.

117. Soucy, Robert. *Fascism in France; the Case of Maurice Barrès*. Berkeley, 1972. Soucy publie peu après *French Fascism: the First Wave, 1924-1933*. New Haven CT: Yale UP, 1986. Suivi de *French Fascism : the Second Wave (1933-1939)*. Yale University Press, 1995. ♣ Soucy, Robert et Francine Chase. *Le fascisme français 1924-1933*. Paris: PUF, 1989, pour la trad. du premier volume. Et pour le second : *Fascismes français? 1933-1939, mouvements antidémocratiques*. Paris: Autrement, 2004. L'Éditeur parisien interpole dans le titre un ? qui n'est pas dans l'original ni dans les conclusions de l'ouvrage: nouvelle interférence des Immunitaristes.

Barrès et le nationalisme (pré)fasciste.¹¹⁸ Les deux volets d'une vaste enquête qu'il publie entre 1986 et 1995 sur la France de l'entre-deux guerres confirment les positions de Sternhell dès leur titre: il y a bien eu un *French Fascism*, une forte dynamique «fasciste», formée de deux «vagues» successives qui déferlent sur le pays entre 1924 et 1939.

Pour Soucy, dans les années 1930, les Francistes, les autres «ligues», les Croix de feu/PSF, le PPF de Doriot mais aussi «The Fascist Left, Déat and Bergery» sont les diverses figures d'un fascisme envahissant – ce qui fait beaucoup de monde. C'est que la définition qu'il se donne est, non pas étroite comme chez les «allergistes», mais passablement accueillante sans pourtant, notons-le, retenir le critère sternhellien de convergence droite-gauche, mais en faisant du fascisme une *mutation* du conservatisme, désormais résolu d'en finir avec le mouvement ouvrier et le socialisme comme avec la démocratie libérale qui leur a permis de se développer:

..... a new variety of authoritarian conservatism and right-wing nationalism that sought to defeat the Marxist threat and the political liberalism that allowed it to exist in the first place.¹¹⁹

Soucy qui n'était pas au centre de la controverse, va se trouver sur le tard entraîné à polémiquer vertement avec Michel Winock sur le caractère éminemment «fasciste» à ses yeux (et aucunement aux yeux de son adversaire) du Colonel de La Rocque. J'exposerai ses arguments plus loin dans la section consacrée aux *Croix de Feu*.

118. Soucy a publié aussi un Drieu la Rochelle, intellectuel fasciste.

119. *Second Wave*, 17

■ Le fascisme français et les limites de l'histoire des idées selon Michel Winock

Historien de la III^e République, Michel Winock publie en 1980 dans *L'Histoire*¹²⁰, importante revue de haute vulgarisation qu'il vient de fonder, un essai sur «Le fascisme en France», essai qu'il va remanier et reprendre dans deux de ses livres ultérieurs.¹²¹ Il n'éprouve pas de peine à identifier le Faisceau de 1925, auquel il consacre plusieurs pages, comme «le premier parti fasciste français», ni à voir naître dans les années 1930 «de nouvelles organisations de type fasciste» (il en repère cinq: Solidarité française, le Francisme, le PPF de Doriot, la Cagoule et «un fascisme paysan», les *Chemises vertes* de Dorgères), ni à reprendre et confirmer la notion d'«imprégnation fasciste» introduite par Raoul Girardet pour caractériser l'esprit de *Gringoire*, *Je suis partout*. «Cet état d'esprit fasciste où le romantisme juvénile, l'esthétique aristocratique le disputent à l'antimarxisme, à l'antisémitisme le plus haineux et à l'exaltation des pouvoirs hiérarchiques s'est donc répandu à doses plus ou moins fortes dans la droite du pays».¹²² Winock endosse pour ce faire l'équation jadis formulée par Georges Valois: *fascisme* = *nationalisme* + *socialisme*, un «socialisme» édulcoré qui ne va pas jusqu'à condamner la propriété privée.

Si dans l'essai que je viens de résumer Winock ne regimbe donc pas du tout devant l'identification de mouvements et de lieux d'expression «fascistes» entre les deux guerres, il va toutefois, trois ans plus tard, accueillir lui aussi *Ni droite ni gauche* avec bien des réserves, mais sans

120. 28: 1980.

121. Winock, Michel. *Édouard Drumont et Cie : antisémitisme et fascisme en France*. Paris: Seuil, 1982. Chap. 5 – Ensuite: *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris: Seuil, 1990. + Nouv. Éd. 2004

122. Dans *Édouard Drumont et Cie*, 125.

opposer toutefois à Sternhell un tir de barrage ni s'embarquer dans une réfutation globale.¹²³ Il admet au contraire la «démonstration» de l'Israélien selon laquelle le boulangisme et l'antisémitisme de Drumont et C^{ie} marquent l'émergence d'une *quatrième droite*, non intégrable au schéma ternaire de Rémond, nouvelle droite qui trouvera son grand intellectuel en la personne de Barrès. Il perçoit comme significatif le rapprochement de celle-ci avec l'ultra-gauche syndicaliste-révolutionnaire. Il accepte de qualifier les idées de Sorel, d'Édouard Berth, des *Cahiers Proudhon* de contribution au «préfascisme». Pour les années 1930, il apprécie dûment «l'originalité du travail» de Z. Sternhell qui est, dit-il, de s'attarder aux ravages du «fascisme inconscient». Il voit dans le révisionnisme marxiste à la De Man, une tentative de penser un socialisme «sans prolétariat et sans démocratie» qui sera une des voies du fascisme. Les esprits portés à conjecturer confusément une "révolution spirituelle" à la Maulnier, Blanchot, Andreu & al. font bien percevoir qu'«ici et là, l'idéologie fasciste avance masquée». En somme Sternhell est un «remarquable chercheur» – duquel il est permis toutefois de débattre de la méthode et de l'interprétation des faits.

Les vrais et spécifiques doctrinaires du *fascisme* = *nationalisme* + *socialisme* ont eu une médiocre influence et les mouvements qu'ils ont créés une brève existence. Sternhell privilégie outrancièrement ce qui va dans le sens de sa thèse et scotomise le reste ; il accentue indûment des cohérences qui n'apparaissent qu'à posteriori. Tout esprit hétérodoxe et critique dans les années trente finit par être considéré peu ou prou fasciste. Sternhell est en outre porté à l'interprétation téléologique: Hendrik De Man ne semble écrire *Au delà du marxisme* dans les années 1920 que pour collaborer avec l'occupant en 1940...

123. «Fascisme à la française ou fascisme introuvable?», *Le débat*, 25: mai 1983. Repris dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*.

Winock remarque encore au passage (il a bien raison de soulever cette vaste question qu'il ne creuse pas, mais qui est omise par tous) qu'il faudrait se demander ici si les tenants des orthodoxies républicaine-laïque, socialiste, communiste, par leurs rigidités et leur aveuglement, n'ont pas été un peu «co-responsables du drame final».¹²⁴

L'objection la plus globale de Winock, celle qui vise l'essence de la démarche sternhellienne tient au genre pratiqué, celui, dit-il, de la «pure histoire des idées». La conception sublimée et détachée du concret qu'en semble entretenir Sternhell et de laquelle découle la place «ténue» qu'il accorde à la Grande Guerre et le fait que ce qui pour les historiens «empiriques» est l'essentiel du fascisme, à savoir la conquête du pouvoir, est absolument accessoire chez lui, semble à Winock réductrice et ultimement décevante. «Elle suit la logique des mots sans pénétrer la résistance des choses ni la force des émotions individuelles et collectives devant l'événement.» La brièveté d'existence de certains mouvements «fascistes», leur recrutement limité, le peu d'influence exercé par certaines doctrines à coup sûr qualifiables de «fascistes» etc., tout ceci devrait avoir au moins autant d'importance que la seule apparition de tels phénomènes idéologiques.¹²⁵ (Alors que tout au contraire, et puisque Winock est un spécialiste de l'antisémitisme français il est bien placé pour souligner le contraste, *La France juive*, *La Croix*, *La Libre parole* non seulement développaient une idéologie spécifique, mais parlaient à des millions d'individus.)

Dans la mesure où la *théorie* de l'histoire des idées (démarche souvent mal comprise en France et perçue parfois comme chose anglo-saxonne

124. 242.

125. 241.

et germanique¹²⁶) avec pour corrélats, celle des précautions qu'appellent les rapprochements, enchaînements, glissements subreptices, «imprégnations», filiations et descendances qu'elle s'évertue à dégager constamment et celle de la distinction à maintenir entre la carte des discours et le terrain concret de la vie politique, économique et sociale, dans la mesure, dis-je, où cette théorie n'est pas faite, pas même ébauchée à mon sens – et certainement pas par Zeev Sternhell qui n'explique guère ses associations suspicieuses par engendrement, glissement ou contiguités, ni ses étiquetages réprobateurs constants, – les objections (sur fond d'admiration pour le travail de l'Israélien) de Winock me semblent en partie fondées. Je pense que toute la controverse que je suis en train de décrire tient notamment à une mécompréhension, par les groupes d'historiens en lice, et de part et d'autre, de *la légitimité et des limites inhérentes* à ce genre historiographique qui a un potentiel herméneutique fort, sous-estimé par beaucoup d'esprits qui se posent comme «concrets» et ne commencent à voir le fascisme que lorsqu'il s'organise en *squadri* et fait régner la terreur, un potentiel qui peut faire percevoir une genèse, des tendances hégémoniques et des «pentes» redoutables, mais qui ne peut non plus conclure en demeurant dans l'empyrée de la «pure» production discursive.

■ La filière antisémite

Somme toute, notre étude pourrait s'éclairer un peu si nous allions regarder le traitement réservé par d'autres historiens (ou d'aventure les mêmes) à une autre généalogie française, non moins honteuse (si c'est affaire d'orgueil national et de susceptibilité), contiguë de la catégorie «fascisme» ou partie intégrante de celle-ci, mais plus facile à définir et, apparemment, à repérer et suivre: celle de l'antisémitisme français.

126. En dépit d'une forte tradition hexagonale d'histoire des idées politiques, mais pas identifiée ni étudiée comme telle, de P. Bénichou à P. A. Taguieff.

Michel Winock en discutant des thèses de Sternhell avait remarqué que la grande *continuité française*, par rapport aux autres composantes possibles plus variables du «fascisme», est l'antisémitisme. S'il est vrai que plusieurs des livres sur l'antisémitisme français émanent de chercheurs étrangers,¹²⁷ la recherche en langue française a été abondante depuis un demi-siècle et, de Léon Poliakov à Pierre Birnbaum,¹²⁸ à P.-A. Taguieff, elle a fait apparaître non des phénomènes discontinus et des influences limitées, mais une tradition massive et multiforme qui remonte aux années 1880, qui progresse en vagues successives et perdure au delà de 1945. Plusieurs des études parues depuis cinquante ans, notamment sur l'antisémitisme virulent du monde catholique et de sa presse,¹²⁹ ont d'abord suscité dénégations et indignations, mais en dépit des réticences, des malaises, l'évidence de ce phénomène qui pénètre tous les milieux et toutes les «familles» politiques depuis les années 1880 et qui *distingue* en effet, hélas, la France du fascisme italien, fort peu antisémite à ses débuts et jusqu'en 1938, étant à cet égard, plus «typiquement» fasciste que son prétendu modèle, cette évidence a fini, non sans réticences également, par être

127. Parmi les essentiels: – Busi, Frederick. *The Pope of Antisemitism. The Career and Legacy of Edouard-Adolphe Drumont*. Lapham MD: University Press of America, 1986. – Byrnes, Robert F. *Antisemitism in Modern France*. New Brunswick NJ, 1950. – Marrus, Michael R. *Les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus*. Trad. anglais. Paris: Calmann-Levy, 1972.

– Je mentionnerai aussi ma propre contribution: *Ce qu'on dit des Juifs en 1889 : antisémitisme et discours social* avec une Préface de Madeleine Rebérioux. Paris: Presses universitaires de Vincennes, 1989. Ce dernier travail prolongé par *Un Juif trahira : le thème de la trahison militaire dans la propagande antisémite*, 1995.

128. Birnbaum, Pierre. *La France aux Français. Histoire des haines nationalistes*. Paris: Seuil, 1993. ♦ rééd. Seuil, 2006. + *Le peuple et les gros: histoire d'un mythe*. Paris: Grasset, 1979. ♦ Hachette, 1985.

129. Sorlin, Pierre. *La Croix et les Juifs, 1880-1899*. Paris: Grasset, 1967. – Verdès-Leroux, J. *Scandale financier et antisémitisme catholique: le krach de l'Union générale*. Paris: éd. du Centurion, 1969.

reconnue à la fois des milieux savants et, je pense, du grand public cultivé.

En matière d'antisémitisme européen, la «palme» devait revenir à la France avait énoncé Léon Poliakov et dans les années 1950, un tel propos choquait et nul ne semblait tenté d'en vérifier la justesse éventuelle. L'opinion, du moins encore une fois l'opinion savante a fini par comprendre qu'il n'y avait nulle hyperbole dans ce jugement accablant. Winock a contribué avec plusieurs autres à cette tâche de faire admettre ce que la France ne voulait d'abord pas savoir : qu'«aux origines de ce délire devenu sous le III^e Reich système de gouvernement, des Français ont pris une part qui n'est pas si négligeable». (Relevons l'euphémisme dont l'historien croyait encore, en 1982, devoir édulcorer son propos.¹³⁰)

Fascistes ou pas, s'il est un *tissu conjonctif* qui unit entre elles et dans la durée les idéologies boulangiste, cléricale-antirépublicaine, antidreyfusarde, maurrassienne, barrésienne, ligueuses et nationalistes de diverses obédiences et celles auto-identifiées comme «fascistes», s'il est un *ciment commun* à toutes les droites radicales pendant plus d'un siècle, c'est l'antisémitisme. S'il est un trait récurrent dans toutes les publications de démagogie antiparlementaire des années trente et chez *tous* les écrivains séduits par le fascisme et le nazisme, c'est encore ce que Pierre-André Taguieff a dénommé «l'antisémitisme de plume».¹³¹

S'il est d'autre part un pont et une connivence susceptibles de faire converger droite et gauche radicales depuis les années de rapprochement entre blanquistes et boulangistes, c'est encore l'antisémitisme français. J'ai montré naguère dans une petite étude

130. Édouard Drumont et Cie : *antisémitisme et fascisme en France*, 35.

131. *L'antisémitisme de plume*. Berg, 1999.

l'ampleur de l'antisémitisme socialisant des années 1880-90.¹³² Michel Winock fait de même et relève d'autres données semblables dans le chapitre «La gauche et les Juifs» de son *Drumont*.

Poser la question du fascisme-type en France, c'est, comme on le voit, se perdre dans le parfois vain affrontement de définitions larges et étroites, d'identification toujours débattable d'un *propre* allégué et d'une *differentia specifica* qui ne peuvent s'arbitrer qu'en évaluant leur valeur heuristique dans et pour une démarche déterminée. Poser celle de l'étendue et de la continuité de l'antisémitisme par contre, c'est faire percevoir une *prégnance* décisive, quelque chose de singulièrement français, constitutif du heurt des «Deux France» sur la durée de la modernité.

■ Trois «dérives» étudiées par Philippe Burrin

Philippe Burrin (* 1952) est un universitaire suisse spécialiste de la France moderne. Il est le directeur de l'Institut des hautes études internationales de Genève. *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery* est la version-livre de sa thèse, soutenue en 1985, ouvrage paru en pleine polémique. Ce livre, informé et rigoureux, manquait à l'évidence sur le parcours convergent des trois grandes personnalités communiste, socialiste et radicale passées au fascisme.¹³³

S'il faut situer Philippe Burrin, celui-ci se rallie pourtant expressément au camp «immunitaire» en s'opposant résolument à Sternhell dès les vingt premières pages de *La Dérive*. L'Israélien, reproche Burrin, affirme d'entrée de jeu et à la fois, la faiblesse politique du fascisme

132. *Ce que l'on dit des Juifs en 1889*. Mentionné plus haut.

133. Burrin, Philippe. *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*. Paris: Seuil, 1986. Voir aussi son récent ouvrage théorique, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*. Paris: Seuil, 2000.

français *et* sa diffusion extensive comme idéologie. Burrin trouve ces deux axiomes incompatibles entre eux (pour ma part, je ne vois pas en quoi). Burrin insiste aussi sur l'influence des fascismes étrangers, négligée par Sternhell. Pour sa part, il refuse le *label* «fascisme» aux Croix de feu et aux ligues des années 1930 sans autre explication. Pour parler des années d'Occupation et varier le vocabulaire euphémistique, il parlera de «nébuleuse fascistoïde», d'«imprégnation» et de «fascination» ici et là, autour d'un «noyau» (l'image est devenue astronomique) formé par le PPF, les Francistes, le RNP de Déat.

La *notion-catachrèse* qu'il élabore de «dérive» vise à donner sens à des «glissements» successifs de la gauche collabo au fascisme intégral et à chercher à les comprendre dans une conjoncture confuse et terrible, et non comme une sorte de fatalité prédéterminée. Je comprends «dérive» comme évoquant un esquif qui a rompu ses amarres et est entraîné par la force d'un courant imprévu ; s'il est permis de mettre cette image dans la catachrèse du titre, il y a ici une quasi-thèse qui passe en fraude. Doriot, Déat, Bergery attestent «la réalité d'une fascisation à partir de la gauche», mais leur évolution même montre du même coup «la fragilité intrinsèque de ce fascisme» et son insignifiance.¹³⁴

Dans son récent *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Philippe Burrin dresse une fois de plus la liste des obstacles et contrepoids français au fascisme français, arguments connus: moindre effet de la Grande crise, résistance des droites traditionnelles, enracinement de la démocratie..., il en trouve même de nouveaux: profondeur de la sécularisation, idéologie de la Mission universelle de la France.¹³⁵ Par ailleurs, ce qu'il y a de fascisme en France frappe, en comparaison avec les pays voisins, par sa mollesse, «le fascisme français frappe par la faiblesse de sa

134. *Fascisme, nazisme, autoritarisme*. Paris: Seuil, 2000, 450 et 453.

135. 263-4.

dimension expansionniste et, plus généralement, par l'anémie de sa disposition guerrière». ¹³⁶

La querelle autour de la revue *Esprit* reprend de plus belle dans cet ouvrage. Les attaques de Sternhell ne sont toujours pas digérées. Pour Burrin, la doctrine personnaliste chrétienne qu'exprime cette revue était l'opposé, explicite et terme pour terme, du projet totalitaire. Il faut admettre toutefois qu'on relève chez un Emmanuel Mounier des moments de sympathie inconsidérée pour l'«idéalisme» qu'il prête aux fascistes... ¹³⁷ Faire converger sur une «pente fasciste» Drieu, Maulnier, Déat, Mounier, c'est faire bon marché de ce qui les sépare immensément dans les années d'avant-guerre. S'il ne s'agissait pour Sternhell que de montrer des affinités, des contiguités, soit, mais le commentaire de l'historien israélien, reproche Burrin, se fait toujours plus précis, plus catégorique et accusateur. Pour Sternhell finalement, il semble que quiconque pense par lui-même et critique les orthodoxies communiste et social-démocrate dans ces années-là se trouve en danger imminent de glisser sur la mauvaise pente.

La critique globale de la méthode de Sternhell, méthode aboutissant à une définition floue et défectueuse, prend toujours une grande place dans ce dernier ouvrage:

Il ne suffit pas comme le fait Sternhell de juxtaposer, sans les intégrer dans une structure cohérente, un certain nombre de traits dont la plupart valent pour la famille des idéologies de rassemblement national sans

136. 265.

137. 223.

inclure ceux qui sont précisément caractéristiques de la variante fasciste.¹³⁸

- En dépit de son allégeance à la position anti-sternhellienne, Burrin n'a pas su satisfaire tout le monde: on lui a reproché à son tour d'être *flou* avec sa «nébuleuse fascistoïde»! Certains veulent des catégories tranchées: c'est fasciste ou ce ne l'est pas!

- La notion-catachrèse de «dérive» a ultérieurement semblé utile à plusieurs pour décrire des évolutions regrettables mais imprévisibles au départ, entraînées vers la déconsidération finale par des «courants» inopinés... Ainsi par Fr. Arzalier, dans *Les perdants*, qui porte sur la «dérive fasciste» des mouvements autonomistes et indépendantistes alsaciens, bretons, corses etc.¹³⁹

■ Réplique de Sternhell à ses détracteurs

Dans la dernière réédition, celle de 2000 à Bruxelles,¹⁴⁰ de *Ni droite*, l'historien israélien va re-conten tout au long, dans un essai-préface inédit de 106 pages, "Morphologie et historiographie du fascisme en France", de son point de vue bien entendu et du point de vue de thèses sur lesquelles il persiste et signe sans éprouver le besoin de les amender d'un *iota*, le quart de siècle d'attaques soutenues que les livres et leur auteur ont générées, – attaques de toute la génération post-rémondienne, attaques qu'il attribue au «consensus de la rue Saint-

138. 215.

139. Paris: La Découverte, 1990.

140. Éd. Complexe. On verra aussi : «Fascism. Reflections on the Fate of Ideas in 20th Century History», *Journal of Political Ideologies*, V 2 : 2000. 139-162.

Guillaume»,¹⁴¹ à une coalition mandarinale et parisienne de mauvaise foi, désireuse de «passer l'éponge», conformiste, rigide et chauvine, arc-boutée sur l'insoutenable thèse de l'«immunité». Peu porté pour sa part à la bonne entente avec des adversaires qu'il juge mal, il liquide non seulement les objections et réfutations des «immunitaires», mais encore écarte, en de sèches notes infrapaginales, les «nuances» et amendements suggérés ultérieurement par P. Milza ou Ph. Burrin qui avaient voulu, comme j'ai montré, faire la part du feu et concocter des compromis. Tous ses objecteurs – que Sternhell traite comme un *bloc* d'adversaires malveillants – ne pouvant «nier l'existence» d'une longue tradition historiciste en France et du «refus des Lumières» (ce qui implique qu'ils souhaiteraient la nier s'ils le pouvaient), «ont préféré en sous-estimer l'importance».

C'est de la part de Sternhell une simplification amalgamatrice des objections très diverses qui lui ont été faites et qui sont toutes rassemblées par lui dans un front unique de «l'historiographie apologétique». On a pu constater que Sternhell a une tendance à taxer de mauvaise foi et à mettre «dans le même sac» tous les gens qui s'opposent à lui, mais on peut concevoir aussi qu'il est blessé par certaines attaques malveillantes et exaspéré par l'obstination de certains de ses adversaires de toute une vie!

On s'arrêtera d'abord avec intérêt aux paragraphes où l'Israélien consent à préciser la place qui revient selon lui à *l'histoire des idées* – et pourquoi celle-ci dérange tant (l'explication par la mauvaise foi et la pusillanimité intellectuelle de l'adversaire persiste en ce contexte):

En montrant clairement comment la chute de la démocratie en France, tout comme en Allemagne et en Italie, émanait d'une longue tradition de combat contre

141. Siècle de science po.

ses principes philosophiques et ses bases morales, cette discipline qui explore la structure des systèmes de pensée, leur logique et leur influence en termes de longue durée était d'entrée en matière suspecte: n'avait-elle pas le malheur de mettre le doigt sur la plaie? ... Quelle autre discipline est capable de mieux saisir la signification de constructions intellectuelles, l'ébranlement des valeurs d'une civilisation et la traduction en termes politiques des changements qui interviennent?¹⁴²

Parente pauvre des sciences humaines en France, l'histoire des idées n'a de statut et de prestige que dans les mondes anglo-saxons et allemand. En Allemagne, patrie de la *Geisteswissenschaft*, nul ne rejette la légitimité d'une généalogie du national-socialisme où figureront plusieurs «grands penseurs» du 19^e siècle non moins que le tout-venant des idéologues *völkisch*. En France, en dépit de quelques figures éminentes – Sternhell n'évoque qu'Aron, il aurait pu citer Pierre Bénichou, Joseph Gabel... – la discipline manque de prestige et de crédibilité, ce qui permet au premier venu de contester, sous le prétexte que l'histoire «tout court» ne s'intéresse, à bon droit, qu'aux événements concrets et n'a pas à conjecturer sur la longue durée des influences, le *poids des idées dans l'histoire* et, nommément, «le poids historique du refus continu de la démocratie».¹⁴³ Sternhell évoque les grands travaux des Roger Eatwell, Stanley Payne, Roger Griffin¹⁴⁴ sur

142. 12.

143. 13.

144. Simple rappel de quelques grands titres sur le fascisme générique de ces chercheurs anglophones: Eatwell, Roger. *Fascism: A History*. London: Allen Lane, 1996. «On defining the Fascist Minimum: the Centrality of Ideology», *Journal of Political Ideologies*, 1, 3 (1996). 303-320. + «Towards a New Model of Generic Fascism», *Journal of Theoretical Politics*, 4 (2): 1992. 161-194.

le «fascisme générique», sur la naissance et la singularité de l'idéologie fasciste et sur le rôle politique et concret de cette idéologie dans l'histoire du siècle. Il a parfaitement raison de rappeler (sans l'explicitier) une évidence brutale: les historiens français connaissent mal la recherche étrangère et en suivent fort peu l'évolution et les débats dans la mesure où leur formation et un chauvinisme académique certain les dissuadent de s'y intéresser.

La suite de cette nouvelle «Introduction» qui a l'étendue d'un petit livre forme un procès en règle de l'école historienne française qui poursuit obstinément, accuse l'Israélien, depuis les années 1950 «un long travail de banalisation et de refoulement» fort commode pour les susceptibilités nationales.¹⁴⁵ L'idée narcissique de la «spécificité française» forme une idéologie fallacieuse et chauvine dont on peut suivre le développement depuis la Libération, avec les écrits d'André Siegfried (esprit conservateur, ethniciste et organiciste dont il est fait au passage le procès en règle), «idée» au service de laquelle les historiens à peu près unanimes de deux générations se sont mis. L'«immunisation de la France contre le fascisme» est un idéologème particulier de ce «cadre conceptuel» qui privilégie les continuités et les «tempéraments» nationaux supposés.

Griffin, Roger. *A Fascist Century*. Pref. St. Payne. Basingstoke: Palgrave, 2008. *Modernism and Fascism: The Sense of a Beginning under Mussolini and Hitler*. London: Palgrave, 2007. *The Nature of Fascism*. London: Routledge, 1993. «Digital printing»: 2006. Griffin, Roger, dir. *Fascism, Totalitarianism, and Political Religion*. London: Routledge, 2005. + Griffin, Roger, dir. *International Fascism: Theories, Causes and the New Consensus*. London: Arnold, 1998. Payne, Stanley G. *Fascism: Comparison and Definition*. Madison WI: U of Wisconsin Press, 1980. *Fascism in Spain, 1923-1977*. Madison WI: U of Wisconsin Press, 1999. *A History of Fascism, 1914-1945*. London: UCL, 1995

145. 15.

Des «tendances apologétiques» se sont fait également jour en Allemagne (voir l'*Historikerstreit*) et en Italie, mais elles ont aussi été vigoureusement contrées. Pas vraiment en France.

Sternhell identifie bien le rôle de dogme et de vulgate joué par *Les droites en France*, stérilisant la recherche et bloquant tous les questionnements qui auraient pu s'avérer féconds. Si quelques chercheurs comme Jean-François Sirinelli¹⁴⁶ ont finalement échappé à cette orthodoxie rémondienne, beaucoup ont accepté de s'y soumettre.

Sternhell revendique le mérite d'avoir identifié et décrit un long cheminement préalable à la honte et au déshonneur que fut le régime de Vichy, «la longue route qui devait conduire vers Vichy, vers la destruction de la liberté et la dictature, les camps de concentration et les lois raciales commenc[e] bien avec le relativisme moral inhérent à la théorie de la Terre et des Morts, la guerre à la conception jacobine de la nation, le refus de normes universelles».¹⁴⁷ Ce propos de l'auteur même éclaire la portée et la visée initiale de *Ni droite* et de toute l'œuvre en fait : l'État français et ses crimes ne sont ni le fruit du malheur des temps, ni le résultat de l'occupation étrangère, mais le produit d'un «cheminement» proprement français, étendu sur la longue durée, d'un long travail de sape contre-révolutionnaire auquel de grands intellectuels ont contribué. «Au tournant du siècle, il est évident que la patrie des droits de l'homme a fini par produire non pas une seule et unique tradition politique, mais deux» – la seconde, particulariste et organiciste, procédant à un rejet en bloc des valeurs des Lumières au nom du «nationalisme biologique et racial».¹⁴⁸ En dépit d'une histoire politique aussi différente que possible, la France

146. Pierre Milza est aussi cité favorablement.

147. 22.

148. 45.

et l'Allemagne se trouvent au début du 20^e siècle, en ce qui concerne la virulence du nationalisme, «à peu près au même point».¹⁴⁹

Sternhell bataille encore à la fin de l'Introduction contre ces Français qui refusent au régime de Vichy la qualification de «fasciste», – ultime version de la thèse immunitaire dont je rends compte plus loin. «Décidément, la routine a la vie dure».¹⁵⁰

La controverse n'était pas près de s'éteindre ni les adversaires près d'écouter avec attention les arguments les uns des autres. La même année 2000 paraît à Genève un *énième* pamphlet contre le «fascisme imaginaire» censément fantasmé par Sternhell¹⁵¹, celui de l'historien suisse Michel Brélaz, spécialiste de Hendrik De Man.

■ Deux attaques en règle contre le «mythe de l'allergie française»¹⁵²

Michel Dobry est un sociologue, professeur à Paris I. Il avait dès 1989 exposé ses objections à la thèse immunitaire dans un article de la *Revue française de sociologie*.¹⁵³ Ce n'est pas par hasard que c'est un sociologue et non un historien qui décide, en 2003, qu'il est temps, de Paris même, d'en finir une fois pour toutes avec le «mythe» immunitaire et ses

149. 45.

150. 57.

151. Brélaz, Michel. *Un fascisme imaginaire*. Genève: Éditions des antipodes, 2000. Spécialiste de De Man, MB démontre de manière convaincante que St. en résumant l'échange de lettres entre De Man et Mussolini en trahit absolument le sens pour confirmer sa thèse selon quoi le révisionnisme conduit au fascisme.

152. Dobry, Michel, dir. *Le mythe de l'allergie française au fascisme*. Paris: Albin Michel, 2003.

153. «Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la Révolution fasciste?», *R. Fr. Sociol.*, XXX, 3-4, 1989.

mutations et avatars édulcorés. La «discipline» historienne campe sur ses positions : les collaborateurs du volume collectif qu'il produit, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, sont soit des étrangers comme Robert Paxton, Brian Jenkins, Sternhell lui-même, soit des Français situés en dehors de, ou à la périphérie du milieu historien «officiel», Gisèle Shapiro, sociologue et spécialiste de la littérature, Bruno Goyet, historien des idées et politologue¹⁵⁴...

La thèse immunitaire, pose M. Dobry dans l'Introduction – et ce propos résume tout l'ouvrage – «constitue une interprétation historique entièrement inacceptable».¹⁵⁵ Elle forme «une étrange interprétation historique soutenue avec continuité, obstination, hargne parfois et pas mal d'aveuglement, ... par un groupe de spécialistes français d'histoire politique contemporaine».¹⁵⁶ Au début, elle trouvait à s'expliquer, dans les années 1950-60, par la volonté répandue, surtout à droite, de tourner la page sur Vichy et la collaboration. De sorte que finalement la thèse a été essentiellement mise à mal par des étrangers: Sternhell, Paxton, R. Soucy, K. Passmore et par seulement quelques rares Français.¹⁵⁷ Les historiens français pendant un demi-siècle ont répété, recyclé, adapté, amendé, parfois largement, tout en résistant sur ce qui leur était apparemment essentiel : «sauvegarder l'exceptionnalisme prêté à la société française».¹⁵⁸

154. Et auteur d'une biographie de Maurras.

155. 17.

156. 8.

157. Comme Jean Nobécourt qui est mentionné, auteur d'une bonne biographie du *Colonel de la Rocque*, 1996.

158. 11.

Le mythe allergique se donne une apparence de rationalité argumentée dans la mesure où il relève d'abord du «simple acte de classer» tel courant, tel parti comme «fascisme» ou «fascisme authentique» ou bien pas fascisme – en semblant croire pouvoir identifier des différences de nature ou d'essence entre lesquelles il y aurait des frontières infranchissables, étanches, et en dehors desquelles *le fascisme ne passera pas* ! Rejeter la thèse immunitaire ne consistera donc pas à reclasser autrement, mais à chercher à identifier des dynamiques, des évolutions, des enchaînements et des positionnements (par exemple les concurrences entre les différentes droites extra-parlementaires) et à adopter une perspective relationnelle.

Tout ce qui résulte de l'attitude classificatoire est dès lors rejeté: la distinction conventionnelle entre régimes «autoritaires et totalitaires» n'apporte rien à l'analyse historique, pas plus que la dilution des faits considérés dans un «populisme» fourre-tout ou encore un «national-populisme» hybride et non théorisé. Ni la distinction, censée non moins étanche, entre réaction catholique et fascisme (comme si les clérico-fascismes autrichien, roumain etc., n'étaient pas bien connus et identifiés). Tout ce *penser/classer*, qui pose à la rigueur, est avant tout de mauvaise méthode historiographique parce que l'histoire ne produit pas des entéléchies indépendantes les unes des autres.

Aucun des arguments des «allergistes» (passés en revue plus haut), caractère groupusculaire, éphémère, emprunté à l'étranger des mouvements, caractère flou, mou, confus des programmes,¹⁵⁹ ne tient s'il s'agit d'établir par là une frontière et une exclusion.

Juger et classer hors-fascisme les «ligues» des années trente à l'aune d'une hypostase extrapolée des régimes fasciste et nazi au pouvoir (et

159. Il va de soi que rien n'est moins mou et confus que les rigides doctrines de l'AF et du Faisceau par exemple.

en voie de radicalisation) est encore plus absurde en soi et *à priori*. Si on élit une définition étroite du fascisme déduite d'un projet totalitaire en cours d'exécution, on aboutit inmanquablement à «dédouaner» sans éclairer les dynamiques historiques. Si on commet l'erreur de méthode d'interpréter les processus historiques en termes de «résultats» et d'en tirer que les résultats effectifs révéleraient rétroactivement la nature du phénomène, comme ni La Rocque, ni Taittinger, ni Valois n'ont pris le pouvoir ni instauré un régime «totalitaire», et pour cause, on «dédouane» non moins vainement car il devient exclu de pouvoir les qualifier de «pleinement» fascistes, ou même fascistes du tout. Ici se scelle le dialogue de sourds entre historiens *résultistes* et historiens des idées pour qui cette démarche réductionniste est exclue d'emblée.

Quant à la doctrine qui, depuis René Rémond, prétend expliquer la soi-disant exception française par l'idée vague et fausse de la «solidité» de la culture démocratique, elle est non moins insoutenable – et c'est *justement elle* que les livres successifs de Sternhell ont mise avant tout à mal. D'où la véritable haine qu'il a suscitée, explique Dobry. Car enfin, cette culture démocratique accouche tout de même vers 1930 de puissants mouvements qu'on peut étiqueter comme on voudra, mais qui rassemblent des millions de gens et qui sont, à tout le moins, antidémocratiques non moins que xénophobes!

Michel Dobry se met ensuite à chercher à répondre à la question qui découle de tout ceci: *pourquoi* cinquante ans de persistance sur un axiome stérile et indéfendable? Si tous les intervenants successifs n'ont pas eu la même motivation pour *persister*, on ne peut écarter à son sentiment ni une sorte de patriotisme naïvement chauvin des historiens en position dominante, ni surtout les enjeux propres à la vie académique, au «champ» pour parler en termes bourdieusiens, et aux effets de conformité/-isme qu'il détermine.

Toutefois un trait méthodologique propre à la tradition disciplinaire intervient concurremment: cette démarche qui consiste à classer les choses en cherchant d'abord un *étalon* mais sans se demander quelle en est la pertinence heuristique – ici, l'étalon étant tiré de ce qui caractérise les régimes fascistes une fois au pouvoir!

Des paradigmes fragiles ou simplement inadéquats aggravent l'erreur de cette démarche taxinomique, celui notamment de la *centralité* du fascisme/nazisme – ce qui, rétroactivement, est vrai, mais ne l'est pas pour l'intelligence des phénomènes en leurs temps et conjoncture. Pire, «la thèse immunitaire va mettre en scène des aspects proprement imaginaires du fascisme italien et du national-socialisme»¹⁶⁰, tout ceci aggravé par le fait que les historiens hexagonaux, superbement, ne prennent pas connaissance de la recherche en langue étrangère et ne sont pas au courant de l'état international des théories.

La contribution de Sternhell à ce collectif (où d'autres collaborateurs étudient des époques particulières et des mouvements dont je parlerai dans la seconde partie de cette étude¹⁶¹) clôt le livre sous le titre «Le fascisme, ce mal du siècle».¹⁶² Un siècle qui – c'est son apport décisif à la périodisation moderne – commence dans les années 1880, et non un «court» siècle 1914-1989. Le «fascisme» n'est pas, en soi, un accident malheureux dû à la Grande guerre et à la Crise, encore moins une imitation du bolchévisme: il a quelque chose à nous apprendre sur notre civilisation dans la mesure où il fut *d'abord* un phénomène

160. 37.

161. Bruno Goyet sur la Marche sur Rome vue de France, Didier Leschi sur le colonel de la Rocque, G. Sapiro sur les écrivains fascistes etc...

162. L'historien a co-dirigé un collectif sur les fascismes en Europe: Avineri, Shlomo & Ze'ev Sternhell. *Europe's Century of Discontent. Legacies of Fascism, Nazism, and Communism*. Jerusalem: Hebrew UP, 2003. Il vient de publier *Aux origines d'Israël, entre nationalisme et socialisme*, 1996, rééd. 2004 qui lui a valu l'hostilité active de la droite sioniste.

culturel. Au début de ce long «siècle», apparaît chez plusieurs penseurs et se développe un rejet global des Lumières, du rationalisme, de l'universalisme et de l'idée de progrès (c'est au fond tout ce mouvement d'idées que l'historien nomme «préfascisme»). Dans cette dynamique réactive, on pourra chercher à montrer et expliquer «l'attrait du fascisme aussi bien sur les couches non éduquées de la population que sur certaines des plus grandes figures de la vie intellectuelle du 20^e siècle.»¹⁶³ La guerre mondiale ne fait que permettre à cette «révolte culturelle» de se traduire brutalement en termes politiques. Il faut même remonter à Hamann, Herder, Burke, de Maistre, voire à Gianbattista Vico – ce que Z. Sternhell fera effectivement dans son récent *Les Anti-Lumières*,¹⁶⁴ – et descendre ensuite à Carlyle, Taine, Renan, Nietzsche et bien sûr à Le Bon, Barrès, Drumont, Maurras (et à Julius Langbehn, Paul de Lagarde, Enrico Corradini, Gabriele D'Annunzio) pour reconstituer tout le personnel d'une généalogie européenne.¹⁶⁵ C'est avec ce recul que l'on peut aussi saisir et suivre le fil rouge de l'*antisémitisme* courant de l'un à l'autre dans la mesure où l'émancipation des Juifs dépendait du destin de libéralisme rationaliste.

À la fin du siècle XIX, l'irruption des masses sur la scène politique modifie la donne et transforme la dynamique ; les boulangistes et les antidreyfusards témoignent de ce moment, où, au nom des masses, est prêchée la destruction de la démocratie. On peut donc avec ce recul

163. 363.

164. Fayard, 2006. Les anti-Lumières comme «révolte contre un projet de civilisation rationaliste, individualiste, fondée sur des valeurs universelles». 19.

165. Et en arrivant, en aboutissant sous la Guerre froide, aux deux grands prédécesseurs, libéraux et anticommunistes, de Sternhell lui-même en tant qu'historien des idées : Isaiah Berlin, «objet de nos jours d'un véritable culte», et J. Talmon! Cf. Sternhell, dir. *The Intellectual Revolt against Liberal Democracy. International Conference in Memory of Jacob L. Talmon*. Jerusalem: Israel Academy of Sciences and Humanities, 1996.

mesurer l'importance du phénomène: «Prototype idéal de l'idéologie de rupture, le fascisme apporta une vision du monde propre et créa une nouvelle culture politique».¹⁶⁶

Un des collaborateurs du livre de Michel Dobry, Brian Jenkins, auteur de *Nationalism in France*, va diriger et publier tout récemment, un autre collectif encore qui reprend et adapte certains textes du livre français pour le public américain, public auquel est exposée tout du long la querelle entre immunitaristes et «dobrystes»: *France in the Era of Fascism* (New York, Berghahn, 2005). Lui aussi, Jenkins, tout en concluant que la controverse est devenue stérile, souligne le fait que les deux «camps» opposent essentiellement des mandarins français à des *challengers* étrangers: ceci suffit-il à expliquer le caractère têtu de cette interminable résistance?

Ce dernier livre sur le demi-siècle de controverses, place la persistance de la thèse immunitaire sur le terrain de la pure «passion»: pas seulement l'orgueil académique, précise-t-il, mais la dénégation chauvine qui fait qu'en 2005 encore, la proposition selon laquelle la France des années 1930 était «immunisée» contre le fascisme est demeurée «obstinément intacte» (ce qui tout de même n'est plus littéralement exact).¹⁶⁷ Non moins remarquable et accablant, ajoute-t-il, est le «front uni maintenu par tant d'historiens de valeur dans leur engagement envers cette cause»¹⁶⁸ ultimement absurde.

166. 381.

167. 3.

168. 4.

C'est devenu un lieu commun agacé des historiens anglo-saxons face à leurs collègues français: comment diable font-ils pour s'obstiner à ce point?¹⁶⁹



②

Je me propose, dans la seconde partie de cette enquête, de rassembler et confronter les *sous-controverses* en quelque sorte qui opposent, à partir des travaux qui portent sur l'Action française jusqu'à ceux sur Vichy et les Années noires, les historiens (les mêmes et d'autres spécialisés sur un mouvement ou une décennie déterminés) qui, derechef, refusent de qualifier de «fascistes» ou au contraire étiquettent «fascistes» tel doctrinaire, tel parti, telle politique. En effet la querelle de l'*immunité* se ventile aussi en une dissémination d'escarmouches sectorielles qui sur chacune des doctrines et des mouvements du 20^e siècle, oppose effectivement, à chaque coup, deux *camps* avec leurs conclusions contradictoires et leurs batteries d'arguments.

■ L'Action française, fasciste ou réactionnaire ?

La *Revue de l'Action française* commence à paraître en juillet 1899. Le mouvement néo-monarchiste créé et dirigé par Charles Maurras et sa doctrine, le «nationalisme intégral», nés de l'Affaire Dreyfus, sont une chose du 19^e siècle qui perdure jusqu'en 1945.¹⁷⁰ Maurras impose à la droite radicale française une doctrine immuable, *ne varietur*, «une

169. Voir Bingham, John. «Defining French Fascism, finding Fascists in France», *Canadian Journal of History*, 29: 1994. 525-543. De même, Irvine, loc. cit.

170. *Aspects de la France*, après la guerre, ne sera qu'une survivance.

construction intellectuelle qui avait réponse à tout»¹⁷¹ et qui fixe en théorèmes la détestation de la démocratie, des droits de l'homme, des idées libérales, la haine de la république issue de la coalition des «quatre états confédérés», protestants, juifs, francs-maçons, métèques. La France et ses traditions, construites par les générations successives et par ses rois, a été oblitérée par le jacobinisme centralisateur; dès lors l'Action française n'est ni étatiste, ni centralisatrice, elle est *monarchiste*, monarchiste de raison et à coup de raisonnements – si elle est aussi (tels sont les éléments communs qu'elle offre avec l'idéaltype fasciste) antisémite, xénophobe et tournée vers l'espoir d'une renaissance, d'une «palingénésie nationale»¹⁷² qui sera néanmoins un retour aux sources nationales séculaires après destruction du régime honni.

L'Action française avait été la grande force de la droite depuis le début du siècle, mais elle ne s'est jamais remise de la condamnation romaine de 1926. Elle a survécu sans jamais se mettre à jour dans un monde en mutation. En 1938, munichoise et sans volonté «nationale» face à la guerre voulue par les nazis, en 1940, admirant Pétain et son régime destructeur de la république, dénonçant le clan des *Yes* au même titre que le clan des *Ja*, le mouvement créé par Maurras campe sur ses positions doctrinales d'un autre temps. Il finit déserté et déconsidéré et Maurras, condamné à la détention à vie et à la dégradation nationale.

C'est Ernst Nolte qui inscrit en 1963 cette doctrine et ce mouvement dans la généalogie du fascisme «dans son époque». Ses trois volumes sur le *Faschismus in seiner Epoche*, ai-je rappelé, forment un tournant heuristique: son interprétation heideggerienne des fascismes est largement centrée sur les idées, les idéologies et sur une étude

171. J.-P. Azéma et M. Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*. Seuil, 1993. 135.

172. Critère central de Roger Griffin pour caractériser le fascisme générique.

généalogique et une comparaison rigoureuse entre celles-ci. Fasciste, l'Action française l'est pour lui par la doctrine en premier lieu, mais aussi par les techniques d'organisation et d'agitation qui préfigurent l'avenir. Dans sa reconstruction de longue durée, le «nationalisme intégral» forme le «chaînon manquant», – image darwinienne à laquelle Nolte même a recours, – entre la pensée contre-révolutionnaire du 19^e siècle et les fascismes du 20^e. Maurras fut «le premier à conduire le conservatisme au-delà de la limite à partir de laquelle commence le fascisme».¹⁷³ C'est «uniquement de lui qu'on peut dire qu'il a assimilé la totalité du courant de la pensée contre-révolutionnaire depuis 1789».¹⁷⁴ Ceci revient à dire qu'avant de devenir ce qui le définit plus tard «dans son époque» selon Nolte, à savoir un anticommunisme avant tout, imitateur réactif de son adversaire, le fascisme est un conservatisme radicalisé et exacerbé. Le point de départ lointain de ce qui deviendra fascisme est la pensée contre-révolutionnaire française. Le fascisme du 20^e représente un stade tardif d'une lutte contre la modernité démocratique qui était plus ancienne et qui le dépasse. Dès lors, le premier volume du *Faschismus in seiner Epoche* ne s'en tient pas à l'étude du maurrassisme, mais remonte longuement à Bonald, de Maistre, Taine, Fustel de Coulanges, Renan et fait de Maurras une synthèse de toute cette pensée réactionnaire. Z. Sternhell fera à son tour le même parcours des Anti-Lumières mais en suivant une inspiration philosophico-politique tout à fait opposée à celle du conservateur et heideggerien Nolte. Joseph de Maistre, écrit Nolte, a créé «les fondements d'une théocratie sécularisée, c'est à dire du "totalitarisme"».¹⁷⁵ Nolte a non moins raison de suivre une autre généalogie qui converge vers le nationalisme intégral, celle du

173. *Fascisme*, I 244.

174. I 103.

175. I 117.

«catholicisme social» et de la «science sociale» de Frédéric Le Play et de la *Réforme sociale*.

Plus tard, Nolte, avant tout soucieux dans tout son œuvre, avec les changements de perspectives qu'elle comporte, de dédouaner dans la mesure du possible l'Allemagne et sa culture, d'écarter la thèse d'un *Sonderweg* germanique et d'atténuer la responsabilité allemande dans le malheur du siècle, abandonnera cette généalogie longue, pourtant pleine de perspicacité, pour une interprétation de la «Guerre civile européenne» 1914-1945 en termes d'affrontement entre deux systèmes totalitaires ennemis et pourtant appariés, communiste et fasciste, faisant du bolchévisme la cause suffisante du national-socialisme, vu comme réaction de légitime défense, sans doute «excessive», face aux crimes des rouges.¹⁷⁶

L'identification du «nationalisme intégral» au/à un fascisme n'a été suivie que par peu d'historiens. Charles Delzell consent à classer l'Action française avec un préfixe, comme un «*protofascist movement*».¹⁷⁷ D'autres, poursuivant la piste indiquée par Sternhell, verront le protofascisme à proprement parler dans la rencontre éphémère de l'Action française et du syndicalisme révolutionnaire.¹⁷⁸

176. Nolte, Ernst. *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*. Frankfurt aM: Propyläen, 1987. ♦ Nolte, Ernst. *La guerre civile européenne 1917-1945: national-socialisme et bolchevisme*. Préf. Stéphane Courtois. Paris: Les Syrtes, 2000. ♦ *La guerre civile européenne*. Paris: Grand livre du mois, 2000. Voir aussi : *Die faschistischen Bewegungen*. München: Deutschen Taschenbuch Vg, 1966. ♦ *Les mouvements fascistes: l'Europe de 1919 à 1945*. Paris: Calmann-Lévy, 1969. ♦ avec Préface d'A. Renaut, Paris: Calmann-Lévy, 1991. – *Der kausale Nexus. Revisionen und Revisionismen in der Geschichtswissenschaft*. München: Herbig, 2000.

177. Delzell, Charles F. *Mediterranean Fascism 1919-1945*. New York: Walker [1971], 14.

178. Mazgai, Paul. *The Action française and Revolutionary Syndicalism*. Chapel Hill: U of N. Carolina Press, 1979.

«Chaînon manquant» entre les contre-Lumières et les nationalismes totalitaires, le maurrasisme se prête, sans arbitrage décisif, à des arguments en deux colonnes, *pro et contra* son inclusion dans le fascisme générique.

Une fois de plus, c'est un historien américain, subtil connaisseur de la France, qui est l'auteur de l'étude la plus ancienne et classique sur l'Action française, Eugen Weber qui publie en 1962 à Stanford le monumental ouvrage, *Action française : Royalism and Reaction in 20th Century France*. On le devine dès le titre, l'Action française n'est aucunement fasciste pour lui, elle en diffère même diamétralement sous tous les paramètres: «les différences entre les deux mouvements sont fondamentales.»¹⁷⁹ Au reste, pour Weber, le mouvement de Maurras fut un échec par son intellectualisme, son anachronisme, par son refus de payer le prix de l'efficacité politique: l'Action française veut renverser la république, mais refuse de se donner les moyens («fascistes») d'y parvenir.

Hors de Nolte et de Sternhell, d'accord au delà de leurs divergences fondamentales sur une perspective généalogique longue, les autres historiens unanimes excluent l'Action française de la catégorie fasciste. Pour R. Rémond et son école, il va de soi, l'Action française est plutôt une synthèse des traditions réactionnaires et ultra qu'une quelconque nouveauté émergente, encore moins un précurseur de ce fascisme «étranger» à la France. Tournée vers le passé, conservatrice, élitiste, méprisant la «voyoucratie» des masses et la «crapularchie» en place, catholique de raison d'État, décentralisatrice, elle entre mal dans les diverses définitions qu'on a données du fascisme générique. Le grand

179. 134.

spécialiste britannique Roger Griffin l'en exclut absolument.¹⁸⁰ Antilibérale, antisémite, antisocialiste certes, mais toutes ces qualités négatives ne suffisent pas.

Le grand historien italien Renzo de Felice de son côté rejette non moins l'inclusion voulue par Nolte, qui lui semble inexplicable : il est «absolument impossible sous quelque point de vue que ce soit» de faire de l'A.F. une variété de fascisme.¹⁸¹

On a pu aller jusqu'à soutenir que l'A.F. a joué en France le rôle *objectif* d'obstacle à la fascisation de la droite en attirant à ses débuts tous les éléments nationalistes, en maintenant des segments importants de la droite sur le terrain d'une doctrine monarchiste anachronique, intransigeante et close, répudiant et invectivant hargneusement les dissidents qui, comme Valois vers 1925 en créant le Faisceau, allaient chercher à «moderniser» la droite radicale, – une doctrine immuable complétée d'un mouvement velléitaire! «Inaction française», ironisaient avant la guerre Rebatet et les «vrais» fascistes de *Je suis partout*.

■ Les ligues d'entre les deux guerres

Plutôt que du côté de l'Action française, un fascisme aux couleurs de la France semble émerger et se développer entre les deux guerres dans ces organisations d'extrême droite, à gestuelle militariste, ultra-nationalistes et anti-parlementaires, souvent issues de gens «passés par»

180. Griffin, Roger. *The Nature of Fascism*. London: Routledge, 1993. «Digital printing»: 2006. + *A Fascist Century*. Pref. St. Payne. Basingstoke: Palgrave, 2008.

181. De Felice, Renzo. A cura di Michael Ledeen. *Intervista sul fascismo*. Roma, Bari: Laterza, 1975. ma trad.

l'Action française et déçus par elle, qu'on désigne globalement comme les «ligues» (même si toutes n'utilisaient pas ce terme).¹⁸²

La première d'entre elles est *le Faisceau*, fondé par Georges Valois en 1925, flanquée d'un journal, *Le Nouveau siècle*, mouvement qui se réclamait ouvertement de l'exemple du fascisme italien trois ans après la Marche sur Rome¹⁸³ – ou plutôt Valois, cet ancien anarcho-syndicaliste tourné royaliste, fondateur du Cercle Proudhon en 1911, s'évertuait à démontrer et à faire hautement savoir en créant son mouvement que le régime de Mussolini s'était inspiré en réalité de doctrines socialistes-nationales toutes inventées en France du côté de Barrès et de Sorel et qu'il s'agissait de se réapproprier.

Cette thèse du caractère autochtone du fascisme, soutenue jadis par un excellent connaisseur intime de la convergence des extrêmes antidémocratiques de l'avant guerre, aura l'effet, un demi-siècle plus tard, de sidérer par son évidence Zeev Sternhell qui en tirera sa problématique et l'idée centrale de *Ni droite ni gauche*.

Le mouvement créé par Valois, auquel nul historien ne refuse la qualité de «fasciste», hautement revendiquée, s'essoufflera vite. Malgré les adhésions gauche+droite de Hubert Lagardelle (doctrinaire et militant connu du mouvement ouvrier, venu de la C.G.T.) et de Marcel Bucard (issu, lui, de l'A. F., futur fondateur du «Parti franciste», non moins ouvertement fasciste), le Faisceau disparaît ou, déserté, il est dissous par ses créateurs découragés dès 1928.

182. Machefer, Philippe. *Ligues et fascismes en France, 1919-1939*. Paris: PUF, 1974.

183. voir J. M. Duval, *Le Faisceau de Georges Valois*, Paris: Libr. française, 1979 ; Y. Guchet, *Georges Valois, l'Action française, le Faisceau, la République syndicale*, Nanterre: Érasme, 1990.

La peur des bolchéviks, de «l'Homme au couteau entre les dents» est répandue, dans les années 1920, au delà des ligues et de journaux de droite qui la catalysent; elle est largement interclasse, quoique centrée sur la petite bourgeoisie et la paysannerie. Toutefois, les succès de Poincaré en économie, redressant le franc, l'absence en France d'un patriotisme aigri et frustré et l'absence aussi d'un «chef» charismatique expliqueraient le relatif insuccès de ce premier parti fasciste *expressis verbis*.

L'épisode du Faisceau et celui du Francisme de Bucard dans les années 1930 se prêtent dès lors à deux interprétations divergentes: ou ils démontrent qu'il y a bien eu un fascisme organisé en France – ou ils prouvent, avec les mêmes données, que le fascisme en France n'a pas connu grand succès et n'a donc pas existé.

C'est sur les sombres années 1930, sur ces tourmentées et désolantes «Années creuses»¹⁸⁴ que se sont focalisées l'attention et les controverses des historiens. Les controverses surtout car, si on remonte de cinquante ans en arrière, lesdites années trente formaient un simple *trou noir* historiographique sur lequel les disputes se donnaient d'autant mieux libre cours que les connaissances concrètes et précises étaient des plus limitées et que les historiens y suppléaient par ... leurs souvenirs de l'époque pour ceux d'entre eux qui étaient alors dans la force de l'âge. Les travaux précis et informés sur les fameuses «ligues» et leurs menées, sur le fascisme des intellectuels et gens de lettres, sur l'antifascisme sont relativement récents et, comme toujours, dus en partie appréciable à des chercheurs non français.¹⁸⁵

184. Eugen Weber, *The Hollow Years*, New York: Norton, 1994.

185. Je songe par exemple au très érudit et indispensable ouvrage de K. Passmore sur la droite en province, *From Liberalism to Fascism: The Right in a French Province, 1928-1939*. [Le lyonnais]. Cambridge: Cambridge UP, 1997.

Très tôt, les historiens français en leur majorité se sont employé à démontrer le «non fascisme» de la droite radicale des années trente *en dépit des apparences* – et il y ont mis tout le lyrisme de connivence de connaisseurs intuitifs de la France profonde, distincte de ses voisins:

Dans ce pays petit-bourgeois, au sens balzacien du terme, la dictature était souhaitée en tant que phénomène purement politique, contre le désordre parlementaire, pour l'efficacité, mais non en raison d'intérêts économiques et sociaux gravement menacés. (...) Le fascisme se réduit à une impulsion, une imprégnation superficielle, sans prendre un caractère de masse. [Il n'aurait pu se développer] dans un pays démographiquement ruiné et dont les revendications territoriales étaient satisfaites.¹⁸⁶

L'arrière-plan des prises de position et controverses savantes remonte à une identification militante du «fascisme» à laquelle les historiens d'après guerre par formation, souci de «rigueur» académique, et hostilité à la gauche de la part d'historiens gaullistes, libéraux ou conservateurs, ne pouvaient souscrire, dont il leur fallait d'abord se démarquer pour classer et définir les choses en toute sérénité et «objectivité»: le «fascisme», supposé hyperbolique sinon fantasmagorique, conçu et dénoncé par le *mouvement antifasciste* d'avant la guerre. Pour l'«école» de René Rémond, la visée sous-jacente, non explicitée mais évidente, à la dénégation d'un quelconque fascisme français était en effet de venir à bout du grand thème qui avait unifié et mobilisé la gauche de ces années redoutables: celui d'un «péril fasciste» imminent, non seulement partout autour du pays, en Italie, Autriche, Allemagne, Espagne, Portugal, Hongrie, Roumanie, Grèce etc., mais menaçant directement la République sur le sol même. Depuis le 30 janvier 1933,

186. Machefer, Philippe. *Ligues et fascismes en France, 1919-1939*. Paris: PUF, 1974, 5.

le péril fasciste se rapprochait dangereusement. Avec les émeutes parisiennes du 6 février 1934, le fascisme est là, il tient la rue.

Prenons donc une brochure de 1935, compilée par le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes: *Qu'est-ce que le fascisme? Le fascisme en France*.¹⁸⁷ La brochure pose la question d'un «danger fasciste» au pays et la question oratoire, «faut-il y croire?» Solidarité française, les Croix de feu se disent républicains; seuls les Francistes de Marcel Bucard se réclament du fascisme. «Qui se trompe et qui veut-on tromper?» Vient aussitôt l'explication-définition kominternienne du fascisme présenté comme dernier recours du capitalisme aux abois ayant mis bas le masque démocratique: «Nos Croix de feu sont trompés pas des chefs qui servent, comme Mussolini et Hitler, les intérêts du grand capital.» «La dictature fasciste s'instaure et s'exerce au profit des puissances d'argent»: devant la crise, les grands capitalistes ont besoin d'une force destructrice des organisations ouvrières et capable d'imposer la cartellisation des industries.

Qu'est-ce que le fascisme? La destruction des libertés d'abord. «La dictature fasciste se caractérise par une technique perfectionnée de l'oppression complète, méthodique, implacable.» Pour le fascisme, le pouvoir dictatorial n'est pas un moyen mais une fin. «Certes le fascisme n'a pas l'exclusivité du nationalisme, mais le sien s'impose sous peine des sanctions les plus sévères à tous les citoyens asservis. Le fascisme est un immense système d'embrigadement». Que les ligues soient fascistes, même si en France elles «n'osent pas en porter le nom», résulte de la comparaison de leurs menées avec ce qu'on a vu réussir à l'étranger et qui a porté les fascistes au pouvoir. «Pour faire apparaître avec évidence le caractère fasciste des *ligues* françaises et le péril qui résulte de leur action, il suffit de rapprocher l'expérience des pays voisins et les faits les plus avérés de notre vie politique contemporaine.»

187. BNF: mf 10154.

Avec la Guerre d'Espagne, les craintes s'amplifieront en se simplifiant encore: il y a les Français qui sont pour les républicains espagnols et ceux qui se prononcent pour les «nationaux», transposant en France la logique de la guerre civile, *deux camps donc* et ce dernier est composé de «fascistes».

Au fond, le long consensus historien a fondamentalement visé à réfuter ou simplement à écarter cette conception hyperbolique et englobante du «péril» perçu et propagé par la gauche du Front populaire. (Les antifascistes résolus seront bien entendu hostiles à la très prudente politique de Léon Blum de «non-intervention» en Espagne). Mais il va de soi que, dans la conjoncture, appeler «fascistes» les ligues paramilitaires de droite n'était pas pure illusion ni pur abus de langage même si, avec le bénéfice du savoir rétrospectif, on peut déceler des inquiétudes excessives. En 1936, l'affaire des démocrates était de combattre le «fascisme» et non de le *définir*... Les historiens, avec la sagesse fallacieuse que procure trente ans et plus de recul, peuvent bien montrer que les chefs des ligues (auxquelles le PCF s'était fâcheusement joint) dans les émeutes parisiennes du 6 février 1934 n'avaient aucun projet de coup d'État et que La Rocque a même retenu ses troupes, encore fallait-il le savoir pour prendre les choses avec équanimité!

Après le 6 février en tout cas, ce sont les *Croix de feu* qui incarneront avant tout le «péril fasciste». C'est leur cas qui a suscité dès lors les polémiques les plus âpres desquelles je parle plus bas. Le Front populaire va dissoudre et interdire le mouvement, ce sera un de ses premiers décrets.

Robert Paxton a étudié il y a quelques années le mouvement des *Chemises vertes* de Dorgères, ce «fascisme rural», selon le sous-titre de

l'étude, que l'Américain qualifie aussi de «fascisme incomplet».¹⁸⁸ Les *Jeunesses patriotes* créées en 1924 par le bonapartiste Pierre Taittinger contre le Cartel des gauches, ressuscitées en 1936 comme *Parti républicain national et social* attendent leur historien. Il y a quelques travaux, mais pas d'histoire systématique sur *la Solidarité française*, néo-bonapartiste du vivant de son fondateur, le parfumeur Coty, un peu ironiquement surnommé «le Duce français», mais se radicalisant et se fascisant en 1937 sous la direction de Jean-Renaud qui en fait le *Parti du faisceau français*. Ce mouvement d'une certaine ampleur a du moins tout fait pour manifester au grand jour le style *ad hoc* du fascisme: «On défile au pas cadencé, en tenue de combat, c'est à dire revêtu d'une chemise bleue, d'un pantalon marron et coiffé d'un bérêt. (...) Le salut est à l'antique, symbole ostentatoire de la force, de la puissance virile». Le physique de Jean-Renaud, la mâchoire brutale, le torse couvert de médailles, faisait beaucoup pour le succès de ce mouvement hautement «viril» qui attirera selon certaines sources 180.000 membres actifs. Son journal titre en mars 1938: «CONTRE LE JUIF ET LE FRANC-MAÇON, UN SEUL REMÈDE : LE FASCISME».

Au bout de cette édifiante description, G. Lahousse conclut que ce mouvement ... ne fut *pas* fasciste, mais «nationaliste-populiste»¹⁸⁹ substituant ainsi à un terme d'époque qui vaut ce qu'il vaut, une qualification anachronique dans la mesure où «populisme» (et ses hybrides dérivés) est un terme non moins imprécis très à la mode de nos jours.

188. *Le temps des chemises vertes. Révolte paysanne et fascisme rural 1929-1939*. Paris: Seuil, 1996. Fondateur en 1934 des Comités de défense paysanne dits «chemises vertes» d'après la couleur de leur uniforme, Henry Dorgères réclamait un État autoritaire et corporatiste. Son mouvement revendiquera jusqu'à 420 000 membres à la fin des années 1930. La position officielle du mouvement était celle d'une troisième voie "ni fasciste ni communiste". Le mouvement de Dorgères participa activement au "Front paysan" d'Edmond Jacquet et Jacques Le Roy Ladurie.

189. «De la Solidarité française», *Vingtième siècle*, 58: 1998. 43-54.

Pierre Milza parle, lui, pour caractériser *Solidarité française* de «squadriste d'opérette»,¹⁹⁰ – bel exemple encore de *minoration du fascisme* français car il serait indispensable d'expliquer un peu cette pirouette spirituelle en dégagant l'élément ludique, bouffe et lyrique dans l'attrait exercé par ce fascisme affiché.

En 1933, Marcel Bucard fonde le *Mouvement franciste*, «mouvement d'action révolutionnaire» s'inspirant explicitement du fascisme italien. Il participe aux émeutes du 6 février 1934. Le Mouvement est dissous en juin 1936 et Bucard est emprisonné. La tentative de reconstitution en 1938 est de courte durée, car le parti est dissous de nouveau.¹⁹¹

Le Francisme a beaucoup servi aux historiens *immunitaristes* qui, paradoxalement, qualifient tous de très bon gré ce mouvement de «fasciste» ... pour tirer de son échec relatif la confirmation que la France était décidément «allergique» à la chose. «Avec le francisme nous nous trouvons en présence du seul véritable fascisme français, actif, virulent, mais sans troupes». ¹⁹² «Imitation servile» de l'Italie, «greffe maladroite», ¹⁹³ largement subventionné par Rome au reste, le Francisme n'a pas pris.

190. *Fascisme français, passé et présent*. Paris: Flammarion, 1987, 146.

191. En 1941, Bucard se range du côté de la collaboration et reforme une nouvelle fois son mouvement, sous le nom de Parti franciste. Il est un des cofondateurs de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (la LVF), mais il interdit à ses militants de l'intégrer lorsqu'il apprend que l'uniforme est celui de la Wehrmacht. Il sera fusillé le 19 mars dans les fossés du fort de Châtillon.

192. Machefer, *Ligues*, 15.

193. Milza, *Fascismes*.

■ Les Croix de feu au cœur du débat

Toute la gauche, traumatisée par ce qui se passe en Allemagne et ailleurs en Europe à ses frontières, voit en 1934 le fascisme s'incarner avant tout en France dans un mouvement de droite en progrès rapides, ligue d'anciens combattants à ses débuts, dirigée par le colonel François de la Rocque: les Croix de feu. L'association des Croix de Feu ou «Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat» (née en 1927) était considérée unanimement par la gauche comme l'expression menaçante d'un fascisme hexagonal. Jacques Droz, dans son indispensable *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*¹⁹⁴, montre que la peur du Colonel de la Rocque et de son mouvement «a bien été à l'origine du Front populaire et de sa rapide consolidation», – mais il considère quant à lui que le danger représenté par le leader de droite a été surestimé. La Rocque ne se considérait pas et ne se disait pas fasciste; beaucoup d'historiens actuels font de cette qualification d'époque l'exemple de la diabolisation manichéenne éternellement chère à la gauche, surtout aux communistes, qui classaient «fasciste» quiconque s'opposait à eux – et à coup sûr, les Croix de feu étaient éperdument anticomunistes, non moins que, du reste, à titre de patriotes, anti-nazis.

La Rocque lui-même, pétainiste mais anti-allemand, sera déporté en Allemagne en 1943 pour intelligence avec les services secrets britanniques. Il sera interné administrativement à son retour en France et va décéder en 1946.¹⁹⁵

194. Paris: La Découverte, 1985. ♦♦ Paris: La Découverte, 2001, 178.

195. François de La Rocque fut décoré à titre posthume, en 1961, de la Médaille des déportés et se vit attribuer la carte de résistant, qui lui avait été refusée de son vivant. De Gaulle voulait alors «réparer une grave injustice», selon ses propres termes.

La question a été et demeure au cœur du débat le plus polarisé, le plus têtue et le plus acrimonieux des historiens. Étant donné en effet l'ampleur du recrutement des Croix de feu, leur succès et plus encore celui du Parti social français, forme sous laquelle le mouvement ressuscite en 1936 (après dissolution par décret des «ligues»), si on les qualifie de fascistes, alors il y a un puissant fascisme en plein progrès dans la France d'avant la guerre. Beaucoup (pas non plus tous les historiens et pas René Rémond !) admettent que le PPF, le parti de Jacques Doriot était fasciste ... ou peu s'en faut, mais en nombre d'adhérents, le PSF qui en 1938 se voit reconnaître 600.000 membres actifs, domine de loin toute la droite¹⁹⁶ et il dépasse à lui seul les adhésions aux partis de gauche réunis. Robert Soucy qui l'étiquette «fasciste» lui attribue près d'un million de membres cotisants juste avant la guerre – beaucoup plus à ce compte que le *Partito nazionale fascista* n'en comptait en 1922!

Les chercheurs anglo-saxons prédominent encore, et de loin, sur le terrain des recherches précises sur les Croix de feu/PSF: nommons Robert Soucy bien entendu,¹⁹⁷ S. Kalman¹⁹⁸, Sean Kennedy,¹⁹⁹ K.

196. Le PPF de Doriot en annonce 60.000 et en a plutôt la moitié.

197. *French Fascism : the Second Wave (1933-1939)*. Yale University Press, 1995.

198. Kalman, Samuel. *The Extreme Right in Interwar France, the Faisceau and the Croix-de-feu*. Aldershot: Ashgate, 2008.

199. Kennedy, Sean. *Reconciling France against Democracy: the Croix de feu and the Parti social français*. Montreal: McGill-Queen's, 2007.

Passmore surtout²⁰⁰... On signalera cependant des travaux français récents de qualité.²⁰¹

La division nette en deux camps des historiens français et étrangers se répercute sur le terrain de l'évaluation des Croix de feu. Jean-Noël Jeanneney²⁰² écrit, dans *Le passé dans le prétoire* (Le Seuil, 1998), et ce propos résume le jugement censé équitable et serein de la plupart des historiens français: «La gauche ayant à l'époque désigné en face d'elle l'homme des Croix de feu et du PSF comme un adversaire majeur, elle l'avait, dans la chaleur des affrontements, caricaturé jusqu'à en faire le leader d'un fascisme français. Que cette déformation fût en soi un fait historique est incontestable. Mais au premier degré, l'étiquette était erronée, donc injurieuse pour qualifier un homme que, parmi les droites, distinguait sa fidélité au christianisme social, qui ne songea pas à franchir le Rubicon et qui, sous Vichy, fut finalement déporté par les Allemands.»

L'idéologie ou, comme on disait dans ses rangs, en style péguyste, la «mystique Croix de feu» relève en effet d'une synthèse du nationalisme conservateur antiparlementaire et du catholicisme social, inspiré d'Albert de Mun et de La Tour-du-Pin.²⁰³ «Travail Famille Patrie» est une devise inventée par le Colonel, il faut rendre à César...: contre la

200. Passmore, Kevin. *From Liberalism to Fascism: The Right in a French Province, 1928-1939*. [Le lyonnais]. Cambridge: Cambridge UP, 1997.

201. Kéchichian, Albert. *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*. Seyssel: Champ vallon, 2006. Voir aussi le livre biographique de J. Nobécourt, auteur d'un *Colonel de la Rocque*, Fayard, 1996.

202. Proche des socialistes, Jeanneney est aussi une personnalité officielle. De 2002 à mars 2007, Jean-Noël Jeanneney a été président de la Bibliothèque nationale de France, poste auquel il avait été reconduit en 2005.

203. J. Nobécourt, auteur d'un *Colonel de la Rocque*, fait de celui-ci un nationaliste chrétien qui jamais ne récusait pourtant la démocratie et la république.

gauche, les «embusqués» et les pacifistes qui mettaient la France en danger, il importait de restaurer «la grandeur» en revenant aux valeurs fondamentales.²⁰⁴ Hostile au régime d'assemblée, souhaitant instaurer en France pour la sauver de la «décadence» un système présidentiel, exigeant une «réconciliation nationale» au-delà des divisions politiques qui minaient la France, cette idéologie n'est pas sans préfigurer la doctrine gaulliste, – raison de plus, plus ou moins consciente naguère, pour l'exonérer de tout rapport avec le fascisme.

René Rémond avait, fidèle à son système, dûment qualifié les Croix de feu/PSF de «bonapartistes». René Rémond «a définitivement démontré que [les ligues] n'avaient pas grand chose de commun, en dehors de la gestuelle paramilitaire et d'un discours volontiers contestataire avec le fascisme», approuve Pierre Milza (le mot «démontré» est étrange dans ce contexte; «affirmé» serait plus juste).²⁰⁵ Que les Croix de feu/PSF fussent fascistes n'est ainsi rien d'autre qu'«une légende tenace» entretenue par la gauche, appuie encore Milza.²⁰⁶

Michel Winock accumule les arguments en faveur de la thèse disculpatrice: – La Rocque avait «le souci de se tenir dans une stricte légalité».²⁰⁷ – «Les discours de La Rocque ne contiennent pas d'ailleurs, renchérit Ph. Burrin, d'éloge de la force et d'incitation à la violence. Son modèle était l'armée, son maître mot, la discipline».²⁰⁸ (On verra

204. Kéchichian, Albert. *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*. Seyssel: Champ vallon, 2006.

205. Milza, *Fascismes*, 289. Et à quoi donc se rapporte ce terme innocemment soixante-huitard de «contestataire»?

206. Milza, Pierre. *Fascisme français, passé et présent*. Paris: Flammarion, 1987, 141-2.

207. *L'Histoire*, 28: 1980.

208. Burrin, Philippe. *Fascisme, nazisme, autoritarisme*. Paris: Seuil, 2000, 258. Qui compare avec les appel à la violence du côté de chez Doriot.

un peu plus bas que les adversaires de cette thèse n'ont visiblement pas lu les mêmes textes). – Les Croix de feu, en 1936, se sont laissés dissoudre sans discuter et ont ressuscité en forme de parti politique légal qui, du reste, sous la forme assagie d'«un grand parti de masse fédérateur des droites, mais résolument conservateur»²⁰⁹ a connu un succès croissant jusqu'à la guerre. – La Rocque refusera d'adhérer à l'anticommuniste Front de la liberté créé par Jacques Doriot. (Il ne souhaitait évidemment pas se subordonner à ce concurrent ambitieux...) – «Le colonel de la Rocque, éduqué dans un milieu chrétien social, imprima à l'idéologie et à la pratique de son parti une marque beaucoup plus traditionaliste que fasciste».²¹⁰ Autrement dit, le PSF défendait «un programme plus conservateur que révolutionnaire»²¹¹... (*Plus x que y....* Remarquons ceci tout de suite: le présupposé de ce propos est que 'conservateur' s'oppose antonymiquement à 'fasciste', mais bien entendu la proposition winockienne ci-dessus s'appliquerait fort justement et également à Dolfuss, à Gombès, comme à Salazar, sinon à Franco: elle débouche sur un grand problème de méthode quant à l'exclusivité – ou bien, ou bien – des paramètres pertinents et nullement sur une évidence conclusive). – Au reste, ajoute-t-on, l'idéologie PSF demeurait «très floue»²¹² (je renonce à creuser ce singulier présupposé, l'assertion comme telle n'étant simplement pas exacte). – Michel Winock ajoute ce qui est plus pertinent (mais discuté plus bas) «son refus de l'antisémitisme».

209. Milza, *Fascismes*, 290.

210. *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris: Seuil, 1990. Nouv. Éd. 2004, 227.

211. *L'Histoire*, 28: 1980.

212. Milza, *Fascismes*, 289.

Pierre Milza ajoute encore que la composition sociologique des Croix de feu montre trop de bourgeois, trop peu de prolétaires dans leurs rangs pour être fasciste.²¹³ Mais comparé à quoi et quand? W. Irvine, dans «Fascism in France and the Strange Case of the Croix de Feu»²¹⁴ attribue, sur la base des archives du parti, au PSF quelques années plus tard, 19% d'ouvriers, 16% d'agriculteurs, 24% d'employés, – une composition interclasse typique du fascisme? Que valent ces statistiques contradictoires?

– *Concession oratoire* de l'argumentation: On prétend ou on s'imagine vers 1934 que La Rocque est fasciste parce qu'il dirige une puissante organisation violemment anticomuniste, qu'elle entretient la mystique du chef et est organisée en milices et troupes de choc (les «dispos»): ces trois traits, admis et reconnus, ne font pas le fascisme.

Conclusion de Winock: loin d'être fascistes, La Rocque et son mouvement furent plutôt le «principal obstacle» à la formation d'un fascisme français.

Or, à toute cette argumentation, le camp adverse a répondu, il a répliqué point par point. – Légaliste, La Rocque tolère ou favorise beaucoup de violence, mais avec opportunisme et avec des prudences tactiques. – Irvine cite La Rocque en 1941 revenant sur ses prudentes décisions de l'avant-guerre: un coup aurait été «éphémère», c'est pourquoi il ne l'a pas tenté; il importait d'abord de conquérir l'opinion...: voici qui n'est guère d'un démocrate intransigeant. – Légaliste, mais à ce compte, Mussolini et Hitler sont venus au pouvoir par voie électorale, en voici d'autres et de jolis de «légalistes»! – Pas d'éloge de la force et d'incitation à la violence? La presse PSF répète

213. *Fascisme français*, 138.

214. *Journal of Modern History*, 63: 1991. 271-295.

tous les jours qu'il faut se préparer à «écraser la subversion communiste» ; ce ne sont rien que des mots? En fait, les Croix de feu déploient une phraséologie révolutionnariste bien typique contre les «profiteurs», le capital apatride, la concurrence mondiale, les trusts, l'Internationale bolchevique alliée aux francs-maçons et à la *City* de Londres. «Le PSF est aussi éloigné de Blum que de Wendel», cite Irvine: voici bien la rhétorique démagogique de la «troisième voie».²¹⁵ – Le PSF dénonce le racisme hitlérien ... mais il souhaite surtout que les indésirables Juifs allemands ne s'avisent pas de chercher refuge en France!

Robert Soucy a rassemblé de son côté récemment sur la base de son vaste travail d'archives tout ce qui milite contre la thèse selon laquelle le PSF ait été un simple mouvement «conservateur autoritaire».²¹⁶ Pour lui, il s'agit d'un fascisme typique. – Sans ambitions expansionnistes? «*A territorially satisfied fascist is still a fascist*».²¹⁷ – La Rocque, un modéré, un légaliste? Un opportuniste plutôt: aux déclarations légalistes attestées on peut opposer de nombreuses autres diatribes antidémocratiques et violentes. – La Rocque n'a pas tenté de coup en 1934? Mais Soucy signale qu'en 1937, il a expliqué à des militants qu'il avait retenu ses troupes parce qu'elles auraient été fatalement écrasées! En voilà encore un joli de républicain! – La Rocque n'était pas pro-allemand, ni avant ni pendant la guerre? Mais les fascistes polonais ou hongrois non plus qui, à ce titre, ont même été fusillés par les nazis! Ceci ne prouve rien. – La Rocque n'est pas antisémite? Mussolini non plus jusqu'en 1938. En 1940, La Rocque commence à dénoncer «la purulence juive» et avant guerre, il ne consent à montrer de tolérance qu'aux «juifs assimilés». Et puis dès 1936, les journaux du PSF en tout

215. «Fascism», 285.

216. Dans : Jenkins, Brian, dir. *France in the Era of Fascism*. New York: Berghahn, 2005.

217. 91.

cas se montrent ici et là nettement antisémites. – La Rocque vient du catholicisme social, son catholicisme fait qu’il ne peut être fasciste? De Primo de Rivera à Dolfuss, les clérico-fascistes abondent; c’est une sous-catégorie reconnue de l’historiographie ...sauf par les Français. – En 1942, La Rocque se retourne contre les Allemands? Oui mais de 1940 à 1942, il a approuvé les mesures répressives de Vichy et appelé à l’«extirpation des éléments contaminés». Est-ce que sa déportation en 1943 l’exonère rétroactivement?

Dans *From Liberalism to Fascism: The Right in a French Province, 1928-1939*, le britannique K. Passmore étudie la radicalisation de la droite dans le département du Rhône et le Lyonnais.²¹⁸ Il se pose la question des raisons de l’émergence et du succès croissant des Croix de feu/PSF dans cette province. Ce qui l’intéresse surtout est la diversité sociologique et les divisions des «clientèles» de ces mouvements. Les conservateurs et les catholiques se mettent vers 1930 à pencher vers les «solutions» autoritaires.

La question du «fascisme» de la formation ne lui paraît pas de pure scolastique sémantique: elle est, dit-il, incontournable et importante. Son jugement est précis : les Croix de feu étaient «fascistes» sous tous les critères possibles, – admis que le fascisme est une sous-espèce de la droite autoritaire-populiste travaillant à une mobilisation de masse autour d’une vision du monde historiciste et d’un «*palingenetic myth*»,²¹⁹ ce qui la différencie de la droite traditionnelle.²²⁰ Cette qualification

218. Cambridge: Cambridge UP, 1997.

219. 18. C’est le critère-clé de Roger Griffin.

220. 210-11 et 200.

n'est pas un jugement d'essence: «*All we are saying is that this concept is a relatively useful means of making sense of what we know.*»²²¹

Si les Croix de feu, mobilisés contre la gauche, n'ont pas cherché à prendre le pouvoir, c'est qu'il leur a manqué en quelque sorte ce qui a porté au pouvoir ailleurs les fascistes: un sentiment généralisé de désintégration nationale et une peur extrême de la «révolution rouge» dans toutes les classes.

Si toutefois les Croix de feu furent fascistes, le PSF à partir de 1936 représente, selon Passmore, une *dé-radicalisation* en quelque sorte qui ramène le parti du côté de la droite autoritaire-populiste. À cet égard la dissolution des ligues a constitué une défaite décisive du fascisme français, de laquelle La Rocque tira les conséquences appropriées en consentant à régresser vers le nationalisme conservateur en concurrence avec des droites conservatrice et libérale traditionnelles.²²² Dans ce contexte d'après 1936, Passmore parle plutôt d'un «potentiel fasciste» subsistant et diffus. La droite française n'a somme toute pas conclu – comme en Allemagne – qu'elle n'avait plus d'autre choix que de mettre les fascistes au pouvoir et l'élan du Front populaire lui a signalé aussi que tenter un coup serait très risqué ... pour elle. La transformation de la ligue en parti «*demonstrated that a fascist movement could contain a democratic potential in its populism.*»²²³

Quant à Z. Sternhell, il avait dans *Ni droite*²²⁴, version de 1983, et dans son livre avec Mario Sznajder et Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie*

221. Xiii.

222. 310.

223. 308.

224. 313.

fasciste, exclu les Croix de feu du fascisme générique. Mais, au vu sans doute des travaux récents et de ses propres paramètres, il est venu à résipiscence: il voit dans l'effort du PSF comme des Croix de feu de synthétiser un ultra-nationalisme avec un programme «social» le trait typique de la Troisième voie.²²⁵ La Rocque concocta simplement «un fascisme embourgeoisé, plus prudent parce que contraint d'opérer en terrain moins favorable.»²²⁶

Sean Kennedy constate que le débat sur le fascisme-ou-pas est devenu de plus en plus sophistiqué, mais est plus loin que jamais d'un consensus.²²⁷ C'est le moins qu'on puisse dire. L'argumentation des disculpateurs se développe toutefois de façon singulière: les *ingrédients* sont additionnés, ultra-nationalisme, troupes de choc, répudiation de la démocratie parlementaire, haine des socialistes et des communistes, valorisation de la violence ou, en tout cas, pas ennemi de la manière forte: les historiens admettent tout ceci – avec des bémols – mais il manque toujours un je-ne-sais-quoi qui ferait admettre le «fascisme» de l'ensemble. Le projet du PSF de société régénérée et de régime présidentiel à substituer au régime d'assemblée en fait plutôt, comme je l'ai suggéré, un proto-gaullisme – ce qui explique en bonne partie les réticences. Mais, demandait Irvine²²⁸, est-ce que trouver le bon «label» pour les Croix de feu est la tâche ultime de l'historien? «*Is it not more important simply to give this formation the serious scholarly study it deserves*»?²²⁹ Certes. J'ai déjà suggéré que les débats sur les années 1930

225. *Ni droite ni gauche*. Paris: Fayard, 2000 et, au format poche, Complexe, 2000, 83-92

226. *Droite*, Éd. 1997, LVII.

227. *Reconciling France against Democracy: the Croix de feu and the Parti social français*. Montreal: McGill-Queen's, 2007, 9.

228. Article cit.

229. 294.

se sont déroulés jusqu'à récemment dans un grand vide de recherches de terrain de la qualité précise de celle de Kevin Passmore signalée ci-dessus – et un autre vide toujours béant de recherches comparatistes auxquelles les historiens français ne s'adonnent pas et dont leur chauvinisme méthodologique ne leur fait pas sentir la nécessité.²³⁰

■ Le Parti de Jacques Doriot

Pour René Rémond, en dépit de tout ce qu'on avait pu dire, même le Parti populaire français, le PPF, fondé en 1936 et mené par la poigne de son chef, l'ex-communiste Jacques Doriot se rapprochait fort du fascisme mais n'en était *toujours pas*. Doriot ne deviendrait vraiment fasciste qu'en devenant collaborateur et en endossant l'uniforme de la Waffen SS ; conclure «de cet aboutissement au caractère fasciste de son parti» avant 1940 eût été, au gré de Rémond, de mauvaise méthode.

Les élèves de René Rémond ont eu tout de même le courage de s'écarter de cette thèse obstinée et stérile. Une étude de Jean-P. Brunet parue en 1983 se consacre essentiellement à la question de la qualification de «fasciste» ou non du PPF et conclut que oui, «il nous semble fondé de considérer que le PPF, dans sa doctrine, dans son comportement, dans sa sociologie, a bien constitué en 1936-39 un véritable parti fasciste».²³¹ Tant par la doctrine, que par les comportements et les pratiques et par la sociologie et l'implantation du mouvement, le PPF répond à tous les critères avancés. La doctrine en est typiquement formée d'un anticommunisme rabique flanqué d'un «anticapitalisme» dénonçant les «deux cents familles» et répudiant le

230. On verra aussi sur cette approche comparée: Orlow, Dietrich. *The Lure of Fascism in Western Europe. German Nazis, Dutch and French Fascists 1933-1939*. London, New York : Palgrave Macmillan, 2009.

231. J.-P. Brunet, «Un fascisme français: le parti populaire français de Doriot 1936-1939». *Revue française de science politique*, 33, 1983, n. 2. 255-280.

libéralisme économique: «Avant tout la France, rien qu'elle et ses intérêts!» Le culte du Chef est à l'honneur au PPF. Le parti s'organise en *squadri*, en groupes d'action qui pratiquent l'intimidation violente dans la région parisienne et dans le Midi.

Pierre Milza pour sa part contredit aussi Rémond, mais en faisant ainsi la part du feu. Le PPF est le «*seul* grand parti fasciste de masse qui se soit jamais développé dans notre pays». ²³² Le PPF était bien fasciste, «même si son fascisme est en partie télécommandé par certaines fractions de la classe capitaliste». ²³³ («même si»... bizarre! Ce serait plutôt un argument pour.) Communiste révisionniste et «national» résolu à lutter d'abord contre l'influence soviétique sur la politique française, autoritaire et antiparlementaire, Doriot présente le profil élémentaire du fascisme *mais* il est toujours possible de souligner des traits atypiques et ceci permet de mettre des bémols: jusqu'en 1939-40, le PPF est contre la guerre, munichois, pour la paix à tout prix.

Un des travaux approfondis sur Doriot comme «fasciste» est d'un Allemand, Dieter Wolf. ²³⁴ Celui-ci reconnaît que Doriot n'endosse pas l'étiquette de «fasciste»: on est français tout de même, pas question d'imiter Mussolini ou Hitler! Se faire l'apôtre du parti unique eût été, dit l'historien, un «véritable suicide politique»; en somme, ce n'est pas que Doriot ne fût pas, *in petto*, fasciste, c'est qu'opportuniste, il sentait que la France ne l'était pas.

■ On peut encore énumérer d'autre groupuscules extrémistes sur lesquels se penchent les historiens. *La Cagoule* est le surnom

232. *Fascisme français*, 159.

233. Milza, *Fascismes*, 299.

234. *Die Doriot-Bewegung, eine Beitrag zur Geschichte des französischen Faschismus*. Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1967. Trad. Fayard, 1969.

donné par la presse de l'époque à l'«Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale» (c'est le nom donné par ses fondateurs; l'adjectif "nationale" disparaît ensuite pour donner l'OSAR) transformée, à la suite d'une faute figurant dans un rapport d'informateur en «Comité secret d'action révolutionnaire» (CSAR).²³⁵ C'est un fameux groupe clandestin d'extrême droite actif dans les années 1930. Son dirigeant fut Eugène Deloncle. Il est connu pour avoir assassiné les frères Roselli, militants antifascistes exilés en France, pour le compte de Mussolini qui leur livrait des armes.

Ceci dûment mentionné, vient la ritournelle attendue: «...cela ne suffit pas toutefois à faire des Cagouards d'authentiques fascistes».²³⁶ On retrouvera tellement d'anciens cagouards, amateurs de castagne et de clandestinité, dans la Résistance (mais on en rencontre aussi, bien sûr, quelques-uns du côté de Pétain) qu'on a pu tenir ce fait avéré pour une sorte d'objection *ex post facto*.

■ Le fascisme des intellectuels

Le fascisme proclamé et véhément des journaux et des gens de lettres – *L'Ami du peuple*, *Gringoire*, *Je suis partout*, Drieu la Rochelle (qui le proclamera pour son compte haut et fort dans son *Socialisme fasciste*), Brasillach, Rebatet, Céline – n'est nié ni contesté par personne, mais la controverse se perpétue ici dans la mesure où il est traité de façon diamétralement opposée par les historiens des idées à la Sternhell qui y voient les preuves d'une «imprégnation fasciste» étendue laquelle confirme leur thèse, et par les historiens censés «positifs» qui en

235. D'après la notice de Wikipedia.

236. Milza, *Fascismes*, 294.

minorent l'importance et concluent que, sur le plan «proprement politique», leur influence fut négligeable et ne met pas en question *l'immunité française*.

Au delà des fascistes de plume, l'historien des idées, au déplaisir de ses collègues, convoque les écrits de bien d'autres gens censés honorables qu'il montre compromis et suspects: Thierry Maulnier par exemple qui est allé très loin dans la sympathie avouée pour un nazisme idéalisé et spiritualiste (?), appuyée sur de fortes convictions d'extrême droite, fait l'objet d'un réquisitoire.

Un historien culturel comme Pascal Ory qui a surtout étudié *La France allemande*²³⁷ des années d'occupation, emboîte le pas sans inhibition. Dans son excellente étude sur *Les collaborateurs 1940-1945*²³⁸ il consacre par exemple un chapitre à «Un fascisme: *Je suis partout*», – un fascisme qui, d'emblée, trouve ses admirations et ses enthousiasmes du côté du rexisme belge et du côté de la Phalange espagnole mais ses fascinations, le mot est juste, avant tout en Allemagne nazie – admirations complétées par la haine du Front populaire et du *Frente crapular*. *Je suis partout* deviendra encore plus haineux et dénonciateur sous l'Occupation.²³⁹

Alors que les historiens étrangers ont multiplié, depuis le temps d'une génération, les monographies et analysé sans complexe le «fascisme» de tel ou tel homme de lettres des années trente et quarante, certains historiens français demeurent tétanisés par le souvenir des «excès» de l'épuration intellectuelle dont ils ne souhaitent pas proroger les mises

237. Édition revue. Paris: Gallimard, Folio Hist., 1995.

238. Paris: Seuil, 1976, ch. VI.

239. Voir encore; P. M. Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*. Paris: Table ronde, 1973. – P. Louvrier, *Brasillach, l'Illusion fasciste*. Perrin, 1989.

en accusation ni éveiller les mauvais souvenirs. Le Comité national des écrivains, contrôlé par le Parti communiste, avait publié dès la Libération une «Liste noire» de 94 noms, puis de 158 noms d'écrivains compromis.²⁴⁰ En 1946, le CNE est discrédité et ses membres les plus prestigieux l'ont quitté.

On sait que Robert Brasillach qui sous l'Occupation dénonce nommément, appelle à fusiller, à massacrer (et qu'on voudrait présenter dans toute une critique de réhabilitation comme une pauvre victime), sera exécuté en 1945, que Drieu se suicidera, mais... que Thierry Maulnier entrera à l'Académie française en 1964 et mourra, chargé d'ans et d'honneurs, en 1988. Il y a ici encore trop de mauvais souvenirs à remuer, et trop récents, et trop d'ambiguïtés refoulées et d'équivoques.

Jeanine Verdès-Leroux, a consacré un livre à étudier avec pondération le phénomène des écrivains collabos, *Refus et violences: politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération*.²⁴¹ Elle s'emploie à réfuter «un mythe» créé après la guerre et qui lui semble continuer à se diffuser : il y eut finalement peu d'écrivains collabos et, dans leurs rangs, fort peu de réelles réputations et de vrais talents. Lucien Rebatet, le notoire auteur en 1943 des *Décombres* est un sous-Céline de mince talent et d'extrême bassesse. Néanmoins, quelque cent cinquante noms, la plupart oubliés, certains assez réputés de leur temps, mais ayant «vieilli» et effacés de la mémoire culturelle par leur déconsidération même (et quelques auteurs de talent jadis collés au pilori pour des «imprudences») sur les listes noires: il est difficile de présenter le phénomène de la

240. *Lettres françaises*, 21. 10. 1944.

241. Paris: Gallimard, 1996.

collaboration de plume, distinct du «fascisme» sans doute, comme marginal.

Que conclure sur le plan des tactiques rhétoriques de ces controverses historiennes sur les années 1930? De l'Action française au PSF, au PPF et aux autres ligues et comparses, on observe une concurrence âpre et souvent haineuse sur le large créneau de la droite antidémocratique. On peut parler ici d'une incapacité, bien française si vous voulez, de faire taire les susceptibilités et d'unifier une coalition contre-révolutionnaire. Maurras par exemple attaque La Rocque avec plus de férocité qu'il ne s'en prend à la République. Cette dispersion compétitive a été une chance de la démocratie dans ces années de «décadence» marquée du régime.²⁴²

Or, les historiens immunitaristes pratiquent dans ce contexte une logique *analytique* hors de propos: ils prennent *un à un* chaque mouvement et décèlent dans chacun des traits qui, à l'aune d'un fascisme idéaltypique fantasmé, font que cette entité ne répond pas bien aux critères. Après quoi, ils procèdent par induction généralisante; si a, b, c, d ne sont pas x, la somme logique /a-b-c-d/ ne l'est pas *ipso facto*. Cette logique aristotélicienne intemporelle est, du point de vue de l'historiographie, du point de vue du «concret» justement de la vie politique, une absurdité. La situation de concurrence explique en partie les oppositions *ostensibles*: entre l'A.F., royaliste, et le PSF, «républicain» par exemple, ce dernier se pose comme tel en s'opposant à son archaïque concurrent. Difficile *et vain* de distinguer nettement d'imaginaires fascistes «authentiques» des conservateurs nationalistes antidémocrates et des socialistes autoritaires.²⁴³ Si au lieu de contraster

242. J.-B. Duroselle, *La décadence 1932-1939*. Paris: Impr. Nationale, 1979.

243. Ce que dit J. Bingham «Defining fascism – Finding fascists in France», *Canadian Journal of History*, 29: 1994. 525-543.

et de nuancer, on additionnait les programmes et les méthodes d'action de tous ces mouvements considérés en synchronie, on obtiendrait une synthèse fasciste indiscutable.

Les historiens étrangers spécialistes de la France, même peu portés à observer à la façon de Sternhell une fascisme diffus d'imprégnations intellectuelles et de suivre des proximités et des «pentes» fatales, même nuancés dans la qualification, n'éprouvent simplement pas les effets de censure que subissent, peut-être à leur insu, les historiens hexagonaux. Dès 1964, Eugen Weber, subtil connaisseur américain de la France, dans son condensé *Varieties of Fascism : Doctrines of Revolution in the 20th Century*²⁴⁴ identifie une première rencontre préfigurant le fascisme français dans la convergence des blanquistes et des nationalistes dans *La Cocarde* des années 1890. Il note que l'Action française peu avant 1914 évolue vers une variété de fascisme en parlant de réformes sociales, désireuse qu'elle est d'attirer un public ouvrier. Il signale le Cercle Proudhon en 1911. Il narre la naissance et l'échec du Faisceau de Valois dans les années 1920. Il inclut aussi dans le fascisme, les Francistes de Bucard. Par contre, pour La Rocque, il le voit comme «*an upper-middle class Poujade*», indûment identifié jadis comme un fasciste: «*Mass meetings and parades are not enough to make Fascists, and the Croix de feu simply do not qualify as anything more than patriotic conservatives*». ²⁴⁵ Même sans les *Croix de feu*, la récolte de l'avant guerre est abondante: le PPF de Doriot attire «les fascistes en quête d'abri», Marcel Déat vire au fasciste dès avant la guerre et avant son ralliement au nazisme.... Bien entendu, avant 1940 ces nombreux fascistes restent loin du pouvoir, «*In France conditions never became bad enough for a tide of sympathy to float the local movements into power*». ²⁴⁶

244.. Princeton NJ: Van Nostrand, 1964.

245. 135.

246. 141.

Tout ce que je veux signaler ici est qu'un historien américain, publiant vingt ans après la guerre, dans ses appréciations diverses, ne ressent en tout cas pas, pour se prononcer, les inhibitions traumatisées des Français et ne se soucie pas, il va de soi, des enjeux de politique académique hexagonaux, ce qui, en soi, rend le dialogue difficile avec ses homologues.



■ Vichy ou «les Années noires» : *omertà* et premiers travaux

Je ne vais pas chercher à démêler et décrire dans toutes ses intrications le nœud gordien de querelles qui enrobent depuis soixante ans le fait du Régime de Vichy, de l'ainsi nommé «État français». Je vais me contenter d'éclairer les polémiques sur sa qualification de «fasciste» ou pas, et celles sur les rapports de ce régime avec la longue durée des «origines du fascisme en France» et la plus courte durée censée préparatrice des mouvements et ligues de l'immédiat avant guerre. Il me sera toutefois difficile d'empêcher que d'autres fils du nœud gordien ne soient emmêlés et intriqués dans la description de ce débat. Et il me faudra rappeler le cadre général dans lequel s'inscrivent ces polémiques, celui de Vichy comme durable traumatisme national, comme ce «passé qui ne passe pas» et comme ce «syndrome» névrotique récurrent qui, entre refoulements, abréactions inopinées et *acting out*, obsède et obère la vie publique en France depuis le temps de deux générations.²⁴⁷

Les enjeux des querelles savantes qui débouchent régulièrement en débats publics depuis un demi-siècle sont innombrables et ils pèsent

247. Rouso, Henry. *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*. Paris: Seuil, 1990. = 2^e édition ; la 1^{ère} = 1987. + *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*. Paris: Gallimard, 2001.

très lourds leur poids de dit et de non-dit. Le régime de Vichy est le seul gouvernement national, avec celui de la Slovaquie, qui se soit aligné sur le régime nazi et se soit montré hautement disposé à «collaborer». Promoteur d'une fallacieuse «Révolution nationale», destinée à aligner la France sur l'Axe, à extirper la démocratie et anéantir les traditions républicaines, législateur d'une corporatiste «Charte du travail», le régime est aussi, d'emblée et sans qu'on l'y pousse, l'auteur d'un féroce «Statut des juifs» qui prélude à sa collaboration active avec l'occupant dans l'exécution de la Shoah. La création en 1943 de la Milice sous les ordres de Joseph Darnand, faisant régner la terreur, massacrant et torturant,²⁴⁸ marque la dernière étape de la criminalisation du régime. Or, très nombreux sont les personnalités publiques, les hauts fonctionnaires, les intellectuels qui, souvent très tardivement, ont été rattrapés par leurs collusions, leurs compromissions attestées (ou alléguées, ou encore gonflées pour les besoins de règlements de compte) avec ce régime honni et si proche – au premier chef le président François Mitterrand²⁴⁹ sur le passé, avant

248. Voir : Jean Delperrié de Bayac, *Histoire de la Milice (1918-1945)*, Fayard, 1995. Aussi : Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Points-Seuil, 1978.

249. En janvier 1942, bien que recherché par les Allemands en tant qu'évadé d'un stalag, le jeune Mitterrand travaille à la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale puis à partir de juin au Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre où il est chargé des relations avec la presse et où il favorise apparemment la fourniture de faux-papiers pour aider des évasions. En juin 1942, il participe à des réunions au château de Montmaur où sont jetées les bases du réseau de résistance auquel il se joint. En janvier 1943, Mitterrand démissionne du Commissariat. Au printemps 1943, il est décoré par Vichy de l'Ordre de la francisque. Selon Jean Pierre-Bloch, chef de la section non militaire du Bureau central de renseignements et d'action à l'époque, «c'était sur notre ordre que François Mitterrand était resté dans les services de prisonniers de Vichy. Lorsqu'il a été proposé pour la francisque, nous avons parfaitement été tenus au courant; nous lui avons conseillé d'accepter cette "distinction" pour ne pas se dévoiler.» (*De Gaulle ou le temps des méprises*, La Table ronde, 1969, 216) C'est seulement à partir de juin 1943 que François Mitterrand passe à la clandestinité. En novembre 1943, il se rend à Londres puis à Alger où il rencontre le Général de Gaulle, le Général Giraud et Pierre Mendès-France. Tout de même, Croix de feu avant la guerre; ami indéfectible de René Bousquet après guerre: cela faisait beaucoup...

et pendant la guerre, duquel une polémique violente et confuse se déchaîne en 1994 avec le livre de Pierre Péan, *Une Jeunesse française. François Mitterrand, 1934-1947*.²⁵⁰

- Une des toute premières «victimes» de l'exhumation de fâcheux souvenirs enfouis fut Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, convaincu par la presse en 1981 de s'être engagé en 1942 comme travailleur volontaire en Allemagne – et niant obstinément contre l'évidence.

Quatre années «à rayer de notre histoire» avait décrété le procureur général Mornet en 1945.²⁵¹ Entre 1944 et 1946, 350.000 Français vont être examinés par la justice en ce qui touche à leur conduite sous l'Occupation (mais fort peu à leurs fonctions officielles comme telles sous Vichy), nouveau traumatisme épuratoire, regorgeant de cas de sévérités excessives compensés par des indulgences suspectes et des omissions inexpliquées et aboutissant au bout de peu de temps à beaucoup de lassitude et à des amnisties inconsidérées.

Rien du moins n'a pu effacer le souvenir de ces années, en dépit du fait initial que lesdites «années noires» furent d'abord *refoulées* par une sorte de consensus général et oblitérées par le mythe, activé tant par les gaullistes que par les communistes et la gauche en général, d'une France fondamentalement résistante avec une petite poignée de traîtres au service de l'étranger. Le PCF, «parti des 75.000 fusillés», et les gaullistes étaient objectivement d'accord pour promouvoir ce mythe complaisant et naïf, fallacieux et mensonger, qui une fois en place, a lui-même *résisté* avec une obstination tétanisée à un demi-siècle de

250. Paris, Fyard, 1994. Mitterrand meurt du cancer alors que la polémique n'est pas éteinte en mai 1995.

251. *Quatre ans à rayer de notre histoire*. Paris: SELF, 1949.

prises en question et de démolition de tous ses éléments et arguments. Un film hollywoodien à grand spectacle, *Paris brûle-t-il ?* de 1966²⁵² montre à la libération une France insurgée et résistante – et en prime, une belle entente entre les FFI et l'armée du général Leclercq...

Les premiers travaux qui paraissent sur Vichy laissent percevoir des tentatives de la part de «nostalgiques» tenus à la prudence, tentatives pleines de dénégations, de reconstructions sophistiquées, d'omissions et de censures, de sauver *malgré tout* quelque chose du régime et de «réhabiliter» la mémoire du Maréchal Pétain – ce qui répondait sans nul doute au souhait secret d'une partie de l'opinion qui naguère avait acclamé le vieux maréchal.²⁵³

Dans la complaisante *Histoire de Vichy 1940-1944* (Fayard, 1954) de Robert Aron, ex-giraudiste, le modèle du genre, pas un mot sur les collaborateurs; pas un des mouvements collaborationnistes ne figure dans l'index! L'auteur nous y fait le coup d'un Pétain quasi-résistant *in petto*, «bouclier» de la France (tandis que de Gaulle était «l'épée») et cherche à reporter le blâme sur Pierre Laval tout en faisant l'impasse sur beaucoup des crimes et des aspects sordides du régime. André Siegfried, premier président de la Fondation nationale des sciences politiques en 1945, sociologue conservateur dont la tournure d'esprit ethniciste a été montrée plus que suspecte par Zeev Sternhell, avait introduit peu après la guerre ce mythe commode des «deux Vichy», un pas entièrement condamnable, le Vichy de Pétain, et un mauvais, le Vichy de Laval. Seuls les historiens communistes de ces années qualifient Vichy de «fasciste» (mais on sait qu'ils ont le «fascisme» facile) et Vichy pour eux était *un bloc*.

252. *Paris brûle-t-il ?* (1966) est un film franco-américain réalisé par René Clément, adapté du livre de Larry Collins et Dominique Lapierre.

253. Pétain meurt le 23 juillet 1951 à l'Île d'Yeu.

C'est tout à la fin des années 1960 que cette période initiale de dénégation et de refoulement massif s'achève et que le mur des censures et des mythes rassurants commence à s'effriter sous le coup de «chocs» successifs.

En 1968, Fayard traduit l'historien allemand Eberhard Jäckel: son *Frankreich in Hitlers Europa* paru en allemand en 1966 avait eu accès aux archives nazies et faisaient voir dans *La France dans l'Europe de Hitler*, sous un jour cru, l'étendue de la «collaboration d'État» de Vichy avec Berlin.

Ouvrage d'érudition très technique, ce livre n'aura pas l'impact traumatisant des deux premiers chocs successifs: – le film documentaire sur Vichy et la vie en «Zone libre» à Clermont-Ferrand, de Marcel Ophüls²⁵⁴, *Le Chagrin et la Pitié*, et – le livre de l'historien américain Robert O. Paxton, *Vichy France : Old Guard and New Order 1940-1944*, en anglais en 1972, traduit en français l'année suivante, qui va déclencher de véritables vagues de colère avant de s'imposer lentement contre un classique de l'histoire contemporaine.²⁵⁵

Le cinéaste Marcel Ophüls ne cherchait pas la sereine objectivité: dans son montage de documents d'époque entrecoupé d'interviews, il oppose au mythe rassurant de la France-peuple-de-résistants dont se berçaient alors les Français, un contre-mythe très poussé au noir, montrant avec délectation et prédilection les salauds et les lâches. Le choc est brutal, le film accablant, – tel que la volonté de faire silence l'emportera sur toute autre considération : réalisé en 1969, *Le Chagrin et la Pitié* ne sera

254. Marcel Ophüls, né le 1er novembre 1927 à Francfort, est le fils du réalisateur Max Ophüls et de l'actrice Hilde Wall.

255. *La France de Vichy 1940-44*. Seuil, 1973. Rééd. Seuil, 1999.

autorisé à la télévision qu'après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.

■ Il faut tout de même aller lire, pour corriger cette contre-image hyperbolique du documentariste, le travail rigoureux et plus serein de John F. Sweets, *Choices in Vichy France: the French under Nazi Occupation*, New York, Oxford University Press, 1986, qui porte sur la même ville du Massif central, Clermont-Ferrand: l'auteur y trouve bien peu de collabos et de miliciens et relève beaucoup d'actes de résistance.

■ Le Choc Paxton en 1973

Enzo Traverso a proposé la notion de «livre-événement» dans sa réflexion sur l'historiographie comme champ de bataille politique. Livres qui sont d'abord des pavés dans la mare, mais dont l'impact, également, sur toute une culture et une mémoire nationales va être durable, profond et *irréversible*.

Les jours de notre mort de David Rousset, *La question* de Henri Alleg, *l'Archipel du Goulag*, plus près de nous *Le livre noir du communisme* furent de tels livres – et *La France de Vichy* de Robert O. Paxton,²⁵⁶ aujourd'hui émérite de l'Université Columbia, relève aussi de cette rare catégorie, livre dont l'impact traumatisant sera prolongé par *Vichy et les Juifs* en collaboration avec le canadien Michael R. Marrus.²⁵⁷

Ce qui choqua le plus chez Robert Paxton est ce qui a résisté à toutes les recherches ultérieures qui ont corrigé et complété l'ouvrage sur bien

256. Paxton, Robert O. *Vichy France : Old Guard and New Order 1940-1944*. New York: Knopf, 1972.

257. Calmann-Lévy, 1981.

des détails: les politiques de Vichy n'ont pas résulté de pressions de l'occupant ; dans leur ignominie et leur criminalité, elles ont été spontanément *made in France*. La théorie du «bouclier» ne résiste pas à l'examen. Vichy s'est aligné sur l'Axe et a été au devant des désirs nazis. Les catégories de citoyens qui ont surtout souffert par la faute du régime (et non celle de la guerre et de l'occupant) sont les Juifs, les dirigeants de la III^e république, les communistes et les ouvriers du STO. Paxton montre aussi – ceci nous rapproche des querelles sur le «fascisme» d'avant-guerre – que ces politiques n'ont rien eu d'improvisé ni d'inattendu: elles étaient enracinées dans des projets et des visées des «élites» de droite sur la longue durée – et ces projets ont été largement repris, dûment amendés, sous les IV^e et V^e républiques. Il montre aussi, toutefois, que ce n'est nullement le personnel extrémiste des «ligues» qui occupe les postes de Vichy et en applique la politique, mais de fort classiques et dévoués fonctionnaires de la ci-devant république et de futurs technocrates. Et il montre que beaucoup viennent de la gauche, – autre source de traumatisme pour une partie de ses lecteurs.²⁵⁸ La modernité technocratique de Vichy et le rôle joué par des hommes de gauche étaient deux aspects alors intégralement occultés.

La question centrale de Paxton en 1972 est fort peu de se demander si Vichy était «fasciste», il le présente plutôt comme «clérical, autoritaire, conservateur», et Pétain comme plus proche de Salazar et de Franco que de Hitler, ce qui ne discute guère. Ce n'est que récemment que Paxton va revenir sur la qualification et l'approfondir [voir un peu plus bas].

258. Ce que confirmera S. Epstein qui «souligne la très lourde part prise par les gens de gauche et les pacifistes dans toutes les formes de la collaboration», *Un paradoxe français. Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*. Paris: Albin Michel, 2008, 317.

Paxton se borne – et c’est énorme – à anéantir la thèse du «double jeu» et à montrer le régime dans toute sa scélératesse en écartant impitoyablement les voiles lénifiants. Il montre par exemple, – des dizaines de recherche le suivront cette voie, – le caractère *sui generis* spontané de la politique antisémite et des persécutions. Son prochain livre, *Vichy et les Juifs* enfoncera le clou (en 1981, ce second livre sera accueilli avec moins de hurlements et de protestations, les esprits ayant évolué. À la toute fin des années 1980, la mémoire, elle aussi assoupie ou atténuée, minorée dans l’opinion, de la Shoah, et ce, partout en Occident, va muter en une «hypermnésie» du Mal absolu, résumant et condensant l’horreur du siècle. Mutation qui a son tour va irrévocablement fixer l’image de Vichy comme régime persécuteur et génocidaire et éliminer les dernières traces d’indulgence qu’on pouvait témoigner à son égard. Je parlerai aussi plus loin et plus en détail de cette mutation importante.)

Le livre de 1973 se termine par l’énoncé d’une «grave accusation morale» qui est, au bout d’un long travail descriptif et factuel, un réquisitoire:

[Vichy] a ouvert une nouvelle phase de la guerre civile larvée des années 30. Il a perdu son pari géopolitique puisque le conflit ne s’est terminé ni par une victoire de l’Allemagne ni par une paix de compromis dont il aurait été le médiateur, mais par le triomphe des Alliés. Il avait semé le vent des passions partisans, il a récolté la tempête.²⁵⁹ ... Le régime de Vichy n’a pas épargné d’épreuves à la population: elles ont peut-être même été plus rudes en France que dans les pays occidentaux entièrement occupés.

259. 353.

Ce ne sont pas seulement les pétainistes, c'est toute la droite française et une partie de la gauche en 1973 qui se déchaînent contre Paxton, mais aussi, comme on pouvait l'attendre, les historiens parisiens établis, en leur majorité, expriment avec leur coutumière autorité des tas de réserves et pinaillent sur des détails factuels; ils mettront des années à avaler le choc et à s'engager dans la voie tracée par Paxton, la nouvelle génération étant de moins en moins freinée par les prudences conseillées par les maîtres.

Ce n'est toutefois qu'en 2004, dans un *Festschrift* paru à Bruxelles, *La France sous Vichy*²⁶⁰, qu'hommage sera rendu à Paxton par tous les historiens du contemporain, enfin unanimes à reconnaître son apport et son importance. Jean-Pierre Azéma y parle avec emphase et justesse de «révolution paxtonienne». Il souligne de bon gré le rôle joué dans l'étude de la France contemporaine par les étrangers (de fait, les travaux américains continuent à abonder²⁶¹), il reconnaît l'interférence d'un certain protectionnisme académique qui mériterait d'être étudié. Il rend hommage aussi au *Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours* de Henri Rousso qui s'est mis en devoir de faire justement l'histoire de ces longues réticences et résistances à la recherche et à ses découvertes, devenues à leur tout un phénomène historique à part entière. Au reste, signale Azéma, jusqu'à la fin des années 1970, les archives de l'époque demeuraient secret d'État, inaccessibles au chercheur. Pascal Ory avec *Les collaborateurs 1940-1945*²⁶² est une première courageuse contribution autochtone sur ce «sujet tabou», parue en 1976. Azéma lui-même

260. Bruxelles: Complexe, 2004.

261. Exemple récent: Jackson, Julian. *France, the Dark Years 1940-1944*. Oxford: Oxford UP, 2001.

262. Paris: Seuil, 1976.

contribuera au travail nécessaire avec, en 1979, le monumental *De Munich à la Libération*.²⁶³

Le Régime de Vichy et les Français forme les actes d'un grand colloque parisien tenu en 1990 : quarante-cinq ans après la chute, «n'était-il point temps d'arracher Vichy aux simplismes, aux approximations, aux représentations névrotiques telles qu'elles ont été cultivées, ressassées ici ou là?»²⁶⁴ Bonne question! Quant à la question qui fait l'objet de cette étude, on reste sur sa faim: «Vichy était-il fasciste? La question reste posée.»²⁶⁵

■ C'est aussi que l'idéologie de la Révolution nationale n'avait pas fait l'objet d'analyse poussée jusqu'à L. Yagil: la France académique demeure réticente à sonder *les discours* et ce qu'ils peuvent apprendre.²⁶⁶

Dans une conférence prononcée à Paris en 1994²⁶⁷, Robert O. Paxton qui va bientôt publier cette somme théorique qu'est *The Anatomy of*

263. Et ensuite: – Azéma, Jean-Pierre et François Bédarida, dir. *La France des années noires*. Paris: Seuil, 1993. 2 volumes. – Azéma, Jean-Pierre et François Bédarida, dir. *Le Régime de Vichy et les Français*. Paris: Fayard, 1992.

264. 764.

265. 37.

266. Yagil, Limore. «*L'homme nouveau*» et la Révolution nationale de Vichy (1940-1944). Villeneuve d'Ascq : PU du Septentrion, 1997. Le sujet de Yagil est la «fascination que la Révolution nationale a exercé sur de larges fractions de la population». 9. L'étude privilégie la dimension psychologique de l'histoire du régime et montre, contre toutes les idées reçues, son pouvoir de créer de l'enthousiasme et de stimuler les fantasmes patriotiques. «L'Homme nouveau» a été le «rêve central de la Révolution nationale, illustré par une foule de textes d'allure utopique». 10.

267. «Les fascismes, essai d'histoire comparée», XVI^e conférence Marc Bloch, 13 juin 1994, sur cmb.ehess.fr

*Fascism*²⁶⁸ est revenu sur la question du fascisme vichyssois. Sa conclusion finale est que Vichy ne naît pas fasciste – il le *devient* : «au fur et à mesure que Vichy se transforme en État policier sous les pressions de la guerre, des institutions parallèles apparaissent: la milice, les cours martiales, la police aux questions juives.» En 2005, dans le collectif de Brian Jenkins, Paxton applique à Vichy son paradigme des *Five Stages*, des cinq étapes: on ne peut définir un fascisme-essence, il faut distinguer et définir à chaque étape les stades de: doctrine, mouvement, conquête du pouvoir, régime, radicalisation.²⁶⁹ Le premier stade accompli dans la France de l'avant-guerre est hors de doute.²⁷⁰ Mais le régime de Vichy n'est pas fasciste au départ: il lui manque des institutions parallèles et un parti unique.

■ Vichy comme syndrome, entre amnésie, refoulement et hypermnésie

«La France est malade de son passé», écrit Henri Rousso au début de *La Hantise du passé*.²⁷¹ La mémoire des années 1940-1944 a profondément changé, elle a muté entre 1945 et 2009. À partir de 1980, après la longue latence dont j'ai fait état, des polémiques sur ce passé s'élèvent et se multiplient et le sujet «Vichy» s'installe dans la sphère publique pour ne plus la quitter. Après des années de dénégations et de refoulement, la France est finalement allée dans la direction opposée, elle est parvenue vers la fin des années 1990 à un épisode de frénésie de

268. New York: Knopf, 2004. En livre de poche: Vintage Books, 2005.

269. Jenkins, Brian, dir. *France in the Era of Fascism*. New York: Berghahn, 2005.

270. 117.

271. Paris: Textuel, 1998.

commémorations, poursuites et repentances accompagné de la lancinante injonction du «devoir de mémoire».²⁷²

Le travail de Henri Rousso est paradoxal²⁷³ : il pratique une chose nouvelle, *l'histoire de la mémoire*, de ses amnésies, censures, obsessions, hypermnésies, des usages et mésusages du passé, de ses fonctions identitaires et affectives, de tout ce qui est étranger au travail de l'historien mais qui, d'autre manière, figure comme l'ombre portée de l'événement sur la longue durée. Il discerne quatre étapes pour et sur Vichy : le Deuil inachevé jusqu'en 1954; le Refoulement jusqu'à 1971; le Miroir brisé, 1971-75; Un enjeu de mémoire obsessionnel, de 1975 à —.

Très critique des commémorations judiciaires ratées qui ponctuent la fin du siècle – comme le procès de Maurice Papon, modèle du genre – il écrit : «le trop-plein du passé me paraît à la réflexion une chose au moins aussi préoccupante que le déni du passé.»²⁷⁴ Ceci l'amène dans *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*, à consacrer un chapitre titré «Juger le passé» à réfléchir à ces compulsions de rituels judiciaires tardifs, à creuser les rapports ambigus et conflictuels entre justice et histoire, rapports exacerbés en France en ce qui touche à Vichy depuis vingt ans de procédures renouvelées. Rousso se pose des questions perplexes sur le rôle «pédagogique» allégué de ces procès confus. Au

272. Voir : P. Blanchard et I. Veyrat Masson, *Les guerres de mémoire, la France et son histoire*. Paris: La Découverte, 2008. L'Obsession mémorielle française a aussi intéressé les Américains: Richard J. Golsan. *Vichy's Afterlife*. Lincoln: U of Nebraska Press, 2000. L'auteur étudie les procès Bousquet, Papon, les négationnistes et leurs adversaires, *Lacombe Lucien*, le passé de Mitterrand, les guerres de Yougoslavie comme «retour» du fascisme...

273. Rousso, Henry. *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*. Paris: Seuil, 1990. = 2^e édition ; la 1^{ère} = 1987. + Conan, Éric et Henry Rousso. *Vichy, un passé qui ne passe pas*. Paris: Fayard, 1994. + Rousso, Henry. *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*. Paris: Gallimard, 2001.

274. *La Hantise du passé*

procès de Paul Touvier, quatre «experts» furent appelés à la barre: René Rémond, incontournable, François Bédarida, Robert Paxton, Michel Chanal: dire dans un prétoire la vérité historique à *charge*? Quel sens ceci peut-il avoir?

Rappelons ici une sommaire chronologie des principaux retours d'actualité de Vichy:

1987: Procès de Klaus Barbie, «le boucher de Lyon».

1991: Inculpation de René Bousquet, ci-devant préfet de police de Bordeaux.

1992: Film de Claude Chabrol. *L'œil de Vichy*.

1993: Meurtre de René Bousquet. (Christian Didier son assassin déclare à la presse que Bousquet était le «mal incarné» et méritait la mort.)

1994: Livre de Pierre Péan sur la jeunesse-Mitterrand.

1994: Procès du milicien Paul Touvier.

1995: Discours de Jacques Chirac sur la responsabilité française dans la déportation des Juifs.

1996: L'abbé Pierre demande qu'on réexamine les preuves de la prétendue Holocauste et dénonce les sionistes. Consternation générale!

1998: Procès et condamnation de Maurice Papon.²⁷⁵

C'est bien de Vichy (et de la Collaboration²⁷⁶) qu'il s'agit désormais et qui obsède de plus en plus à mesure que les témoins disparaissent et que le temps s'éloigne. Jadis, ai-je dit, les Français entretenaient de consolants souvenirs-écrans: les Français avaient résisté, seule une minorité de sots et de lâches avait soutenu Pétain, un plus petit nombre

275. Cette affaire judiciaire qui traînait avait commencé en 1981, alors que Maurice Papon était ministre du budget dans le gouvernement Barre. Papon meurt en 2007.

276. Et du plus tabou, la collaboration militaire, la LVF, la Milice.

encore de traîtres avait collaboré... Jadis on évoquait surtout la Résistance face à l'Occupation, des Français contre des hommes en *feldgrau*, mais fort peu le régime de Vichy, – encore moins éprouvait-on le moindre intérêt pour la doctrine de la Révolution nationale «qui entendait réformer en profondeur la société française» (mais n'y est guère parvenu, certes). À la place des célébrations de jadis des héroïsmes résistants, on ne cesse de procéder désormais et depuis quelque vingt ans à l'exhumation de passés honteux, de misérables secrets individuels et à la destruction des ultimes lambeaux des «mythes» commodes, – y compris ceux véhiculés naguère par l'antifascisme. Plaintes, poursuites tardives, procès se multiplient.²⁷⁷ Les «fachos» du Front national contribuent à faire constamment évoquer Vichy – *épitomé* de la Mauvaise France. Les livres sur Vichy sont, cette année encore, en courbe exponentielle.

C'est le retour du refoulé, du censuré: la France en 1995 par la voix du président Jacques Chirac reconnaît sa responsabilité dans la Rafle du Vél' d'hiv. Réveil de la mémoire de la Shoah et renversement des perspectives: en 1946, *La bataille du rail* montrait l'héroïsme des gars de la SNCF. En 2006, des actions judiciaires sont en cours contre la SNCF et son rôle dans la déportation, donc le génocide. Vichy est ainsi devenu un «bouc émissaire» (René Girard) qui permet aux Français d'«expulser le mal» sans avoir à regarder en face (du moins pas encore...) d'autres épisodes peu glorieux et plus récents.

■ Vichy fasciste ? *Sic et non*

Alors, au bout du compte, fasciste ou non, L'État français? D'une certaine façon, au vu de l'horreur croissante que le régime inspire, il n'importe plus beaucoup de le classer et le nommer.

277. Il y a aussi un livre à faire sur le roman de Vichy et de l'Occupation: Duras, Perec, Modiano, Tournier, Jardin et al.

Michèle Cointet dans son *Vichy et le fascisme* tient que non: la «révolution» de 1940 a été réalisée par les conservateurs; il est vrai que M. Cointet tient aussi pour la vieille thèse qu'il n'y a pas de «matrice fasciste» entre les deux guerres.²⁷⁸ Marcel Déat, Doriot ne seront qu'une opposition fascisante utilisée de Paris par l'occupant pour faire pression sur Vichy. «Le fascisme ne pouvait pas réussir parce que les conservateurs étaient tout puissants dans la France de 1940».²⁷⁹ «Les effectifs des partis proprement collaborationnistes restèrent faibles puisqu'on s'accorde à penser qu'ils ne dépassèrent pas dans les différents départements 1% de la population.»²⁸⁰ L'auteur reprend et illustre la notion de «dictature plurielle» ou «pluraliste», introduite par Stanley Hoffmann: Vichy est un régime autoritaire en forme de panier de crabes, une dictature tirée à hue et à dia par des catholiques intégristes, des catholiques sociaux, des maurrasiens et autres contre-révolutionnaires, des technocrates modernisateurs et une poignée de «vrais fascistes». Toutes les variantes de la droite sont bien représentées dans la ville d'eau – et quelques variétés de gauche, notamment pacifiste. Il y a dès lors bien des gens à Vichy qui pensent parti unique, corporatisme, dirigisme, contrôle de la jeunesse, organisation de la propagande, persécution des Juifs, mais ils n'ont pas les mains libres ni les coudées franches, ils enregistrent des «succès» et des échecs.

Les ultra-fascistes collaborationnistes ont quitté Vichy qui les a déçus pour Paris où ils font des avances à l'Occupant et se targuent même de

278. Cointet[-Labrousse], Michèle. *Vichy et le fascisme*. Bruxelles: Complexe, 1987. ❸ rééd. 1991.

279. 246.

280. 247.

le conseiller et le stimuler.²⁸¹ C'est avec son appui qu'ils créent ou ressuscitent dans la Zone Nord des partis expressément fascistes, quatre «partis uniques» en fait, ce qui fait indubitablement trois de trop: le PPF de Doriot, le RNP de Marcel Déat, fusionné avec le MSR de Deloncle, et le Parti franciste de Marcel Bucard.

M. Cointet conclut: «En 1941, le régime de Vichy est incontestablement autoritaire, mais il n'est pas fasciste car il n'a pas de parti unique.»²⁸² Pas de mouvement de masse, sinon velléitaire, et, à la place d'un agitateur dans la force de l'âge, un vieillard un peu gâteux, héros de la dernière guerre.

Pour Jean-P. Azéma et François Bédarida, dans leur *France des années noires* (Seuil, 1993) en deux volumes, grand travail qui traite de ces années sous tous les aspects, «l'État français est à ranger parmi les régimes autoritaires de type charismatique»; les auteurs reprennent le paradigme de la dictature pluraliste mettant en concurrence les diverses «familles» des droites au grand complet. Régime d'exclusion, régime autoritaire et policier donc qui, à partir de 1942 est entraîné dans un «dérapage totalitaire»²⁸³ (C'est tout de même bizarre cette catachrèse du «dérapage» [plus forte que «dérive»] qui implique une évolution anormale et accidentelle suite à une perte de contrôle inopinée de l'allure ordinaire: est-ce bien ceci que l'on veut dire?)

281. Encore un ouvrage américain à signaler ici, mais postérieur au livre pionnier d'Ory : Gordon, Bertram. *Collaborationism in France during the Second World War*. Ithaca NY: Cornell UP, 1980.

282. Cointet, 94. C'est Déat qui réclame à cors et à cris la création d'un parti unique mais il en sera pas écouté. On verra: Cointet, Jean-Paul. *Marcel Déat du socialisme au national-socialisme*. Paris: Grand livre du mois, 1998.

283. I, 179.

En synthèse: «Force est de reconnaître que Vichy ne saurait être rangé parmi les régimes fascistes à part entière.»²⁸⁴

Pascal Ory ne qualifie pas non plus Vichy de fasciste parce qu'il réserve ce terme pour les collabos demeurés à Paris, lesquels forment l'«approximation d'un fascisme français avec la synthèse propre que ce qualificatif implique: élitare, populaire, totalitaire.»²⁸⁵ Ce sont eux d'ailleurs qui reprochent amèrement à Vichy de n'avoir rien compris à «la nouvelle Europe». Ory admet toutefois «une fascisation de la révolution nationale» à partir de 1943 et de la création de ce qu'on a pu nommer «l'État milicien», État coupé désormais de la population.²⁸⁶

Henri Roussio qui admire le travail de Z. Sternhell sur l'entre deux guerres et sur Vichy, ne le suit pas en tout, ni en ce qui est pour celui-ci l'essentiel:

...quand bien même on serait réticent à l'idée que Vichy appartient à la catégorie des fascismes, ce qui est un autre problème.²⁸⁷

D'autres historiens choisissent des positions mitoyennes. Robert O. Paxton, on l'a vu, opte pour un *devenir-fasciste* du régime. C'est aussi ce que décrit Pierre Milza dans *Fascisme français, passé et présent*: né réactionnaire, et en dépit de son antisémitisme immédiat, Vichy subit

284. *Ibid.*

285. Ory, Pascal. *La France allemande*. Édition revue. Paris: Gallimard, Folio Hist., 1995. 29. «Inversion des formules à succès du léninisme», ajoute-t-il, 31.

286. Pour A. G. Slama, «Vichy était-il fasciste?», *Vingtième siècle*, juil.-déc. 1986, la réponse est également *non*.

287. *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*. Paris: Gallimard, 2001, 39.

une «dérive totalitaire» à partir de la fin de 1942 en même temps que l'appui de la population se fait de plus en plus réticent. Philippe Burrin dit de même, mais avec une datation bien plus tardive, «il faut attendre 1944 pour qu'une composante fasciste sous la forme de la milice de Darnand occupe une place dans le régime avec l'appui de l'occupant».²⁸⁸

Pour *La France d'un siècle à l'autre, dictionnaire critique* de Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli et Maurice Agulhon²⁸⁹, Vichy est un hybride qu'il est malaisé d'identifier pleinement au fascisme: le pouvoir absolu de Pétain, la destruction des libertés, la politique de persécution des Juifs le rapprochent du fascisme, – la subsistance de l'Église catholique et de son influence, l'absence d'expansionnisme, de parti unique l'en distinguent.

Il est évident qu'un fascisme de puissance vaincue, amoindrie et humiliée ne peut qu'exhiber une allure particulière. Vichy n'appartient pas à la même catégorie que les régimes de Rome et de Berlin, qui en dispute?, mais on revient, en écartant par ce biais la qualité de «fasciste», à cette démarche bizarre dans le contexte: *élire un étalon absolu/comparer/distinguer* dont j'ai déjà signalé la stérilité fallacieuse.

Je pense que ces nuances introduites, au reste pertinentes et argumentées, ici n'est pas la question, sur la *vraie nature* de Vichy servent notamment aux historiens académiques à se démarquer de l'identification tranchante qui émane depuis les années 1950 de dizaines de livres produits par l'édition communiste – répétant *verbatim* l'antienne orthodoxe du «régime fasciste représentant les milieux les plus réactionnaires du capital monopoliste». Roger Bouderon publie

288. *Fascisme, nazisme, autoritarisme*. Paris: Seuil, 2000, 260.

289. [Paris] : Hachette Littératures, 1999.

aux Éditions sociales en 1980 *La France dans la tourmente* et reprend la ritournelle stérile qui tient lieu d'explication historique : Vichy a été «l'adaptation structurelle recherchée depuis plus d'un siècle par le grand capital» etc.

Jean-P. Azéma remarque que le débat sur le fascisme-ou-non vichyssois est devenu assez vain toutefois et qu'il obscurcit le travail historiographique plutôt qu'il ne l'éclaire.

Somme toute, seul Z. Sternhell tient pour un fascisme de Vichy sans bémols, sans *si ni mais*. Dans son œuvre, Vichy est la preuve mise sur la somme des progrès du fascisme français dans les années 1920-1930. Il est «l'aboutissement logique d'une tradition longtemps minoritaire mais toujours vigoureuse et à l'affût d'une grande occasion».²⁹⁰ Cependant lui aussi compare pour ce faire avec le *type* premier, mais c'est au détriment du régime du Maréchal:

Le régime de Vichy ne fut donc pas moins fasciste que l'Italie de Mussolini. À bien des égards, il fut plus brutal, avec une législation raciale plus dure que les Lois de Nuremberg et mise en œuvre avec infiniment plus de rigueur qu'en Italie.²⁹¹ ... À certains égards, le régime de Vichy fut plus proche de la dictature nazie que de la dictature fasciste.²⁹²

Dans la mesure même où Vichy est, aux yeux de l'Israélien, le fatal produit d'une France qui était «largement contaminée» de longue date,

290. *Ni droite*, 2000, 497.

291. In Dobry, op. cit. 401.

292. *Ibid.*, 390.

le régime ne peut plus être présenté comme un accident dû à la défaite et aux pressions de l'occupant.

■ Vichy, la Shoah et l'antisémitisme français

Si le mot «fascisme» a longtemps condensé l'idée du mal dans l'histoire – de conserve avec le concept de «totalitarisme», né chez les opposants à Mussolini, redéfini sous la Guerre froide, relancé après la chute des régimes communistes, vers la fin des années 1990, c'est plutôt la Shoah – et dès lors l'antisémitisme génocidaire – qui vont désormais incarner pour les nouvelles générations le Mal absolu. L'événement le plus monstrueux du 20^{ème} siècle, la Shoah (ce terme que Claude Lanzmann a fait connaître est devenu le plus fréquent pour désigner le crime) est devenu à la fois le phénomène emblématique d'un fait historique dont la mémoire est mondialisée, le sujet d'innombrables mémoriaux et monuments de par le monde, le point de référence des concepts de crime contre l'humanité, la base d'une jurisprudence pour les autres crimes génocidaires, la référence identitaire de nombreux Juifs de par le monde, dont à coup sûr les Juifs américains sécularisés (voir le livre de Novick et celui de J. Woocher²⁹³). En 2002, le Conseil de l'Europe fait du 27 janvier la Journée de la mémoire de l'Holocauste.

La Shoah est devenu le point de départ de toute une réflexion sur l'interdiction d'oublier et la transmission générationnelle, l'objet inépuisable d'innombrables essais philosophiques, études sur son interprétation, sa raison-déraison historiques, dénonçant les négationnistes et s'interrogeant sur les modes d'instrumentalisation de cette mémoire qui n'échappe pas à la conjoncture intellectuelle changeante.

293. *The Holocaust in American Life*. Boston: Houghton Mifflin, 1999. *L'Holocauste dans la vie américaine*. Paris: Gallimard, 2001. Voir aussi Jonathan Woocher, *Sacred Survival: The Civil Religion of American Jews*.

Or, si on peut disputer à perte de vue de savoir si Vichy fut typiquement ou atypiquement ou insuffisamment fasciste pour l'être, du moins fut-il un régime de persécution antisémite, un régime de racisme d'État. Qui discute de son degré de «fascisme» ne saurait plus nier sa contribution active au crime génocidaire.

La «collaboration» désormais se condense et se résume en appui d'État à la Solution finale par les rafles et la déportation. C'est un acquis, trente cinq années après Paxton:

...sans qu'aucune pression soit exercée par l'Allemagne, l'État français conduit une politique antisémite autonome.²⁹⁴

En réalité, malgré le *Vichy et les Juifs* de Paxton et Marrus, 1981, malgré *Vichy-Auschwitz : le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France - 1942* de Serge Klarsfeld, deux volumes chez Fayard, 1983, en dépit des efforts archivistiques du Centre de documentation juive de Grenoble, la mise en lumière de l'antisémitisme persécuteur de Vichy a mis longtemps à s'imposer. Le fait que les efforts de Vichy pour protéger les Juifs citoyens français furent nettement moins énergiques que ceux de l'Amiral Horthy en Hongrie a eu de la peine à se faire admettre. Oui, Vichy offrit volontairement de traquer les juifs étrangers en Zone non occupée. Le fait d'une opinion publique antipathique aux Juifs, en 1940-1942 du moins, n'est pas moins pénible à reconnaître. Le génocide en France et avec l'appui de la France, ce sont 76.000 Juifs déportés dont 3% ont survécu.²⁹⁵

294. *La France d'un siècle à l'autre – dictionnaire critique* par Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli et Maurice Agulhon. Hachette, 1999.

295. Données établies par *Vichy et les Juifs*.

À partir des années 1990 toutefois, par un retournement frappant, relève Henri Roussio, la question du rôle enfin perçu de Vichy dans la Solution finale va départager désormais en un clivage moral, «impitoyable et anachronique»,²⁹⁶ ceux qui ont dénoncé les lois antisémites et ceux, la majorité évidemment, qui les ont acceptées fût-ce passivement. La mémoire du Génocide occupera désormais le premier plan et avoir été vichyste ou collabo, c'est désormais, essentiellement, avoir été, de près ou de loin, complice de la Shoah. La *judiciarisation de Vichy* est concomitante de ce changement fondamental de perspective.

Soudain au début du 21^e siècle, les études sur l'antisémitisme français se mettent à abonder, tout débonde, tout sort au grand jour, apportant son poids de honte et d'horreur: *La Shoah en France* de Serge Klarsfeld, Fayard, 2001, mais aussi de L. Joly, *Vichy dans la Solution finale, histoire du Commissariat aux questions juives*, 2006, précédé de son *Darquier de Pellepoix et l'antisémitisme français*, 2002, Serge Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*, 2008, – parmi plusieurs autres.²⁹⁷

Du même coup, les années trente se trouvent revisitées avec suspicion, non plus du point de vue un peu épuisé de son fascisme-ou-pas, mais de son évident et omniprésent antisémitisme. On voit paraître de Ralph Schor, *L'antisémitisme en France pendant les années 30, prélude à Vichy*, 1991 et une nouvelle version développée, *L'antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, 2005. Paul Kingston, un britannique, montre dans *Antisemitism in France during the 1930's: Organizations, Personalities and*

296. *Vichy, l'événement*, 41.

297. Mentionnons le livre de Robert Badinter sur *Un antisémitisme ordinaire. Vichy et les avocats juifs*. Paris, Fayard, 1997.

*Propaganda*²⁹⁸ que c'est l'antisémitisme en progression constante qui sert de *tissu conjonctif* à la droite, aux droites néo-monarchiste, ligueuse et simplement conservatrice (et j'ajoute à une partie de la gauche anarcho-syndicaliste et révisionniste) et, au delà, qui engendre une contamination générale de l'opinion.

■ Pierre Birnbaum et le paradigme des deux France

Je n'aborde l'œuvre d'historien des idées politiques de Pierre Birnbaum²⁹⁹ que sous l'angle du contraste qu'on doit établir entre l'approche qui est celle de ses livres et celle de Z. Sternhell en ce qui touche à la période de montée en puissance du nationalisme antisémite en France, entre la parution de *La France juive* et la Grande guerre.

Les études menées par le politologue de la Sorbonne sur les années 1880-1914, dans *La France aux Français, histoire des haines nationalistes* notamment, n'ont nullement recours aux notions tant discutées de «fascisme» ou de «préfascisme»,³⁰⁰ et semblent pouvoir s'en dispenser, de même qu'elles contredisent radicalement (sans même se donner la peine de le discuter) le paradigme des Trois droites et qu'elles sont loin de conforter le mythe d'une quelconque «immunité» de la France, sinon au fascisme du moins à un «nationalisme» exacerbé et croissant (ce mot dans son sens actuel n'apparaît que vers 1889), nationalisme de haine anti-républicaine, anti-démocratique et antisémite tout d'un

298. Hull: U of Hull Press, 1983

299. Pierre Birnbaum est professeur de sociologie politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris.

300. Dans l'introduction de *Un mythe politique*, Birnbaum parle d'un «débat réducteur».

tenant – connexion décisive et fatale que Birnbaum va s'employer à creuser dans ses livres successifs.³⁰¹

P. Birnbaum montre en effet, de chapitre en chapitre de *La France aux Français* le caractère *pivotal* de l'antisémitisme en France pour tout ce qui, par des voies diverses, s'oppose au consensus républicain.³⁰² Le rejet de la République va de pair avec la haine des juifs, intégrés naguère dans une citoyenneté «sur le mode universaliste» et rejetés dans une conception ethniciste. Les Juifs visés par cette haine nationaliste sont surtout, au sentiment de Birnbaum et conformément à la connexion qu'il perçoit, les «Juifs d'État» plus que les Juifs de la «haute banque» et de la finance. De Léon Blum à Pierre Mendès France, l'idée d'une «République juive» se trouve «confirmée» par les nationalistes et les cléricaux tout au long du 20^e siècle et jusqu'à nos jours.

Birnbaum a surtout étudié la période qui va de l'Affaire Dreyfus et ses prodromes aux années 1930 et à Vichy. Or, où sont justement les trois droites chères à René Rémond, les droites bien distinctes pendant l'Affaire? Il n'y a au fond trois partis, trois catégories de journaux et de doctrines de droite que dans le train-train de la vie parlementaire de jadis, en dehors des périodes de crise où elles s'agglutinent pour «faire front» et où apparaît une autre figure qui est celle que décrit perspicacement Pierre Birnbaum, celle des *Deux France*, – d'un côté la République, de l'autre et avant tout, les catholiques, censément ultra-patriotes, qui la rejettent en bloc et cherchent à l'anéantir.

301. Birnbaum, Pierre. *La France aux Français. Histoire des haines nationalistes*. Paris: Seuil, 1993. ♦ rééd. Seuil, 2006. + *Le peuple et les gros: histoire d'un mythe*. Paris: Grasset, 1979. ♦ Hachette, 1985. + *Un mythe politique: «la république juive». De Léon Blum à Pierre Mendès France*. Paris: Fayard, 1988.

302. Birnbaum rejette l'interprétation strictement «économique» de l'antisémitisme avancée par H. Arendt comme par bien d'autres.

Deux France. Dès lors chez Birnbaum, le long récit d'un livre à l'autre d'une «guerre franco-française», exacerbée au tournant des deux siècles et que rien n'apaisera jusqu'au triomphe passager de l'un des «camps» de cette guerre civile avec l'instauration de l'État français. C'est en effet le récit d'«une quasi-guerre civile aux facettes multiples»,³⁰³ guerre du «Pays réel» contre une république aux mains des «Quatre états confédérés», juifs, protestants, maçons et métèques. Cette «guerre» (parfois sans guillemets) entre les Français construit rapidement un «camp» soudé et permet d'observer la convergence, dans un refus global, de toute la critique du rationalisme de *l'Aufklärung*, de la démocratie, de l'universalisme et des droits. Ce camp intègre ou du moins il fait des avances à une partie extrême de l'extrême gauche, souvent tentée, ce ne saurait être un hasard, par un antisémitisme de dénonciation du «capital apatride» pour laquelle la démocratie «bourgeoise» est le mal et la chose à supprimer avant tout.³⁰⁴ Le «camp» tient ainsi ensemble et agglomère des familles d'esprit diverses par le

303. *France*, 29.

304. Vers 1890, des socialistes comme Albert Regnard, défenseur blanquiste des «Aryens» exploités, envoient leur fraternel salut «socialiste» à Drumont, dénonciateur du capitalisme juif. Cf. Regnard, Albert-Adrien. *Aryens et Sémites. Le bilan du judaïsme et du christianisme*. Paris: Dentu, 1890, dédicace. Je renvoie ici à mon livre *La démocratie, c'est le mal. Un siècle d'argumentation antidémocratique à l'extrême gauche*. Québec: Presses de l'Université Laval, 2004. Ce que j'analyse dans cet essai, c'est *l'hostilité de principe*, fondée en doctrine socialiste (et libertaire), à la démocratie, telle qu'elle s'est exprimée continûment en certains secteurs de l'extrême gauche de l'époque romantique à la Première Guerre mondiale. À l'orée de la Première Guerre, tout est dit et redit des arguments antidémocratiques qui ont profondément pénétré l'extrême gauche. Mais l'issue de la première grande guerre civile européenne servira de caisse de résonance aux anciennes haines anti-démocratiques qui passent à l'acte et triomphent dans les idéologies et surtout dans la praxis bolcheviques et fascistes. La critique de la démocratie complice des maux sociaux, sous ses formes les plus sophistiquées, a été à l'extrême gauche d'une remarquable persistance. C'est bien parce que les malheurs du court XX^{ème} siècle ont partie liée à l'antidémocratie et à ses aveuglements qu'il importe de remonter à leur origine et de comprendre ce qui les a préparés, ce qui a préparé les esprits militants à accepter l'idée que la démocratie est un mal, une imposture, une chose à supprimer.

rejet de tout ce qui est issu de 1789, la démocratie et les droits, – et tout d'un tenant l'émancipation des Juifs et des protestants.

C'est peut-être la catégorie «fascisme» qui, trop vainement discutable et trop étendue dans le temps en vue d'englober, quarante ans avant la lettre «*fascismo*», le fait culturel fin-de-siècle du «refus des Lumières», sous les formes multiples, mais identiquement virulentes, de *La Croix* des Père assumptionnistes et du *Petit Caporal* bonapartiste et de *L'Intransigeant* de Rochefort et de la presse boulangiste en allant aux versions littéraires et savantes, à Édouard Drumont, Maurice Barrès, Jules Soury, G. Vacher de Lapouges, G. Le Bon, c'est peut-être cette catégorie qui est trop incertaine et finalement stérile.

Birnbaum va mettre l'accent, du point de vue généalogique, sur quelque chose dont ni Sternhell ni, surtout, ses adversaires ne dégagent la centralité : les fondations avant tout *catholiques* du nationalisme antidémocratique – dimension religieuse/cléricale absente, et pour cause, du paradigme rémondien comme elle est sous-estimée par le paradigme de convergence du nationalisme et d'un certain socialisme de Z. Sternhell. La haine de la république, son rejet en bloc, viennent avant tout, aux débuts de la III^e République, du monde catholique, ils découlent de l'hostilité immuable de l'Église à l'égard de la république laïque et de ce que la presse catholique appelait en effet avec horreur il y a un siècle «la révolution» – ceci, avant que des doctrinaires agnostiques ou indifférents (ou même antireligieux) de la fin de siècle ne lui fassent subir une *sécularisation* marquée – *compensée* par une sacralisation accentuée de l'État «national» et ce, tout en cherchant les moyens de donner à la doctrine ainsi amendée une séduction propre à l'ère des masses (c'est ici que le «socialisme» antisémite à la Barrès fera merveille). Si on y tient, c'est dans cette *sécularisation* que se préfigure le fascisme – notamment italien.

En dégageant l'origine catholique de l'hostilité *synchrétique* aux droits de l'homme, à la République, aux juifs, aux protestants et en montrant la cohésion de ces haines tout d'un tenant de ce qui, pour la droite, forme l'Anti-France, Birnbaum décrit un fait indiscutable et qui clarifie l'histoire idéologique française.³⁰⁵ Il voit bien comment des «positivistes» agnostiques et laïcs, ici encore très divers de formation, comme le Dr Charcot, ou l'anthropologue montpelliérain Vacher de Lapouges, ou le «psychologue des foules» Gustave Le Bon transposent en clé scientifique (c'est à dire darwiniste-sociale) l'antidémocratie, significativement apparié à l'antisémitisme omniprésent et à l'horreur du monde ouvrier, à l'anti-socialisme, – le socialisme, cette figure accomplie de la trahison «nationale». C'est en refoulant l'élément catholique mais en conservant le «corporatisme», projet intégralement élaboré dans ce monde, et en gonflant par compensation l'élément nationaliste en «statolâtrie»³⁰⁶, en religion politique «palingénésique», que se produit la transmutation modernisée et modernisatrice qui un jour prochain fera la dynamique du *fascio*. De même et du même mouvement, l'anti-judaïsme religieux se transmue sans peine en conservant sa charge haineuse, chez ces esprits qui se veulent «modernes», en un antisémitisme «scientifique».

Birnbaum souligne bien qu'il ne s'agit pas tant ici de simples idéologies en conflit que du choc entre deux «cultures», catholique et laïque à l'origine, devenues incompréhensibles et intolérables l'une à l'autre. La continuité de l'Anti-république (avec sa séquelle des autres “anti-” inséparables) est démontrable et édifiante; elle est effectivement

305. Je renvoie à mes propres travaux sur cette convergence: *Ce que l'on dit des Juifs en 1889. Antisémitisme et discours social*. Préf. de Madeleine Rebérioux. Paris, Saint-Denis: Presses de l'Université de Vincennes, 1989. «Culture & Société». + *Un Juif trahira: l'espionnage militaire dans la propagande antisémite, 1886-1894*. Montréal: Ciadest, 1994. Rééd. Discours social, 2003.

306. Voir la théologie antirépublicaine de 1848 de : Martinet, abbé Antoine. *Statolâtrie, ou Le communisme légal*. Paris: Lecoffre, 1848.

continue (en dépit de réfections frontalières et de contradictions conjoncturelles), des dreyfusards et antidreyfusards, au Front populaire et aux ligues, aux résistants *vs* les pétainistes et collabos – et elle perdure après la guerre et jusqu’à nous. Tout s’enchaîne «avec une persévérance et une obstination sans faille» jusqu’au discours actuel du Front national – qu’on parle de cléricaux, de nationalistes, de fascistes ou de national-populistes selon les moments.³⁰⁷

Ce sont au fond les mêmes doctrinaires fin-de-siècle que convoquent à la barre le Sternhell de *La droite révolutionnaire* et Pierre Birnbaum: Barrès, Déroulède, Drumont etc. Toutefois, Birnbaum ne fait guère de place au socialisme national antidémocratique /autoritaire de l’extrême gauche dont Sternhell, cette fois, a eu raison de souligner la fatale convergence avec la droite. Socialisme souvent radical et toujours teinté d’antisémitisme.³⁰⁸ Je dirais même que Birnbaum le sous-estime.³⁰⁹ Ceci, en dépit du fait que le mouvement ouvrier, profondément divisé et tiré à hue et dia, a aussi développé un «camp», peut-être prédominant, qui était résolument démocratique (mais également, camp à tendance *réformiste* à la Jaurès).³¹⁰ Et même si le

307. *Mythe politique*, 116.

308. J’évoquerai par exemple les écrits du guesdiste Aug. Chirac, p. ex. *Les Rois de la République. III^e Partie: L’Infâmie*. Paris: Dalou, 1889. Ou ceux du socialiste belge et homme de lettres Ed. Picard, *Synthèse de l’antisémitisme*. Bruxelles: Larcier, 1892.

309. Plutôt, P. B. dit expressément, mais seulement en passant, qu’étudier les haines antisémites de l’extrême gauche serait «indispensable», *La France aux Français*, 31, toutefois il n’entreprend pas du tout cette tâche.

310. Jean Jaurès a résolument prôné, conscient des réticences que suscitait sa thèse, une conquête démocratique du pouvoir, sans instrumentaliser la démocratie électorale ni la mépriser en l’utilisant, avec, au bout d’une évolution des esprits qu’il escomptait, l’attente d’une majorité électorale qui déciderait du passage au socialisme. «Le suffrage universel peut être conquis, affirme-t-il. (...) C’est le socialisme ouvrier qui deviendra le centre d’action de la démocratie. Son programme d’évolution hardie dirigé vers la transformation révolutionnaire de la propriété,

socialisme antiparlementaire et anti-internationaliste de l'existence duquel le camp contre-révolutionnaire prend conscience et s'empare avec ravissement et opportunisme à la fin du 19^e siècle ne figure que comme un «ingrédient» utile et inespéré et un «emprunt» instrumentalisé dans un dispositif de lutte politique qui demeure massivement et typiquement de droite.

À cet égard, le paradigme de Georges Valois, repris par Sternhell, *fascisme = nationalisme + socialisme* semble impliquer un équilibre des «ingrédients» mélangés qui est fallacieux et inexact quelle que soit la doctrine ou l'époque considérées; cette formule exprime plus un *idéal syncrétique* de militant passé d'un extrême à l'autre et une rationalisation du parcours effectué (au nom de la haine de la démocratie) qu'ils ne décrivent la réalité des composantes impliquées.



③

■ La thèse immunitaire: controverses interminables et persistance

Je rappelle quel est mon but et ma problématique. J'ai voulu interroger la dynamique des controverses savantes en prenant un cas typique qui n'est probablement pas plus caricatural dans sa persistance que d'autres disputes académiques aux enjeux extra-académiques évidents.

Quelques remarques donc pour synthétiser et interpréter tout ceci. «Intacte», la thèse immunitaire ne l'est certes plus vraiment.

apparaîtra comme la condition de salut d'une nation qui veut vivre. (...) Tout ce qui est noble et sensé dans le pays ralliera la grande idée civilisatrice du prolétariat».

L'historiographie du contemporain en France a changé du tout au tout en cinquante ans et elle fait preuve d'un dynamisme et d'une curiosité dont, science d'apparat, quasi-officielle et prudente jadis, elle était certes dépourvue dans ces années 1950 auxquelles nous avons fait remonter la polémique. L'histoire depuis 1930, terrain en friche à l'époque où René Rémond avançait sa thèse des trois droites, est devenue le terrain d'une nouvelle historiographie dite du «temps présent».³¹¹ Celle-ci répondait à une demande pressante du public averti. Les livres sur Vichy sont en croissance asymptotique, ai-je noté, et ce fait est lié à l'«hypermnésie» dont j'ai fait état en me référant à Henri Rousso. Ces livres montrent le régime pétainiste dans toute son horreur et sous toutes ses facettes: on peut difficilement continuer à parler d'une volonté de «passer l'éponge» en ce qui touche à ces sombres années...

L'«Institut d'histoire du temps présent» fondé en 1978 par François Bédarida témoigne institutionnellement de cette mutation; il regroupe des chercheurs spécialisés dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et dans des thèmes spécifiques de l'histoire contemporaine. L'Institut est actuellement dirigé par Christian Ingrao et comprend des chercheurs notoires comme Henry Rousso (ancien directeur), Fabrice d'Almeida (ancien directeur), Pierre Mélandri, Nicolas Werth.³¹²

311. À mesure que le temps passe, le «temps présent» tend à reculer après 1945 sinon, un jour prochain, après 1989....

312. Notice en ligne: «L'IHTP est une unité propre du CNRS qui travaille sur l'histoire culturelle de la guerre au XXe siècle, les systèmes de domination autoritaires, totalitaires ou coloniaux, l'histoire culturelle et l'histoire des cultures des sociétés actuelles, et enfin l'épistémologie de l'histoire du temps présent, entendue comme approche singulière des rapports entre passé et présent, sensible à la mémoire, au témoignage, au rôle des historiens dans la cité. Il dépend de l'Institut des sciences de l'homme et de la société du CNRS et comprend des personnels statutaires (chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs), des enseignants-chercheurs associés venus des universités, des doctorants associés, ainsi que des chercheurs étrangers.» «Histoire immédiate» ou «Histoire du temps présent» sont des étiquettes historiographiques qui se réfèrent au monde après la chute du Mur de Berlin (1989) et la

La bibliographie historiographique sur les deux derniers tiers du siècle, autrefois mince, est donc plus qu'abondante et diverse. De grandes revues couvrent le travail sur le contemporain et accueillent même les audaces, pas toujours convaincantes, de l'«histoire immédiate» où l'historien se pose en challenger du journaliste et du publiciste. *Vingtième Siècle, Revue d'histoire* «est aujourd'hui l'une des plus importantes revues d'histoire contemporaine de langue française. La revue se consacre à l'histoire française, européenne et mondiale du 20^e siècle et incarne le renouveau de l'histoire politique. Elle couvre les principaux champs de la recherche historique : politique, idéologique, culturel, social, économique. Son ambition est de fournir les clés d'une meilleure compréhension de notre temps en reliant les résultats de ces enquêtes historiques aux questionnements du présent. Elle est publiée dans le cadre d'une convention avec l'Association pour l'histoire du vingtième siècle et avec le concours du Centre national de la recherche scientifique et du Centre national du Livre.»³¹³ La revue a été créée en 1984 à l'initiative de François Bédarida, Jean-Pierre Rioux et Michel Winock, et la même année que le Centre d'histoire de l'Europe au 20^e siècle. Dans une «Déclaration de naissance» publiée dans le premier numéro, l'équipe annonçait vouloir «faire une revue du contemporain», «prendre en charge ... l'identité du présent», «rendre [ses] lecteurs plus contemporains de leur siècle». Elle entendait combler une lacune dans les revues d'histoire en langue française en ce qui concerne l'histoire du temps présent, alors en cours de légitimation dans le milieu historien: «le va-et-vient du présent au passé légitime l'historien et le savoir qu'il produit; son travail contribue à distinguer dans l'actuel les parts respectives de l'inédit, du répétitif et du perdurable».

disparition de l'Union des républiques socialistes soviétiques, ou suite aux Attentats du 11 septembre 2001, bien qu'à l'origine forgées pour décrire le monde après la Seconde Guerre mondiale (1945).»

313. Présentation sur le web.

La revue est d'ailleurs créée six ans après l'Institut d'histoire du temps présent, auquel appartiennent plusieurs membres de sa rédaction.

Il n'y a guère de doute, que même accueillis d'abord par un feu roulant d'objections, les Paxton, Nolte, Sternhell, Soucy *et al.* ont incité les Français à entreprendre des recherches sur des problématiques et des secteurs qui étaient jadis négligés (parce qu'on «n'en voyait pas l'intérêt») ou tabous.

Cette mutation stimulante en France de la conception même de l'historiographie, de ses démarches et de ses bornes et limites qui accompagne une connaissance de plus en plus détaillée et diversifiée d'époques et faits récents, choses que nul ne songe à nier, rend toutefois plus perplexe que jamais face à la *persistance* du «mythe» immunitaire.³¹⁴ Car persistance il y a.

Le grand dictionnaire de plus de 1000 pages de Jean-P. Rioux et Jean-Fr. Sirinelli, *La France d'un siècle à l'autre*, Hachette, 1999, comporte une notice sur le «Fascisme» signée d'Olivier Wieviorka. Or, il n'y a pas de doute, la ritournelle rémondienne continue à s'y faire entendre:

Au rebours de l'Italie et de l'Allemagne nazie, les forces assimilables au fascisme jouent, dans l'entre-deux-guerres, un rôle marginal sur la scène politique française etc.

L'auteur de cette entrée récapitule sans y changer un *iota* les «facteurs» avancés au siècle passé par Rémond qui «expliquent cette atonie» (la

314. Les esprits grincheux diraient probablement ici: «maintenant que les années trente et Vichy ne sont plus un *trou noir*, reste à s'attaquer sérieusement aux guerres coloniales, aux crimes commis en Algérie si les Français ne veulent pas avoir à jamais un retard d'occultation d'un demi-siècle!»

phraséologie change, on ne parle plus d'«allergie», mais on demeure dans le physiologique.³¹⁵) Sur quoi l'auteur admet qu'il y avait tout de même un «espace commun» entre les fascismes étrangers et les ligues françaises: une communauté des haines, du Juif, de l'étranger, du métèque, du communiste et du franc-maçon, et l'identité des espérances: la restauration de l'autorité, le respect des hiérarchies, l'aspiration à un ordre corporatif, et d'autres «connivences idéologiques» encore. Et que la *droite ultra* d'avant guerre, en outre, avait «emprunté» rites et decorum aux fascismes, «généralisant le port de l'uniforme, créant de véritables milices, organisant des défilés spectaculaires». Mais décidément tout ceci de commun ne fait toujours pas un fascisme français!³¹⁶

Après quoi, Olivier Wieviorka passe, imperturbable, à «la parenthèse vichyste que l'on ne saurait assimiler à un fascisme» et il résume encore ici la vulgate.³¹⁷

Le concept d'«allergie» et ses synonymes ont été finalement attaqués de front et ridiculisés par Michel Dobry dans le collectif dont j'ai fait état, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, paru en 2003. Mais pourquoi un demi-siècle de persistance et de résistance? Obstination d'orgueil académique et solidarité de groupe, forme de chauvinisme naïf et têtue? La thèse des Trois droites en 1954 valait ce qu'elle valait, mais elle était éminemment de nature à appeler des correctifs et puis un jour la réfutation, la «falsification» qui est la seule voie par laquelle

315. 707.

316. 707.

317. Il va de soi qu'au contraire, les conclusions de Sternhell ont été adoptées comme acquises et sans problème par les historiens non français. Pour Stanley Payne, « Zeev Sternhell a démontré de manière concluante que la quasi-totalité des idées du fascisme sont apparues en France.» Payne, *A History of Fascism*, 291.

une discipline des sciences humaines progresse. De sorte que la voir répétée *ne varietur* un demi-siècle après sa formulation signale une forme de «loyauté» et de révérence stériles apparemment dues à un Maître dans un système universitaire corporatiste et routinier. Tout ceci, qui est blessant pour les individus visés, a été suggéré — notamment par les chercheurs étrangers qui ont été happé dans l'inépuisable dispute — et a dûment alimenté l'animosité.

En somme, le «vrai» problème et le reproche que l'on peut faire à l'historiographie française sont moins d'avoir pinaillé indéfiniment sur le *fascisme-ou-pas* que de n'avoir pas orienté, il y a de nombreuses années déjà, les doctorants vers ces «beaux sujets» à prendre que sont les ligues, les mouvements, les «courants d'idées», les périodiques, les intellectuels petits et grands censés avoir formé le personnel fascisant.

Le Parti social français du Colonel de la Rocque a été étudié ces dernières années par des historiens anglophones comme Kennedy et Passmore qui ont eu le malheur de parler, avec toutes les nuances qu'on voudra, de «fascisme» de sorte que, quand ils ont publié leurs livres, ils se sont fait vigoureusement taper sur les doigts (pour des erreurs factuelles alléguées) par les comptes rendus des grandes revues parisiennes – lesquelles omettent de se demander pourquoi il n'y a pas abondance de travaux autochtones sur ces sujets fâcheux, mal abordés par des étrangers, mais importants.

■ On peut encore relever au passage la singularité du fait que d'autres historiens décrivent et identifient des «courants néo-fascistes» resurgissant constamment depuis 1945 dans un pays autrefois «immunisé» envers le fascisme...



Il me faut donc spéculer pour conclure sur les motifs, motifs qui sont sans nul doute intriqués et divers, de ce demi-siècle de controverses, d'objections et contre-objections, définitions et contre-définitions dont la vanité principielle saute aux yeux pour qui aurait hâte de passer à autre chose: il n'est évidemment pas de définition indubitablement vraie ni de test juridiquement solide pour qualifier ou non de «fasciste» qui ou quoi que ce soit. Mais l'affaire n'est pas simple. Car il n'est pas non plus de travail historiographique qui puisse se passer d'idéaltypes tels que «fascisme» et de critères définitoires, — faute desquels l'histoire ne serait qu'une suite d'arbres masquant à jamais la forêt.

J'ajoute que les motifs des historiens successifs ont pu varier alors que la conclusion «immunitaire» d'un des «camps» en présence semble rester pareille: il ne s'agit pas de ramener les conjectures sur les motivations des uns et des autres à une explication permanente unique.

■ Je renonce à spéculer sur les origines et les parcours personnels des personnages de la polémique.³¹⁸ Fils de collabo, mais homme de gauche engagé et actif comme Jean-Pierre Azéma, survivant d'une famille polonaise génocidée, arrivé adolescent en Israël, comme Z. Sternhell,³¹⁹ journaliste et ancien responsable syndical comme Jacques Julliard, fils d'immigrant italien comme Pierre Milza, de grande famille bourgeoise catholique comme René Rémond, «ex» du PCF (aux souvenirs plutôt amers de cette «expérience de jeunesse») comme François Furet et plusieurs autres, je ne dirai pas non plus que ce ne sont pas là des choses qui comptent dans les choix d'objets de recherche et les démarches.

318. Et leurs dates de naissance, la génération à laquelle ils appartiennent et leurs positions dans le monde académique...

319. Il est né en 1935 dans une famille de la Galicie polonaise, à Przemyśl.

Je ne cherche pas à équilibrer le blâme en le répartissant sur les deux camps. Toutefois, j'aboutis à m'expliquer le durable dialogue de sourds et l'obstination remarquable des parties en présence par des partis pris et des aveuglements, non pas égaux ni complémentaires, mais relevant justement de logiques impossibles (accentuées par une part indubitable de mauvaise volonté), logiques qui se sont montrées perspicaces à relever les inconséquences de l'adversaire, – *Blindness and Insight*.

Je ne puis écarter tout d'abord l'hypothèse du chauvinisme et du conformisme comme formant une partie de l'explication de la persistance de la thèse *immunitaire*. On demeure sous l'impression que la défense contre vents et marées de cette thèse en dépit d'amendements et de contorsions phraséologiques a été, pour deux générations d'historiens français, plus ou moins consciemment, une affaire patriotique, – celle de préserver l'image prestigieuse d'une France, fille de la Révolution.

Et cela a été aussi, au début tout au moins, une manière, pour les cadets, de faire allégeance à l'orthodoxie rémondienne: en dépit de réserves *in petto*, il aurait été imprudent de l'attaquer de front. On a pu constater que d'excellents historiens d'une nouvelle génération, se mettant à travailler sur des terrains en friche et tenus jadis pour «risqués», sont allés y faire des découvertes qui les conduisirent à une révision partielle de la vulgate et à l'introduction de questionnements dérangementants sur les multiples «passés qui ne passent pas».³²⁰ Mais tout en menant un travail d'investigation salubre, ils eurent la prudence de continuer à *pay lip service* comme dit l'anglais, de maintenir une certaine allégeance au paradigme ternaire et à l'«immunité» rémondienne – prudence qui permet effectivement de mesurer le caractère corporatif de la vie académique hexagonale.

320. Conan, Éric et Henry Rousso. *Vichy, un passé qui ne passe pas*. Paris: Fayard, 1994.

■ Il est arrivé à l'inverse à des historiens américains de poser la question de cet intérêt U.S. continu et fasciné pour le fascisme en France, y subodorant une tradition bien américaine, puritaine et *self righteous*, de blâmer les péchés des autres sans voir la poutre dans son propre œil, – et de conseiller ironiquement de s'intéresser plutôt aux relations diplomatiques entre Washington et Vichy, maintenues jusqu'en mai 1942 ou, mieux encore, de poser des questions sur les bien minces quotas de l'immigration juive sous l'Administration Roosevelt et sur les convois de réfugiés renvoyés de la côte Est des USA...

J'ai suggéré concurremment – je ne cherche pas à arbitrer une motivation ultime – que le long consensus français a visé, au moins à ses débuts encore, à réfuter ou simplement à écarter la conception hyperbolique et englobante du «péril fasciste» propagée par la gauche du temps du Front populaire et prorogée après la guerre par le Parti communiste et par la gauche en général. Les historiens devaient légitimer leur «rigueur» savante sur un terrain où les événements et les mouvements de naguère avaient été déjà *nommés et dénoncés* de façon militante. Pour certains historiens de droite, la critique de l'inflation abusive et de la diabolisation du «fascisme» ne pouvait que déboucher sur le procès en règle d'un antifascisme décrété imposteur, manipulé par les stalinien³²¹. Or, de tels enjeux, tangibles dans les querelles franco-françaises, ne pouvaient préoccuper beaucoup ni influencer les historiens non-français.

321. Toute la France de droite, du centre et d'une partie de la gauche a laissé faire l'*Anschluss*, approuvé la non-intervention en Espagne, abandonné la Tchécoslovaquie. Les comptes à régler avec les communistes quant aux années 1930 tiennent à ce que les familles politiques des divers historiens regorgent de squelettes dans les placards... Les communistes n'aiment pas se voir rappeler le Pacte germano-soviétique, mais les députés SFIO qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, l'attitude de la fonction publique face à la persécution des Juifs... : tous les historiens quel que soient leurs affinités politiques ont à gérer des mauvais souvenirs.

On peut avancer encore une autre explication de la différence d'approche entre les historiens étrangers et autochtones, explication en quelque sorte *mécanique* qui évite d'évoquer d'abord et principalement francophobie d'un côté et chauvinisme de l'autre.

L'historien étranger, typiquement, se met en mesure d'observer des doctrines et des mouvements en France en cherchant à les rapprocher ou les intégrer à une catégorie générale, européenne à tout le moins, admise dans la discipline et à valeur, partiellement du moins, explicative – comme «fascisme». L'historien indigène, au contraire, cherche à déterminer, dégager et souligner, sinon une chauvine «exception française», du moins, selon une démarche logique pour qui analyse *monographiquement* les choses de l'intérieur, des caractères qui seraient propres à telle époque ou à tel mouvement – et non à mesurer ce que ces entités peuvent avoir de commun avec des concepts généraux et transnationaux. C'est de façon assez automatique, il me semble, qu'à partir de ces démarches *at counter-purpose* l'historien hexagonal trouve et monte en épingle – à bon droit dans cette logique – des différences spécifiques qui font que la ligue ou la doctrine analysée est *trop* conservatrice, *trop* cléricale, *trop* peu «totalitaire», *trop* franchouillarde pour entrer dans un idéaltype postulé et convoqué *ad hoc*. Il serait vain dans une approche *particularisante* de coller mécaniquement à tout coup la même étiquette: l'A.F. était fasciste, et les Croix de feu *idem*, et Vichy non moins etc.

Cette différence diamétrale d'approche est aggravée toutefois par le fait, celui-ci intrinsèquement erroné car non pertinent en soi, que l'idéaltype bricolé par les Français pour dégager la singularité alléguée de ce qui se passe en France est une *hypostase* des caractères des fascismes (en l'espèce italien et allemand) venus au pouvoir et en voie de radicalisation cumulative. Si on posait, comme le fait Robert O. Paxton pour «fascisme» dans son *Anatomy*, que les notions historiques doivent être intégralement redéfinies à *chaque étape* de leur

concrétisation et de leur actualisation, on ne commettrait pas une telle erreur de non-pertinence.

Si on admet également que tout concept historique, pour offrir une meilleure ressemblance heuristique avec le monde concret, doit recevoir une définition polarisée en deux avatars ou «cas de figure» au moins, on doit alors définir le fascisme non comme une addition de paramètres autour d'un «noyau minimal», mais comme une *machine bipolaire*, dotée en l'espèce d'un pôle totalitariste et un pôle conservateur. Hitler est un totalitariste qui, dans sa démagogie à l'adresse des petits bourgeois allemands vers 1930, pose à l'occasion au conservateur – et Franco un *caudillo* ultra-conservateur qui met, le temps qu'il le faut, un faux nez «phalangiste» tout en s'efforçant de réduire la *Falange Española de las JONS* à l'impuissance et l'idéologie «*nacional-sindicalista*» à un simple enrobage de la terreur réactionnaire.

L'autre grande source de malentendus que nous avons bien identifiée est le fait même de l'histoire des idées dans son rapport mal élucidé à l'histoire-tout-court.

L'histoire des idées est une discipline qui n'a pas pignon sur rue en France – au contraire de son statut reconnu dans le monde anglo-saxon³²² ou en Allemagne.³²³ Le *Journal of the History of Ideas* paraît aux États-Unis depuis soixante-dix ans ou presque. Les œuvres d'Arthur

322. «The historian Arthur O. Lovejoy (1873–1962) coined the phrase history of ideas and initiated its systematic study in the early decades of the twentieth century. For decades Lovejoy presided over the regular meetings of the History of Ideas Club at Johns Hopkins University, where he worked as a professor of history from 1910 to 1939. In 1940, he founded the *Journal of the History of Ideas*. Aside from his students and colleagues engaged in related projects (such as René Wellek and Leo Spitzer with whom Lovejoy engaged in extended debates), scholars such as Isaiah Berlin, and others have continued to work in a spirit close to that with which Lovejoy pursued the history of ideas.» Notice sur le web.

323. «Ideengeschichte» ainsi que «der traditionellen Geistesgeschichte».

Lovejoy, de Collingwood, d'Isaiah Berlin, de Karl Löwith, Christopher Hill, J. G. A. Pocock, Richard Popkin, Michael Walzer et de bien d'autres jouissent d'un statut et d'une légitimité académiques qui n'a pas d'équivalent dans le monde francophone. Ceci ne veut pas dire que de nombreux Français ne pratiquent pas *une forme* d'histoire des idées; Zeev Sternhell évoque certains livres de Raymond Aron dans ce contexte; je songerais pour ma part à citer P. Bénichou, Joseph Gabel, Enzo Traverso, Pierre-André Taguieff... Mais, philosophes «de formation», historiens, politologues, philologues, ils pratiquent l'histoire des idées sous des pavillons de complaisance, chacun selon son talent et avec sa vision personnelle des grandes questions à résoudre, dans une grande diversité d'approches, de démarches et de méthodes, et sans que nul n'ait élaboré ni soumis à discussion une quelconque théorie et les règles de la problématique.

■ Ce que les Français appellent désormais «histoire intellectuelle», domaine relativement nouveau en progrès depuis les années 1980, est sans rapport direct avec l'histoire des idées: c'est plutôt une histoire *des* intellectuels, des milieux et des institutions intellectuels³²⁴ – ce qui a sans nul doute son grand intérêt et qui peut-être complémentaire, mais qui n'est pas de l'histoire des idées.

La démarche d'un Zeev Sternhell, écrivant en français, s'inscrit dans une tradition israélienne venue de personnalités de formation

324. Roger Chartier s'inspire de Bourdieu pour définir l'histoire intellectuelle. Elle aurait pour fonction «de comprendre comment chacun des champs de la production intellectuelle... traduit selon ses structures et ses références propres les déterminations extérieures qui pèsent sur lui. C'est donc seulement une analyse du champ particulier considéré, de sa constitution comme champ et de son histoire, de ses divisions et oppositions, de ses règles de fonctionnement, qui peut permettre d'assigner socialement, sans mécanisme ni réductionnisme, les pensées et les idées». Chartier, «Histoire intellectuelle», dans André Burguière, dir., *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris: PUF, 1986, 374.

académique allemande³²⁵ et anglaise, dont l'«ancêtre» et prédécesseur à Jérusalem est Jacob L. Talmon.³²⁶ Cette démarche, on a pu le voir, a choqué plusieurs historiens français pour quelques bonnes raisons, malheureusement inséparables d'objections inadéquates ou absurdes faites au nom d'une conception positiviste des «faits» historiques où le fascisme ne semble devenir une réalité observable, nommable et identifiable que lorsque des bandes squadristes terrorisent les campagnes et brûlent les maisons du peuple.

Toutefois, il me semble que deux écueils appariés compromettent fréquemment la justesse de l'histoire des idées et sont la contrepartie de son potentiel de perspicacité et même de son caractère généalogiste justement *suspicieux* sur la moyenne durée: – l'un, pour dire les choses sommairement, consiste à muer les enchaînements tortueux d'une généalogie intellectuelle reconstruite en un déterminisme de «pentes

325. On verra l'œuvre de Jakob Taubes, *Abendländische Eschatologie*. Bern: Francke, 1947. ♦ Réédition, «*Mit einem Anhang*», München: Matte & Seitz, 1991. + Taubes, Jakob, dir. *Gnosis und Politik*. München: Fink, Schöningh, 1984. = volume II de *Religionstheorie und politische Theologie*. 1985-1987. Jacob Taubes (1923, Vienne -- 1987, Berlin) était un sociologue de la religion, un philosophe et un spécialiste en études juives de langue allemande. Érudit, grand connaisseur du Talmud, il enseigna les études juives et les sciences des religions aux États-Unis et en Allemagne.

326. On pensera surtout *The Origins of Totalitarian Democracy*. London: Secker & Warburg, 1952. ☞ 1970. + *The Myth of the Nation and the Vision of Revolution. The Origins of Ideological Polarisation in the 20th Century*. London: Secker & Warburg, 1981. Aussi: Berkeley CA: U of California Press, 1981. + *Political Messianism. The Romantic Phase*. London: Secker & Warburg, 1960. + Voir sur son œuvre: Sternhell, Zeev, dir. *The Intellectual Revolt against Liberal Democracy. International Conference in Memory of Jacob L. Talmon*. Jerusalem: Israel Academy of Sciences and Humanities, 1996.

À ma connaissance rien de tout ceci n'est traduit en français. Jacob Leib Talmon, né en 1916 en Pologne dans une famille juive orthodoxe, mort en 1980), était un historien israélien, professeur d'histoire moderne à l'université hébraïque de Jérusalem. En 1934, il quitte la Pologne pour venir faire ses études à l'université hébraïque de Jérusalem, en Palestine mandataire. Il poursuit ses études en France, mais se réfugie à Londres après l'invasion du pays par les Allemands. Il obtient en 1943 un doctorat à la London School of Economics. Il reçoit le Prix Israël en 1957.

fatales» aperçues à *posteriori*, et à réprimander des imprudences fatales *by hindsight*, dit l'anglais, c'est à dire qui ne paraissent telles que rétrospectivement ;³²⁷ – l'autre, qui est inséparable du premier, revient à passer subrepticement de la mise en place d'une généalogie historique d'émergence et d'agrégation d'idées éparses en un ultérieur «système» – et à la catastrophe que celui-ci engendre – à un jugement politico-moral non moins *rétrodictif* articulé à divers paralogisme *ex post facto*. C'est à dire à combiner, en des énoncés fréquemment équivoques, anachronisme, finalisme et moralisme (sans assumer évidemment cette trinité sophistique).

Or, les catégories téléologiques «préfascisme» et «fascisme» de Sternhell et certaines de ses formulations épinglées par ses adversaires se prêtent à cet égard aux critiques encourues. L'histoire des idées, non moins que l'histoire factuelle, devrait, pour être rigoureuse et crédible, *périodiser constamment et topographier* ce qui, dans et pour une conjoncture, est hégémonique, pensable, dicible, marginal, ou pas-encore-dit, *noch nicht Gesagtes*,³²⁸ lors même qu'elle cherche ultimement à construire diachroniquement un *idéaltipe* qui sera en soi intemporel.³²⁹

«C'est en France que la droite radicale acquiert le plus rapidement les caractéristiques essentielles du fascisme, formule Sternhell. ... Plus

327. Et les contiguités et voisinages en complicités.

328. Pour transposer à ma façon un concept d'Ernst Bloch.

329. À un idéaltipe, il faut demander non d'être *vrai* ni même absolument *fidèle* (car cela est impossible et n'a guère de sens puisqu'il n'a de vertu qu'en simplifiant les contours et les complexités), mais il faut lui demander de montrer une force herméneutique: fais-tu apercevoir quelque chose qui soit à la fois compatible avec les innombrables données disponibles (sans les excéder) et qui soit aussi d'une certaine portée, qui ne soit pas un rapprochement inerte, qui ne soit pas non plus un concept (comme le sont toutes les sortes d'«explications» personnificatrices et psychologisantes des faits collectifs — *fanatisme, foi, remise de soi* relèvent de cette catégorie), qui s'appuie faiblement sur un fondement irréductiblement intuitif, flou et indémontrable?

qu'ailleurs, c'est en France que fleurissent toutes les chapelles du fascisme, tous les clans et groupuscules imaginables.³³⁰ ... Le fascisme en France, en dépit de sa faiblesse politique, se rapproche le plus du type idéal, de l'idée de fascisme au sens platonicien du terme.»³³¹ Quelque réserve qu'on fasse sur l'étiquette, sur l'identification de la chose et sur cette phraséologie d'«essences platoniciennes», admettons sans réserve que Sternhell a effectivement repéré l'émergence, qu'il a reconstruit et fait percevoir la singularité d'une pensée politique nouvelle, avatar ultra-nationaliste des anti-Lumières et «révolte contre un projet de civilisation rationaliste, individualiste, fondée sur des valeurs universelles». Et reconnaissons que cette pensée – et tout ce qui vient s'y agréger plus ou moins indissociablement avant 1914, y compris l'antisémitisme (et la kyrielle des autres *anti-*) – constitue la matrice culturelle et forme les conditions de possibilité du fascisme politique d'après 1919.

Il y manquera toujours, objecte Serge Bernstein qui se place ici sur le terrain même de l'histoire des idées, les deux idées-clés qui feront le propre du fascisme politique: le primat d'une idéologie qui prétend encadrer les masses en une *Totale Mobilmachung* permanente en temps de paix, mettre toute la vie des citoyens au service de l'État, au service de ce qu'Eric Voegelin désignera comme le *Realissimum*,³³² et qui

330. § 1.

331. *Ni droite ni gauche*, 40.

332. Un *Realissimum*, ce peut être la Science, la Production, le Plan, l'État, la Race, le *Volk*. «Mission historique du prolétariat» ou «Loi du sang», ce sont pour le spiritualiste Voegelin des «formules intramondaines» d'essence (et de nocivité potentielle) identiques. Voir Voegelin, Eric. *Die politische Religionen*. Wien: Bermann-Fischer, 1938. ♦ München, 1993, éd. Peter J. Opitz avec un «Nachwort» important. ♦ *Les religions politiques*. Paris: Cerf, 1994.. Voir aussi : Ley, Michael et Julius H. Schöps, dir. *Der Nationalsozialismus als Politische Religion*. Bodenheim: Philo, 1997. – Lübke, Hermann et Władysław Bartoszewski. *Heilerwartung und Terror: Politische Religionen des 20. Jahrhunderts*. Düsseldorf: Patmos, 1995.

projette de modeler entièrement un peuple nouveau en abolissant tout pluralisme et en instituant un «parti unique». Cette objection a de la pertinence s'il s'agit de signaler que, sous la forme d'un *projet clair et distinct*, ces deux «idées», avant la guerre totale 1914-1918 et avant la Révolution bolchevique, sont non pas situées en dehors du *pensable*, mais n'émergent du moins qu'à l'état implicite de la répudiation, indissociable de l'exacerbation «palingénésique» du nationalisme, du parlementarisme corrupteur, et de la conception d'une nation soudée autour d'un Chef, d'où les partis, les facteurs de division (l'anti-patriotique mouvement socialiste étant le principal d'entre eux) seront éliminés. Tout ceci est antérieur à la Grande Guerre, – mais les deux «projets» explicites qui déterminent et rendent vraisemblables les *moyens* à prendre sont le produit d'une prise de conscience tirée de ces événements – et ne sont du reste muées en programme et en but à atteindre que lorsque le fascisme (le fascisme italien nommément) s'empare du pouvoir.

S'il s'agit de rappeler à l'historien des idées que les entités dont il fait la synthèse se construisent dans la durée, par étapes, en fonction des changements du monde réel, avec des seuils qualitatifs à repérer et des variantes polarisées, qu'elles ne sont pas des entéléchies possédant *ab ovo* tout le potentiel de leur déploiement, que dès lors l'historien doit ordonner, distinguer et périodiser une évolution et non pas enchaîner le tout de façon déterministe, l'objection a du bon et du vrai. *Mais* elle manque sa cible et se mue en une exigence abusive si, comme le fait en réalité Serge Berstein, elle prétend fixer un critère minimum (un *litmus test* comme dit le droit anglo-saxon) en deçà duquel il n'est pas permis de qualifier quoi que ce soit de «fasciste». L'exigence serait encore moins pertinente si elle amenait à décider que, le colonel de la Rocque, chef du PSF, n'ayant fait que parler d'ordre, de discipline à rétablir, n'ayant fait que promettre d'écraser la «subversion communiste» et d'en finir avec le débilitant parlementarisme, n'ayant donc pas annoncé expressément que, venu au pouvoir, il abolirait les partis et soumettrait

la France à une brutale *Gleichschaltung*³³³ ne passe pas le test et n'est donc pas susceptible d'être classé «fasciste».

Le brave Gavroche, chantant sur la barricade de 1832, résume en un couplet les raccourcis parfois abusifs de l'histoire des idées: "*Je suis tombé par terre / C'est la faute à Voltaire / Le nez dans le ruisseau / C'est la faute à Rousseau...*" Les historiens doivent se refuser aux quasi-réquisitoires résultant d'enchaînements à grandes enjambées qui, sans le dire jamais expressément, imputent moralement de *complicité avant le fait* des pensées originées de plusieurs générations en amont. Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy le disent aussi bien que je pourrais le dire:

Le nazisme n'est pas plus dans Kant, dans Fichte, dans Hölderlin, ou dans Nietzsche (tous penseurs sollicités par le nazisme) – il n'est même à la limite pas plus dans le musicien Wagner – que le Goulag n'est dans Hegel ou dans Marx; ou la Terreur tout uniment dans Rousseau.³³⁴

Le régime de Mussolini et celui d'Hitler ne sont pas dans Maurice Barrès, chantre de la Terre et les morts ; si on peut s'amuser un instant à un raisonnement par fiction, il n'y a aucun doute que le nazisme aurait fait horreur à cet «esprit délicat» – *ici* n'est pas la question et ceci devrait être évident. Sans doute ce constat n'interdit-il pas à l'historien

333. La *Gleichschaltung* est le processus par lequel les nazis ont rapidement établi en Allemagne un système totalitaire et une coordination étroite entre tous les aspects de l'État et de la société suite à l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933. Le terme, emprunté au vocabulaire technique, signifie littéralement « synchronisation » et était employé par euphémisme par les nazis eux-mêmes. Le désir de contrôle total du parti nazi exigeait l'élimination de toute autre influence. La période de 1933 à 1937 est caractérisée par l'élimination systématique de toutes les organisations non nazies, comme les syndicats et les partis politiques.

334. Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy. *Le mythe nazi*. La-Tour-d'Aigues: L'Aube, 2005, 28.

des idées de remonter de proche en proche à des *origines* et de suivre des enchaînements d'influences et des proximités – c'est ce qu'on attend de lui – s'il ne s'agit ni de porter un jugement moral rétroactif, ni surtout d'insinuer en un platonisme sommaire que l'aboutissement «final» était déjà *dans l'œuf*, *dans l'Idée*, le nazisme chez Fichte et le goulag chez Marx.

■ Sternhell a eu pour prédécesseur, – non pour guide politique, car tous les sépare, Sternhell étant un sioniste de gauche proche de *Shalom akhchav* – le grand historien libéral anticommuniste des temps de la Guerre froide (pour le situer sommairement pour qui ne connaîtrait pas son œuvre) l'Israélien Jacob Leib Talmon. Or, Sternhell pense politiquement à l'opposé de ce maître, mais il applique comme lui une logique d'amalgame et de suspicion rétroactive qui entache les grandes synthèses que Talmon a produites.

Dans son *The Origins of Totalitarian Democracy*, 1952, Talmon remonte de Staline à Rousseau, opération d'enchaînement rétrospectif odieuse pour les progressistes – comme pour les rousseauïstes. Pour Talmon, il y avait *déjà* les ingrédients essentiels du bolchevisme et du stalinisme dans la doctrine d'un Saint-Simon qu'il avait dans le collimateur, non moins que chez Rousseau. Les historiens érudits de l'école de Talmon qui font remonter le «totalitarisme» à certaines idées de Rousseau et certains projets de Saint-Simon, ne disent bien entendu jamais, en une polémique sommaire, Rousseau=Goulag, mais l'idéaltype transhistorique de «totalitarisme» prétend retracer de proche en proche une origine et il *transfère le soupçon* à l'origine. La topique de l'enchaînement sert en effet à *construire un concept* dans l'histoire, c'est à dire toujours jusqu'à un certain point à *déshistoriciser*. Talmon prétend faire apercevoir dans les idées et les enchaînements de raisonnements de l'auteur du

Contrat social la matrice originelle de toutes les idéologies radicales ultérieures qu'il regroupe sous le chef de «Démocratie totalitaire». (Remontant plus haut dans le temps, Talmon présente le «messianisme séculier» qui naît au 18^e siècle comme un avatar moderne du millénarisme chrétien, coupé de la transcendance.)

Political Messianism: The Romantic Phase fait suite à ce premier livre : Talmon y envisage globalement, en partant cette fois de Saint-Simon, les socialismes dits utopiques que Paul Bénichou a passés en revue de son côté dans son subtil et érudit *Temps des prophètes*. Les «systèmes sociaux» qui pullulent entre 1815 et 1848 sont présentés comme l'étape ultérieure d'une évolution d'idées radicales dont sortira le léninisme et la Révolution bolchevik. L'attente d'une régénération universelle, la conviction que l'histoire humaine répond à un plan et va à un but ultime, le sentiment d'imminence apocalyptique engendré par l'expérience de la Révolution française, non moins que par les bouleversements de la révolution industrielle, tout ceci contribue à former pour Talmon «une foi messianique établie sur le roc de la bonté naturelle de l'homme». Une «religion de la Révolution» est apparue dans l'après-coup de 1789, non comme une volonté de réformer certains maux sociaux mais, formule J. Talmon, comme une «insurrection contre le Mal lui-même», une insurrection qui ne devait s'achever que lorsque tout le mal aurait été éradiqué, la régénération accomplie et la justice immuable établie sur terre.³³⁵

335. J'ai analysé aussi dans *Gnoses et millénarismes* la généalogie élaborée par Karl Löwith qui fait de la philosophie de l'histoire une eschatologie qui a *changé de terrain*. Autre machine anti-marxiste au premier chef que la thèse de Löwith: «le matérialisme historique est une histoire sacrée formulée dans la langue de l'économie politique. (...) La foi communiste [est] un *pseudomorphe* du messianisme judéo-chrétien». *Histoire et salut. Les présupposés théologiques de la philosophie de l'histoire*. Paris: Gallimard, 2002, 70-71. La thèse qui représente les modernes

La thèse corrélatrice soutenue par Sternhell de l'origine partiellement de gauche du fascisme a choqué. Elle a pu, elle aussi, inciter certains historiens à s'accrocher à l'incroyable thèse immunitaire. Elle est cependant fondée et illustrée de cas *relativement* probants, de Sorel à Valois, à Marcel Déat, Henri De Man – si on évite de les surdéterminer en fatalité ni de pratiquer le réductionnisme à l'égard de pensées complexes.

Il se fait cependant que l'enquête sternhellienne se limite à ces «cas» et renonce à voir derrière eux l'idéologie anti-démocratique qu'élabore au début du siècle le syndicalisme révolutionnaire de la CGT et dont ces penseurs «sur la mauvaise pente» ne furent que le produit direct. C'est bien parce que les malheurs du court 20^e siècle ont partie liée *aussi* à l'antidémocratie de l'extrême gauche qu'il importerait de comprendre ce qui les a préparés, ce qui a préparé les esprits de gauche à accepter l'idée que la démocratie est un mal, une imposture, une

philosophies de l'histoire et la pensée du progrès comme une «sécularisation de l'eschatologie» chrétienne a été développée surtout par Karl Löwith dans cette monumentale synthèse qu'est *Weltgeschichte und Heilsgeschehen*.

Pour Karl Löwith, une rupture cognitive s'est opérée une seule fois en Occident : elle s'inscrit entre le temps cyclique des Anciens et la temporalité linéaire-eschatologique des chrétiens. La sécularisation de l'histoire du salut en historicisme hégélien et puis en «matérialisme historique» est au contraire relativement superficielle car les «idées» d'une fin des temps et d'un salut des Justes s'y conservent. Ce sont ces idées mêmes qui reprennent vigueur en se sécularisant.

Contre sa formule à l'emporte-pièce, il faut pourtant opposer l'évidence: que la critique du mode de production capitaliste chez Marx n'est pas un «simple pseudomorphe» de l'exécration millénariste du monde du péché, que le communisme, comme maîtrise consciente par les hommes des forces productrices, n'est pas un «simple» avatar du *Millenium*. Que la pensée historiciste, dans la mesure justement où elle est *propre* à la modernité, ne peut être ramenée à une persistance de l'eschatologie. Que la seule question *intéressante* est de distinguer à partir de là de ce qui persiste, ce qui fait rupture – et de faire voir dans quelle mesure la rupture même procure de «bonnes raisons» à la persistance et *permet d'aventure de percevoir la persistance comme moyen de la rupture*.

chose à supprimer.³³⁶ L'idéologie de l'«État syndicaliste» dont Émile Pouget, Émile Pataud, Gustave Hervé et quelques autres imaginent vers 1910 le bon fonctionnement, part de l'idée d'autogestion ouvrière pour aboutir à l'unanimité disciplinée d'un syndicalisme totalitaire.³³⁷ La haine du droit bourgeois, de la démocratie parlementaire, le souci qu'il ne demeure rien qui les rappelle *après*, conduit des syndicalistes révolutionnaires – en l'occurrence des responsables avec une longue carrière dirigeante et nullement des illuminés – à élaborer un *blueprint* passablement sinistre, censé former une contre-proposition de caractère ouvriériste aux conceptions de l'«État du travail» qu'épousaient les idéologues du Parti SFIO. Des chefs syndicaux, hostiles au régime représentatif, au fallacieux suffrage universel, censés pas dupes des «libertés» de la société bourgeoise, dégoûtés par le principe majoritaire qui bride les viriles «minorités agissantes», prétendent vers 1910 avoir inventé une «autre démocratie», inséparable de l'organisation syndicale du travail. Un projet d'avenir comme celui exposé dans *Comment nous ferons la révolution* de Pataud et Émile Pouget³³⁸ fait sentir que la réflexion sur une forme révolutionnaire de démocratie unanimiste qui serait totalement étrangère à la démocratie «bourgeoise» à anéantir, était un terrain particulièrement risqué – surtout lorsque cette réflexion se joignait à la certitude d'avoir reçu mandat de l'histoire et d'avoir à imposer le bien ultime sans s'embarrasser de consulter les «masses moutonnières» au nom desquelles la minorité agissait.

336. Je renvoie à mon livre *La démocratie, c'est le mal. Un siècle d'argumentation anti-démocratique à l'extrême gauche, 1815-1914*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2004.

337. On lira par exemple: Pataud, Émile et Émile Pouget. *Comment nous ferons la révolution*. Paris: Tallandier, 1909.

338. L'un chef du syndicat des électriciens, l'autre directeur de la *Voix du peuple*, organe de la CGT.

Par ailleurs, ce qui prépare encore avant 1914 la dynamique fasciste est le “bricolage” de son caractère de *parodie antagoniste du socialisme* dégagé d’abord par Ernst Nolte. Ici le socialisme «contribue» énormément à la Synthèse fasciste, mais à son corps défendant. Dès la fin des années 1880, en France avec Maurice Barrès notamment, des nationalistes, en quête d’une doctrine mobilisatrice à opposer au « péril socialiste », voient tout à coup qu’il leur suffira de *transposer le millénarisme de celui-ci* en clé nationaliste. En rupture avec les patriotismes traditionnalistes et passéistes des réactionnaires d’antan, les nouveaux nationalistes à la Barrès vont dès lors bricoler éclectiquement un dispositif psychagogique qui récupère *en l’intensifiant* tout ce que, dans le socialisme (et dans l’«idée de révolution»), on pouvait qualifier (les sociologues libéraux ne s’en faisaient pas faute) de «religiosité» et de «messianisme».

Là où les socialistes «scientifiques», empétrés de scrupules rationalistes, ne voulaient pas voir et ne voulaient pas exploiter consciemment et à fond de train le puissant caractère millénariste de leurs doctrines, ni utiliser cyniquement le «fanatisme» qu’elles pouvaient inspirer, avec ses textes sacrés, son drapeau rouge, ses cultes du chef et ses liturgies de masse, les futurs fascistes vont aller piller sans vergogne ce potentiel de l’adversaire, l’importer en le mettant au service d’un mythe à leurs yeux (sans doute avaient-ils raison sur ce point) plus puissant que la Lutte des classes, – celui de la Nation et de son destin.



Le fascisme dans tous les pays

J'annexe à cette étude sur *L'immunité française* un chapitre complémentaire qui peut éclairer les dissensions et les disputes étudiées en invitant à des comparaisons et en mettant le cas de la France et de son historiographie en contexte européen et mondial. Il confirme ce que j'ai conclu plus haut: que le débat interminable décrit traduit bel et bien une assez remarquable *exception* française.

L'analyse qui suit porte en effet sur l'*extension* de la catégorie du fascisme générique au-delà du *noyau* typologique formé par les régimes mussolinien et hitlérien, c'est à dire qu'elle étudie l'application de «fascisme» (et de ses dérivés) à d'autres régimes et à des mouvements, en Europe ou bien ailleurs dans le monde, entre les deux guerres mondiales ou bien encore au-delà de 1945 – et elle analyse les débats historiens suscités par ces emplois extensifs et ces applications-adaptations.

■ Le fascisme des antifascistes

Dans les années 1930, se sont établi et prospèrent en Europe neuf ou dix dictatures de droite dont deux seulement, l'italienne et la nazie, seront classées «fascistes» par *tous* les historiens d'après la guerre. Pratiquement toute l'Europe centrale, orientale et méridionale est alors dotée de régimes «autoritaires» et réactionnaires.¹ Aucun mouvement communiste ne renverse une démocratie «bourgeoise» entre 1920 et

1. Le plus classique des historiques est le livre de Stanley Payne qui fait du fascisme, lui aussi, «a uniquely European phenomenon», *A History of Fascism, 1914-1945*. London: UCL, 1995, p. 353. – Voir aussi : Blinkhorn, Martin. *Fascism and the Right in Europe, 1919-1945*. Harlow: Longman, 2000.

1945. Tous les régimes parlementaires plus ou moins libéraux renversés le seront par des coups qualifiés en leur temps de «fascistes» par la gauche. La Crise de 1929 n'intervient qu'alors que les «fascistes» sont au pouvoir, ou tout près de l'être, dans plusieurs pays.

Dans le contexte d'une telle dynamique antidémocratique et réactionnaire, il n'est pas étonnant (ni spécialement choquant, fût-ce pour les puristes) que toutes les dictatures de cette époque, exploitant démagogiquement le nationalisme local, toutes hostiles au régime parlementaire et aux libertés publiques et, tout d'un tenant, toutes réprimant le mouvement ouvrier (d'obédience communiste, aussi bien que social-démocrate et syndicaliste), qu'elles fussent dictature militaire, conservatrice, aristocratique (comme en Hongrie) ou appuyée sur un mouvement de masse fascisant, ont été regroupées par les gens de gauche en une seule menace omniprésente et croissante d'un «fascisme» global.

L'expression «antifascisme» aurait été inventée par Willi Münzenberg, l'idéologue en chef du Komintern. L'Internationale Communiste – après avoir jusqu'en 1934 mis dans le même sac les fascistes avoués et les social-démocrates autrement dénommés par elle «social-fascistes», ces derniers présentés comme formant le «danger principal» – opère alors, Staline ayant pris soudain conscience du danger nazi, un tournant à 180° et passe à une tactique de «front populaire antifasciste» censé, mais un peu tard, rassembler toutes les «forces progressistes» contre le fascisme. Cette politique nouvelle permet du moins aux communistes de sortir de leur isolement sectaire.² L'Internationale Communiste s'empare de la coalition antifasciste en voie de s'unir et où figurent nombre de radicaux et libéraux, de

2. Jacques Droz a retracé l'histoire complexe des relations difficiles – et que je simplifie – entre ces familles idéologiques dans l'antifascisme. Droz, J., *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*. Paris: La Découverte, 1985. ♦ Paris: La Découverte, 2001.

démocrates «bourgeois»,³ de catholiques, de socialistes réformistes (sans compter des trotskystes, anarchistes et autres anarcho-syndicalistes haïs du Komintern), en exige la direction et l'utilise à ses propres fins, déterminées par ses propres analyses.⁴

Plusieurs non-communistes s'en exaspèrent tout en considérant que l'urgence de la lutte contre l'adversaire principal ne permet pas d'entrer en conflit avec les communistes qui forment le noyau sinon le plus nombreux du moins le plus décidé de cette coalition – si pénible que leur paraisse l'«évolution» d'une URSS qui est la seule puissance sur laquelle on peut compter au plan international.⁵ Bien entendu, pour les communistes de leur côté, quiconque critique, fût-ce du bout des lèvres, l'URSS est un crypto-fasciste. «L'antifascisme est ainsi un espace public dans lequel se croisent des options inévitablement destinées à entrer en conflit une fois cette menace dissipée.»⁶

Si l'on veut retracer un historique du *concept générique* de fascisme, il faut effectivement remonter d'abord aux débats de l'Internationale communiste dès 1922. Car c'est elle, ce sont les bolcheviks qui inventent, au-delà du cas de l'Italie où le mouvement ouvrier est en passe d'être écrasé, un *fascisme virtuel* qui menace de s'emparer de tout

3. Et quelques conservateurs comme H. Rauschnig noyés dans la masse des gens de gauche.

4. Tous les détails sur les disputes internes et l'évolution du Komintern dans : Ceplair, Larry. *Under the Shadow of War. Fascism, Anti-fascism, and Marxists, 1918-1939*. new York: Columbia UP, 1987. – Voir aussi la documentation des archives du Komintern: Komolova, N. P. *Komintern protiv fashizma: dokumenty*. Moskva: Nauka, 1999.

5. La propagande communiste après 1945 tirant le drapeau à elle aidera à refouler le souvenir de ces antifascistes qui étaient aussi des socialistes libéraux comme G. D. H. Cole et R. Tawney en UK. Et Orwell, Auden, Hemingway, Breton, Péret, Simone Weil – l'intelligentsia occidentale dans toute sa diversité.

6. Traverso, Enzo. *À feu et à sang. De la guerre civile européenne, 1914-1945*. Paris: Stock, 2007, 317.

le monde capitaliste. Dès que des marxistes, italiens et autres, cherchent à expliquer ce *fascismo* qui vient de prendre le pouvoir à Rome, il ont l'avantage et la prescience de construire une *thèse conjoncturelle générale* qui vaut pour tout le monde industriel. La pierre de touche est, comme en toutes choses, la lutte de classes – dans ce cadre, Antonio Labriola est le premier à esquisser une interprétation qui va au-delà de l'Italie : le capitalisme européen «aux abois», désireux de renforcer l'exploitation du travail, suscite et dirige en sous-main un violent mouvement antiprolétarien.⁷

Cette perspicacité est hélas conjointe à la pire erreur d'appréciation de l'Internationale laquelle a été, au nom des tranchantes certitudes du «socialisme scientifique», de *ramener* le fascisme à un simple instrument de la classe capitaliste en crise, crise, du reste, présageant de son effondrement.⁸ (Ce qui pouvait justifier la politique du pire, le pire précipitant la fin, – vieille conception révolutionnariste.)

Pour le marxisme dogmatique, il n'y a pas de pouvoir politique comme tel, ni d'autonomie du politique: la classe qui domine économiquement exerce le pouvoir par l'entremise de ses hommes de main. La classe qui détient le pouvoir économique contrôle le pouvoir politique. Le fascisme est alors défini comme la dernière ligne de défense de l'ennemi de classe: il est, c'en sera la définition *ne varietur*, «la dictature ouverte et terroriste de l'élément le plus réactionnaire du capital financier» (*dixit* le Komintern, 1933). Face à la baisse du taux de profit, en lutte pour la conquête des marchés mondiaux et pour s'emparer des matières premières, les capitalistes de chaque pays se mettent en mesure d'écraser leur mouvement ouvrier pour pouvoir renforcer

7. Cf. De Felice, Renzo. *Le interpretazioni del fascismo*. Bari, Roma: Laterza, 1974, 30.

8. Confirmant la *Zusammenbruchstheorie*, thèse-clé de la Deuxième Internationale, celle de l'effondrement fatal à moyen terme du mode de production capitaliste

l'exploitation du travail. Le passage au «capitalisme monopoliste» est ainsi la condition économique de la montée du fascisme. Le mouvement fasciste comme tel n'est qu'une apparence, bruyante et brutale; le Capital financier est l'agent historique manipulant les «fantoques» fascistes derrière le rideau. Ou mieux, le fascisme (comme tout le superstructurel) est un produit des «conditions objectives» car il n'y a pas, dans ce système déterministe, d'autonomie concevable des acteurs collectifs.

Le fascisme ainsi défini est évidemment sans rapport possible avec le prolétariat et avec les classes salariées.

Les «autres» antifascistes, acceptant l'alliance sur ce terrain avec les communistes n'ont guère contesté cette «analyse marxiste» qui offrait une explication générale et que leur «confirmaient» apparemment la prise de pouvoir par les nazis en 1933, la Guerre d'Espagne et bien d'autres faits angoissants. Ils n'ont guère souhaité non plus voir l'URSS des Grands procès sous son vrai jour, répressif et sanguinaire, même si beaucoup ont vécu un sourd «malaise». Tout ceci se comprend aisément.

La «définition» censée marxiste, figée, va rester inchangée jusqu'à la chute du Pacte de Varsovie en 1989 et toute l'historiographie de l'Est s'alignera sur elle. Mais après 1945, le «fascisme» ainsi dogmatiquement défini négligera en fait le cas italien: le type sera essentiellement *centré sur/illustré par le nazisme* qui forme désormais l'incarnation du mal historique. Le Pont des chaînes à Budapest porte encore la plaque: «Détruit par les fascistes le 17 janvier 1945».

Ce qui s'était passé d'abord en Italie *présageait* alors d'une dynamique fatale du capitalisme à une «étape historique» ultime, un capitalisme mettant «bas le masque» démocratique et libéral pour lutter à visage découvert contre le prolétariat révolutionnaire. Le fascisme s'étendant

en Europe entre 1922 et 1938 confirmait ainsi constamment aux socialistes une de leurs thèses anciennes: la démocratie bourgeoise avec son fallacieux suffrage universel est un «leurre», un «paravent» dont on peut voir que la classe dominante se débarrasse quand le temps lui semble venu de renforcer l'exploitation du travail et d'écraser le mouvement ouvrier (plutôt que de continuer à le diviser par la collaboration de classe et de fallacieux «droits démocratiques» octroyés.) Dans sa période ascendante, le capitalisme trouve des avantages à la démocratie qui fait illusion à la partie la moins consciente et résolue du prolétariat, mais quand vient la crise, il revient brutalement sur les avantages jadis «concedés».

Or, comme toujours, les luttes se «simplifiaient» en temps de crise. Il n'y avait plus que deux «camps», fasciste et communiste, et il restait aux petits bourgeois pris entre deux feux à choisir le bon, celui qui allait dans le sens de l'histoire. Le fascisme ne pouvait donc être combattu que par «le prolétariat international» guidé par le coryphée du marxisme-léninisme, Joseph Staline.

Il résultait de tout ceci divers corrélats non moins lourds de conséquences: tout ce qui pouvait paraître de modernisateur dans les fascismes n'était que de la poudre aux yeux. C'est ici l'herméneutique marxoïde *de l'illusion*: les idéologies n'ont pas d'intérêt dans ce qu'elles expriment au grand jour, mais dans le fait qu'elles *dissimulent* des intérêts économiques ; leur *sens* réel est le contraire de leur discours apparent. Le racisme, l'antisémitisme sont des «diversions», le nationalisme tout autant ; de manière générale, l'idéologie fasciste est une basse démagogie épiphénoménale dont il n'y a pas lieu d'analyser les projets ni les slogans. Si des bandes stipendiées du *Lumpenproletariat*, des petits bourgeois terrorisés, des jeunes chômeurs même sont manipulés par les capitalistes, il est vraiment sans intérêt de déchiffrer l'idéologie dont on couvre leur gangstérisme.

■ Le «fascisme générique» et les controverses historiennes

Une controverse sans issue apparente oppose les historiens qui, comme Ernst Nolte et à sa suite, ne conçoivent le fascisme que «dans son époque», issu de la Première Guerre mondiale, de ses massacres et de la réaction à la «menace» communiste, c'est à dire les historiens pour qui le fascisme, c'est l'entre deux guerres sur le seul continent européen, et ceux qui, à l'instar de Robert Paxton, de Roger Griffin pensent qu'il s'agit d'une virtualité persistante dans les sociétés modernes.

En général, les historiens n'aiment guère les notions transhistoriques et la position de Nolte qui restreint fermement le concept dans le temps et l'espace est celle de la majorité d'entre eux. On verra toutefois des régimes d'outre-mer, principalement d'Amérique latine, qualifiés de «fascistes», avec une argumentation élaborée, par les spécialistes de ces pays.⁹ Par ailleurs les livres savants¹⁰ abondent sur des formes et expressions de «néo-fascismes» depuis 1945: j'en parle plus loin.

Certains historiens appellent «fascisme générique» ce que d'autres appellent à bon droit l'*idéaltpe* du fascisme : à savoir une construction savante, une extrapolation raisonnée accentuant dans l'esprit certains traits de phénomènes connexes et apparentés, traits sélectionnés comme fondamentaux, solidaires et co-intelligibles, mais construction n'ayant de valeur qu'*heuristique*, c'est à dire destinée seulement à permettre aux chercheurs de retourner sur le ou les terrains avec une pierre de touche qui sera utile (je paraphrase ce qu'expose Max Weber

9. Voir plus bas.

10. «Savants» par distinction avec le tout-venant des pamphlets qui qualifient «néo-fascistes» toute personnalité ou politique qui leur déplaît.

lui-même¹¹⁾ – et nullement révélation d’une entéléchie, d’une essence supposée découverte derrière les phénomènes.

Une définition répandue du fascisme générique autour de laquelle est censé s’être établi de nos jours un certain «consensus» dans le monde anglo-saxon est celle de l’historien britannique Roger Griffin, leader de la *Fascist Studies School*. Elle prétend extraire un «noyau» mythique constant en scotomisant à des fins heuristiques les variables revendications «nationales» et variables rationalisations scientistes et historicistes qui l’enrobent:

*Fascism is a genus of political ideology whose mythic core ... is a palingenetic form of populist ultra-nationalism.*¹²

De cette définition ramassée tous les termes doivent être à leur tour et sont dûment définis. (Je n’expose pas ici, ce serait long, les objections que d’autres historiens, qui persistent à faire de l’idéologie un épiphénomène, opposent à cette définition du fascisme avant tout abordé comme une constante idéologique et non selon des paramètres politiques ou économiques.)

Ce qu’il importe de noter dans le présent contexte est qu’une définition de cette sorte semble intemporelle, anhistorique – au contraire des définitions qui, comme celle de Nolte dans *Der Faschismus in seiner Epoche* produisent aussi une sorte d’idéotype, mais inséparable d’une

11. Weber, Max. *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*. Tübingen, 1920. 3 vol. ♦ Tome I = *Études de sociologie de la religion. L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme. Suivi d’un autre essai*. Paris: Plon, 1964. ♦ 1967. ♦ V. aussi partim: *The Sociology of Religion*. Introd. par Talcott Parsons. Boston: Beacon Press, 1993. Et nombreuses autres éditions. V. Aussi *Wissenschaft als Beruf. Politik als Beruf*. textes de 1919. ∞ Rééd. Tübingen: Mohr, 1992.

12. Griffin, Roger et Matthew Feldman, dir. *Fascism: Critical Concepts in Political Science*. London: Routledge, 2004, I 272. Définition complète dans: *The Nature of Fascism*. London: Routledge, 1993, 44.

conjoncture et une mise en situation. J'en rappelle les termes initiaux: «Le fascisme est un antimarxisme qui vise à anéantir son ennemi en développant une idéologie radicalement opposée à la sienne, encore qu'elle en soit proche, et en appliquant des méthodes presque identiques aux siennes non sans les avoir transformées de manière caractéristique, mais cela toujours dans le cadre inébranlable de l'auto-affirmation et de l'autonomie nationales etc.»¹³

La définition de Roger Griffin au contraire, prise en elle-même, ne s'applique pas à des phénomènes européens seulement et seulement situés entre les deux guerres. Elle va donc être sollicitée tant par des historiens du contemporain que par des spécialistes des outre-mers pour qualifier des doctrines et des régimes correspondant aux paramètres.

Si on choisit par contre de demeurer dans le cadre européen 1919-1945, le nœud de controverses suivant, consiste dans les *dénombrements de régimes* – les divergences de chiffres sans être extrêmes sont tout de même notables. Pour plusieurs historiens, le noyau notionnel du fascisme se réduit à deux seuls fascismes-régimes, celui de Mussolini et celui de Hitler. (Encore que quelques historiens allemands soutiennent que la singularité criminelle du régime national-socialiste doit le placer dans une catégorie à part. D'autres rétorquent ici qu'à multiplier les catégories à un seul élément il n'est plus de conceptualisation historique possible.) Les travaux comparatistes contemporains sont en grand partie focalisés sur la confrontation de ces seuls deux régimes, certes reconnus différents en degrés de nocivité et de scélératesse.¹⁴

13. *Le fascisme dans son époque*. Trad. 1970, I, 75.

14. Ex.: De Grand, Alexander. *Fascist Italy and Nazi Germany : the 'Fascist' Style of Rule*. New York: Routledge, 1995.

Pour Stanley Payne toutefois, il faut compter quatre «variantes majeures» qui s'ajoutent aux deux principaux cas: les régimes de type fasciste, «*fascist-type*» d'Autriche, d'Espagne, de Hongrie et de Roumanie.¹⁵

Michael Mann dans *Fascists*¹⁶ en compte cinq à part entière : Italie, Allemagne, Autriche, Hongrie, Roumanie – et ajoute le cas mis à part de l'Espagne où les conservateurs ont fini par subordonner et marginaliser les fascistes «phalangistes».

L'Encyclopedia britannica retient cinq partis fascistes qui ont pris le pouvoir, le *Partito nazionale fascista*, le NSDAP, le *Vaterländische Front* de Dollfuß, l'*União nacional* de Salazar (qu'elle voit «devenir fasciste» en 1936) et la *Falange española* qui a été absorbée dans la dictature militaire de Franco.¹⁷

Mais d'autres dictatures de droite entre 1920 et 1945 sont candidates à la qualification et sont parfois retenues comme des cas mineurs ou marginaux, ou hybrides: en Estonie, Lithuanie, Lettonie, Pologne, Yougoslavie, Grèce,¹⁸ Turquie.¹⁹ Sans parler des régimes d'allégeance

15. *History of Fascism*, 245.

16. Cambridge: Cambridge UP, 2004.

17. Verbo «fascism», *Encyclopedia Britannica Online*.

18. La dictature de Metaxas en Grèce, pourvue de la bénédiction de Georges II, 1936-1941, est elle aussi jugée d'ordinaire régime «autoritaire» mais non fasciste.

19. Voir plus loin sur la Turquie kémaliste.

■ La Méditerranée fasciste. – On a pu suggérer qu'il y avait une aire de fascismes latins, au style de pouvoir propre, établis sur tout le pourtour méditerranéen. Voir: Lewis, Paul H. *Latin Fascist Elite. The Mussolini, Franco, and Salazar Regimes*. Westport CT: Praeger, 2002.

nazie, comme ceux de Quisling et de Pavelić, qui ne se sont établis qu'à la faveur de la guerre et avec l'appui des vainqueurs et occupants.

■ Les «clérico-fascismes»

La catégorie de «clérico-fascisme» est proposée et endossée par plusieurs pour sous-catégoriser le régime social-chrétien de Dollfuß en Autriche, qualifié de *Klerikalfaschismus*,²⁰ les régimes sous protectorat nazi de Slovaquie et de Croatie, et les mouvements national-catholiques flamands, irlandais, la Phalange polonaise, les Croix fléchées hongroises, la Garde de fer de Corneliu Codreanu en Roumanie.

Il s'agit de régimes et mouvements qui, issus d'une identité nationale très focalisée sur la religion, empruntent massivement à des symboles et des valeurs chrétiens et où une symbiose avec le champ confessionnel va devoir s'établir. Le «clérico-fascisme» va créer un hybride de religiosité et de «statolâtrie» qui sera toujours tenu pour semi-hérétique par les esprits théologiques.²¹

La catégorie n'est toutefois pas sans poser un gros problème théorique si on pose le fascisme comme tendant à se développer en une «religion politique» et à établir un système «total» qui vise nécessairement à anéantir ou dominer les institutions de la société civile – dont les églises. Ces régimes, de fait, sont ambivalents vis à vis d'un cléricalisme «national» dont ils tirent leur légitimité tout en bridant l'autonomie des institutions religieuses de l'appui sans réserve desquelles ils ont cependant besoin.

20. Titre du livre de Klaus J. Siegfried. Frankfurt, 1979.

21. *History of Fascism*, 490.

La catégorie pourrait s'étendre sans difficulté aux régimes de Franco (spécialement à l'État *Opus Dei* de l'après guerre) et de Salazar. Mais elle n'est jamais employée pour qualifier le fascisme mussolinien, né anti-religieux, mais ayant dû passer compromis avec le Vatican, régime voulu «*totalitario*», mais dans les faits toujours loin de cette ambition et aux relations concordataires tendues avec l'Église qui l'appuie tout en regimbant souvent.

De tels régimes clérico-fascistes ne mettent évidemment jamais l'Église universelle au-dessus de la Nation, mais prétendent fusionner, dans les proportions que leur impose la tradition réactionnaire et cagote locale, cléricalisme et ultra-nationalisme en absorbant si possible celui-là dans celui-ci. Pendant la Guerre, les église «nationales», composées d'un sacerdoce acquis au régime, s'aligneront derrière les pouvoirs oustachi en Croatie et national-catholique de Mgr Tiso en Slovaquie.

En Autriche dans les années 1930, les clérico-fascistes au pouvoir, régime très apprécié du Vatican, sont en lutte à mort contre d'autres fascistes, les nazis autrichiens pangermanistes qui finissent par assassiner Dollfuss en 1934 et aboutissent à imposer l'*Anschluss* en 1938.

Les «clérico-fascismes» hongrois et roumains sont encore insuffisamment connus en raison du caractère fallacieux et superficiel de l'historiographie communiste – et, après 1989, du peu d'enthousiasme de ces pays pour regarder de près la place énorme tenue par un fascisme antisémite dans leur «belle époque» pré-communiste. La Hongrie, entre le Parti de défense raciale de Gombos dans les années 1920 et le puissant mouvement des Croix fléchées des 1930's, aurait beaucoup à étudier.²²

22. Mais voir: Szilárd-Janze, Margit. *Die Pfeilkreuzlerbewegung in Ungarn*. München: Oldenburg, 1989.

La Garde de fer de Codreanu en Roumanie (assassiné en 1938 par le régime «autoritaire» de Karol II) présente tous les paramètres fascistes y compris un antisémitisme exceptionnellement virulent articulé à une «religion politique» chrétienne-intégriste.²³

■ Franco et le franquisme

Pour l'antifasciste des années 1936-1939, le fascisme dans toute sa férocité menaçante s'incarnait avant tout dans la guerre entreprise par le Général Franco, l'armée et les «nationaux», avec l'appui militaire des fascistes allemands et italiens, pour abattre la République espagnole et le *Frente popular*. L'Espagne est aussi le seul pays où les démocrates et les socialistes ne se sont pas écrasés devant la subversion, mais ont pris les armes – et c'est pour lutter à leur côté contre le «fascisme» que des milliers d'Européens se sont engagés dans les Brigades internationales.

Toutefois, les historiens du régime établi après la défaite des républicains (et qui perdurera jusqu'en 1975, date de la mort du *caudillo*) refusent en général de le qualifier de fasciste ou ne le font qu'avec de grandes réserves. Leurs arguments tiennent une fois encore au caractère réactionnaire, clérical et traditionaliste de ce régime et au fait qu'une des composantes de l'insurrection antirépublicaine, la *Falange española de las JONS* a été rapidement réduite à l'impuissance par le caudillo (qui la fusionnera de force avec les ultra-conservateurs carlistes) et l'idéologie *nacional sindicalista* ramenée à un simple enrobage de la terreur réactionnaire qui pèsera sur l'Espagne. Trop conservateur pour être fasciste, explique-t-on, le régime emprunte un décor fascisant pour conférer un vernis à sa banale réalité de dictature militaire. Ce n'est pas un parti qui prend le pouvoir, c'est le *generalissimo* et l'armée qui partagent le pouvoir avec les élites

23. Idéologie étudiée dans : Ioanid, Radu. *The Sword of the Archangel: Fascist Ideology in Romania*. New York: Columbia UP, 1990.

traditionnelles. Franco voulait bien un parti unique pourvu qu'il fût à sa botte, docile et soumis.

L'accord se fait aussi concurremment sur le point que ladite *Falange española* fondée en 1933 par José Antonio Primo de Rivera²⁴ (auquel le régime rendra un culte posthume, – bien heureux d'en être débarrassé) était, elle, un mouvement authentiquement fasciste qui a dû se soumettre à plus réactionnaire que lui. Le père de José Antonio, Miguel Primo de Rivera († 1930) avait, de 1923 à 1930, dirigé une dictature militaire qu'on décrit parfois comme un «fascisme d'en haut» (ni mouvement, ni parti ne sont créés) visant à tuer dans l'œuf une démocratie en train de s'affirmer.

Pierre Milza dans *Les fascismes*²⁵ opte pour une réponse «nuancée» à la question de savoir si le régime de Franco était fasciste : nationaliste, autoritaire, traditionaliste plutôt, attribuant un grand rôle à l'Église, dans l'enseignement notamment (mais les évêques prêtaient serment d'allégeance) et ne cherchant donc pas à bricoler une «religion politique» *ad hoc*, – mais d'autre part régime dominé par un «*caudillo de España* par la grâce de Dieu», doté d'une organisation corporative, démontrant un antisocialisme rabique, appuyé sur une surveillance policière et une répression continue de toute opposition.

Stanley Payne, le spécialiste du monde ibérique, écarte finalement le terme de «fascisme *stricto sensu*» pour ce régime «autoritaire et conservateur» dont le chef est mort dans son lit en laissant un pays

24. Fusionnant avec le National-syndicalisme de Ramiro Ledesma Ramos. Nul ne doute du caractère fasciste des théories de celui-ci.

25. Milza, Pierre. *Les fascismes*. Paris: Imprimerie nationale, 1985. = Version intégralement refaite, augmentée et développée de: Milza, Pierre avec collab. M. Benteli. *Le fascisme au 20^e siècle*. Paris: Richelieu / Bordas, 1973.

relativement prospère.²⁶ Juan Linz, autre hispanologue, classe «régime autoritaire»²⁷ adossé à une coalition de militaires, cléricaux, conservateurs, carlistes, monarchistes et une poignée de phalangistes. Renzo De Felice dit de même: «*a classic authoritarian regime with certain modern elements but nothing more*».²⁸ Philip Morgan, dans *Fascism in Europe 1919-1945* : «*a dictatorship [but] not a fascist dictatorship*»...²⁹

L'affaire semble entendue au bout de cette unanimité. On peut toutefois se demander si en *opposant* le modernisme allégué d'un fascisme idéaltypique (joint à une féroce «*volontà totalitaria*») au caractère indiscutablement ultra-réactionnaire du franquisme, les historiens ne se réfèrent pas à une conception trop unitaire du phénomène lequel devrait plutôt être vu comme un perpétuel arbitrage et jeu de bascule entre deux tendances co-existantes : de modernisation technocratique et de réaction conservatrice.

■ L'*Estado novo*

L'*Estado novo* de Salazar est un *avatar* tardif d'une «simple» dictature militaire établie en 1926. L'idéologie officielle du régime salazariste présente tous les caractères requis: mythe impérial, messianisme national, entreprise de rééducation morale de l'homme portugais, haine du libéralisme comme du socialisme. Une droite radicale, composée de fils de famille et non d'intellectuels bohèmes, avait dès

26. En dépit du titre de son grand ouvrage : Payne, Stanley G. *Fascism in Spain, 1923-1977*. Madison WI: U of Wisconsin Press, 1999.

27. Linz, Juan José. *Totalitarian and Authoritarian Regimes*. Boulder CO: Lynne Rienner, 2000.
☞ *Régimes totalitaires et autoritaires*. Préface de Guy Hermet. Paris: Armand Colin, 2006.

28. De Felice, Renzo et Michael Ledeen. *Fascism. An Informal Introduction to its Theory and Practice*. New Brunswick NJ: Transaction, 1976, 72.

29. London & New York: Routledge, 2003.

avant 1914 concocté l'*integralismo* qui servira de source doctrinale: ce sont encore un coup les composantes traditionalistes et cléricales de ce nationalisme «intégral», voulu restaurateur de la Tradition plutôt que chercheur d'un quelconque Ordre nouveau, nationalisme très influencé par Maurras et par le catholicisme social français, qui font hésiter à parler de «fascisme» – si l'on se refuse une fois encore à admettre la conception du fascisme non comme un noyau minimal stable, mais comme une *machine bipolaire*, dotée d'un pôle totalitariste et un pôle conservateur.

Aucun mouvement de masse ne jouera le moindre rôle toutefois dans le passage de la dictature militaire au régime dominé par Antonio de Oliveira Salazar, homme livresque, prude, calculateur, introverti et étroit d'esprit, régime qui se passe de parti unique, qui se méfie des aventures militaires – et qui, à tous ces titres atypiques, sera le plus durable et le plus solide des régimes antidémocratiques en Europe subsistant jusqu'en 1974.

Les historiens portugais en leur majorité qualifient l'*Estado novo* de «fasciste», mais tout de même avec quelque nuances et bémols déterminés par ce manque de charisme et de flamboyance dans un petit pays retardé flanqué d'un immense mais fragile empire colonial.³⁰ Stanley Payne conclut au contraire qu'un fascisme sans mouvement fasciste ne tient pas l'eau et exclut. Roger Griffin reconnaît dans l'idéologie de l'*Estado novo* tous les paramètres requis par lui, mais voit dans le régime un «fascisme par en haut», ce qui en fait un «*para-fascism*» tout au plus. «Clérico-fasciste» a pu paraître nuancer le classement en rapprochant des régimes autrichiens et hongrois. «*Semi-*

30. Costa Pinto, Antonio. *The Blue Shirts : Portuguese Fascists and the New State*. New York: Columbia UP, 2000. + *Salazar's Dictatorship and European Fascism*. Boulder CO: Social Science Monographs, 1995. voir aussi *O Fascismo em Portugal*. Lisboa: Regra do jogo, 1982. [= colloque Univ. Lisbonne, mars 1980]. + Ó, Jorge Ramos de. *Os anos de ferro: o dispositivo cultural durante a Política de Espírito, 1939-1949*. Lisboa: Estampa, 1999.

fascist» classe Charles Delzell avec indécision et perplexité!³¹ P. Milza le décrit comme paternaliste et maurassien sans plus.³²

Le régime de Salazar invite à conclure qu'il y a plus de choses sur la terre et au ciel que n'en rêvent les taxinomies historiennes.

■ Des mouvements fascistes dans toute l'Europe

Ernst Nolte en publiant en 1966 *Les mouvements fascistes*³³ choisit, de façon fructueuse, d'explorer la démarche inverse de celle des chercheurs d'une extrapolation idéaltypique: elle revient chercher à rendre raison de la *diversité* des fascismes, à la décrire dans sa dissémination géographique, à étudier chaque «mouvement» réputé fasciste avant 1940, de la Norvège au Portugal, à la Bulgarie dans son cadre national spécifique et dans ses variations et idiosyncrasies au regard d'un abstrait «fascisme générique».

Si les Français ont eu beaucoup de peine à identifier des doctrines et des mouvements fascistes chez eux, les historiens britanniques par contre ont multiplié les études sur un *British Fascism* qui pourtant, par comparaison avec le «Continent», se ramène à peu de chose.³⁴ Les

31. Delzell, Charles F. *Mediterranean Fascism 1919-1945*. New York: Walker [1971].

32. *Fascismes*, 334.

33. Nolte, Ernst. *Die faschistischen Bewegungen*. München: Deutschen Taschenbuch Vg, 1966. ♦ *Les mouvements fascistes: l'Europe de 1919 à 1945*. Paris: Calmann-Lévy, 1969. ♦ avec Préface d'A. Renaut, Paris: Calmann-Lévy, 1991.

34. Thurlow, Richard. *Fascism in Britain*. Oxford: Blackwell, 1987. + *Fascism in Modern Britain*. Thrupp: Sutton, 2000. Voir aussi : Lunn, Kenneth & Richard Thurlow, dir. *British Fascism: Essays on the Radical Right in Inter-War Britain*. New York: St. Martin's, 1980. Et: Linehan, Thomas. *British Fascism 1918-1939: Parties, Ideologies and Culture*. Manchester: Manchester UP, 2000. – Renton, Dave. *Fascism, Anti-Fascism, and Britain in the 1940s*. Houndmills: Macmillan; New York: St. Martin's, 2000. Plus large encore comme enquête : Webber, G. C. *The Ideology*

Anglais n'ont aucunement cherché à pinailler sur la dénomination alors même que les mouvements signalés apparaissent de peu d'ampleur par comparaison avec la France.

Sans doute dès l'avant guerre, des groupuscules comme la *Britons Society* mettent de l'avant ultra-patriotisme et antisémitisme. Dans les années 1920, face à un système politique routinier, figé, et à un lent déclin économique, de tels petits groupements nationalistes, impérialistes, anti-*Labour*, animés d'une paranoïa antibolchévique et obsédés par les *Protocoles des Sages de Sion* prolifèrent, mais ce «fascisme» aura tout de même un succès bien limité ; le Royaume Uni n'a ni «coup de poignard dans le dos» ni «victoire mutilée» à venger.

Il est vrai que Sir Oswald Mosley, dissident du Parti travailliste, a créé en 1932 et dirigé la *British Union of Fascists*, succédant aux *British Fascisti [sic]*, la BUF qui fut son invention personnelle et exclusive et un des seuls mouvements hors d'Italie à revendiquer le terme, – mais en dépit de cette étiquette, plusieurs historiens ont des doutes et des réserves pour classer «fasciste» ladite BUF dont le programme d'autarcie économique et de corporatisme, immergé dans une rhétorique de l'«élan vital», emprunte sans doute des thèmes aux fascismes.³⁵

Dans *Fascism in Britain*, Richard Thurlow parcourt pour sa part une histoire longue qui va du début du siècle jusqu'en 1985 et prétend montrer la continuité entre les groupes fascistes de l'avant-guerre et les

of the British Right. New York: St. Martin's Press, 1986. On pourra se rapporter aussi à: Neiberg, Michael S., dir. *Fascism*. Aldershot: Ashgate, 2006. = anthologie d'articles savants parus depuis @ 20 ans en anglais et américain.

35. Ainsi de Dave Renton, in Neiberg, *Fascism*, 389. Thomas Linehan au contraire en fait un «mouvement totalitaire» adonné d'une tentative de religion politique (dans Griffin, Roger, dir. *Fascism, Totalitarianism, and Political Religion*. London: Routledge, 2005.)

résurgents mouvements racistes-populistes à base plébéienne d'après 1945.

Dans le monde francophone, c'est sur la Belgique que se sont multipliées les recherches. Le mouvement rexiste, né catholique, royaliste, anti-laïc et antisocialiste, connaît une «fascisation progressive» et dans les années 1938-39, il s'identifie de plus en plus «à un mouvement fasciste de type classique» en même temps que sa presse s'abandonne soudain à un racisme débridé.³⁶

Du côté flamand, deux mouvements ultra-nationalistes en concurrence, le *Vlaamsche Nationaal Verbond* cléricale de Staf De Clercq et le *Verbond der Dietsche Nationaal Solidaristen*, *Verdinasos* de Joris Van Severen se disputent le créneau et tous deux «dériveront» de conserve sans la moindre peine vers le nazisme. En Belgique en effet (il en va de même pour L'Europe de l'est) les extrémismes de droite ne regardent pas vers Rome, ils sont vite absorbés dans l'orbite nazie, l'antisémitisme étant gage d'allégeance. Ils «rêveront» la création d'un Grand *Dietsland*, d'un État thiois sous la protection de Berlin.

C'est surtout en effet l'ampleur de la «collaboration de plume» en Belgique, le ralliement de la grande figure de la gauche, Hendrik de Man, chef du Parti socialiste belge, à la «Nouvelle Europe», la transfiguration du chef rexiste Léon Degrelle en nazi convaincu et *Obersturmbannführer SS*,³⁷ le passage des nationalistes flamands, avec armes et bagages si l'on peut dire, à la collaboration armée, eux aussi, qui ont retenu, par l'ampleur de la «dérive» à partir de 1940, l'attention des historiens.

36. Étienne, Jean-Michel. *Le mouvement rexiste jusqu'en 1940*. Paris: Colin, 1968.

37. Le grand livre sur le rexisme est américain: Conway, Martin. *Collaboration in Belgium: Léon Degrelle and the Rexist Movement*. New Haven: Yale UP, 1993.

Somme toute, les chercheurs qui ont de la peine à identifier un quelconque fascisme en France, en repèrent sans aucune difficulté trois «Outre-Quévrain» !

■ Des régimes fascistes hors d'Europe ?

Si la majorité des historiens européens construisent le fascisme comme un phénomène limité à l'Europe et propre à ce continent, il se fait que plusieurs historiens d'autres continents ont importé le concept pour caractériser des régimes et des partis de leurs régions dans les années 1930 et 40 et au-delà. L'idée d'un fascisme global ou planétaire, d'une diffusion d'idées et de modèles d'action (italiens principalement; plus tard des doctrines franquiste et salazariste) et d'une implantation active hors d'Europe semble progresser dans la recherche.³⁸

C'est principalement le Japon des années 1930-40, l'Afrique du sud pré-*Apartheid*³⁹ et l'Amérique latine, du Mexique à l'Argentine, qui sont étudiés dans ce contexte.

Pierre Milza n'endosse qu'un seul cas indiscutable, «un seul pays, le Brésil, a connu un véritable fascisme de masse»⁴⁰ avec l'Intégralisme de Salgado. Celui-ci n'arrivera pas au pouvoir, ce sera Getulio Vargas

38. Elle est endossée par : Larsen, Stein Ugelvik. *Fascism outside Europe*. New York: Columbia UP, 2001. Qui voit encore des résurgences du fascisme inter-continental avec le régime de Saddam Hussein en Irak.

39. Avec le nationalisme raciste afrikaner, notamment l'*Ossewa brandwag* qui fusionnera dans le système du National Party après guerre.

40. *Fascismes*, 365. Voir : Trindade, H. *Integralismo o fascismo brasileiro na década de 30*. São Paulo: Difusão européia, 1974.

qui instaurera en son lieu et place ce que Seymour Lipset a dénommé bizarrement un «fascisme de gauche», *l'Estado novo*.⁴¹

Quelques mouvements inspirés par l'exemple de Mussolini (via des communautés immigrantes et des milieux autochtones réactionnaires) se développent dans les mêmes années 1930 dans le Cône sud – comme le *Movimiento nacional socialista* chilien.

Les «*Developmental theorists*» redéfinissent parfois le fascisme comme une dictature mobilisatrice et modernisatrice dans des pays qui passent du stade agraire à l'industrialisation. Auquel cas, le sens de «fascisme» n'est pas intégralement péjoratif et le concept, de large extension, permet d'intégrer un grand nombre de régimes du Tiers monde (qui se sont déclarés en fait fréquemment «socialistes») dans les années 1950 et suivantes, de N'krumah à Nasser,⁴² – régimes qui ont dûment émulé, avec de variables résultats, le volontarisme planiste stalinien, terreur et mépris de la vie humaine inclusivement – et qui posent la question de la convergence de modèles *censés* de droite et de gauche.

Si la plupart des dictatures personnelles d'Amérique latine après 1945 relèvent des «régimes sultaniques» (le concept et les études de cas sont de Juan Linz⁴³), régimes d'incompétence et de mise au pillage dont l'inefficacité corrompue et la criminalité ubiquë ne permettent *même pas* de les qualifier de «fascistes» (on songerait comme incarnation du «type idéal» à la République Dominicaine de Rafael Trujillo, mais

41. Voir aussi pour le Mexique : Meyer, Jean-André. *Le sinarquisme, un fascisme mexicain? 1937-1947*. Paris: Hachette, 1977.

42. On évoque aussi l'Indonésie sous Sukarno.

43. Chehabi, H. E. & Juan Linz, dir. *Sultanistic Regimes*. Baltimore: Johns Hopkins UP, 1998. Voir aussi de Linz, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*. Boulder CO: Lynne Rienner, 2000.
☞ *Régimes totalitaires et autoritaires*. Préface de Guy Hermet. Paris: Armand Colin, 2006.

François Duvalier et le grotesque «duvaliérisme» ne sont pas mal non plus), le régime de Paz Estenssoro en Bolivie dans les 1950's a été étiqueté parfois tel – à moins qu'on ne l'absorbe dans la vaste famille à tout faire des «populismes» *latinos*, catégorie ventilée parfois en «droite» et «gauche», de laquelle relèverait aujourd'hui le démagogique système «bolivariste» de Hugo Chávez au Venezuela.

Finalement, un seul régime d'Amérique latine a fait l'objet de discussions érudites étendues quant à son appartenance ou non au fascisme : celui de Juan Domingo Perón en Argentine de 1946 à 1955.⁴⁴ La dictature de Perón a été largement qualifiée de «fasciste» par la presse américaine et européenne en son temps. Les ressemblances avec le défunt régime de Mussolini étaient frappantes. Juan Domingo Perón avait été attaché militaire en Italie et avait admiré le régime. Démagogue corrompu, il conduira la prospère Argentine d'après guerre à la ruine en moins de dix ans.

On pouvait faire des objections pourtant: d'abord, le régime n'était ni belliciste ni expansionniste. Dans un pays où les putschs militaires s'étaient succédé avec régularité depuis la déposition par l'armée, qui installa le général Uriburu, du président Hipólito Irigoyen en 1930, le régime de Perón apparaît plutôt moins autoritaire et brutal que ses prédécesseurs. Surtout le régime a bénéficié de l'appui indéfectible des syndicats, couplé à celui de l'armée. Seymour Lipset avait dès lors avancé l'idée d'un «*Fascism of the Left*» – mais c'est un oxymore peu défendable et définissable, pas plus que ne l'est celui de «*Proletarian*

44. Alexander, Robert J. *The Perón Era*. New York: Columbia UP, 1951. ♦♦ New York: Russell & Russell, 1965. + García Sebastiani, Marcela, dir. *Fascismo y antifascismo, peronismo y antiperonismo*. Madrid: Iberoamericana, 2006. – Voir aussi, rare spécialiste à la fois de l'Italie et de l'Argentine: Germani, Gino. *Authoritarianism, Fascism, and National Populism*. New Brunswick NJ: Transaction, 1978.

Fascism» d'Anthony Joes.⁴⁵ La mobilisation autour du régime des classes plébéiennes et sous-prolétariennes rappelle un peu le fascisme, mais l'appui du travail organisé le contredit comme les diverses législations sociales qu'on lui crédite. Pour Kevin Passmore, dans *Fascism: A Very Short Introduction*,⁴⁶ le régime justicialiste ne fut «ni totalitaire ni fasciste».⁴⁷ Roger Griffin ne le trouve pas non plus suffisamment «palingénésique» ni radical.⁴⁸ Pour Stanley Payne,⁴⁹ le péronisme a les caractéristiques que la plupart des historiens imputent au fascisme, mais sa base militaire-syndicale en fait un exemple inhabituel.⁵⁰ Nouveau cas de perplexité des spécialistes, où quelques-uns s'en tirent de nos jours avec la classe à *tout faire* de la politique latino-américaine, «national-populisme».

■ Le kémalisme. – La Turquie, puissance en crise d'Asie mineure, toute proche des dictatures et régimes «autoritaires» du pourtour européen de la Méditerranée, connaît un régime dirigé depuis 1920 par Mustafa Kemal Atatürk († 1938), «révolutionnaire» et dictatorial, populiste, ultra-nationaliste, militariste, répressif de ses minorités, – régime issu de la défaite humiliante et refusant le «dépeçage» de l'Empire Ottoman prévu par le Traité de Sèvres. On aurait quelques bonnes

45. Joes, Anthony James. *Fascism in the Contemporary World: Ideology, Evolution, Resurgence*. Préface de A. Gregor. Boulder CO: Westview, 1978.

46. Oxford: Oxford UP, 2002.

47. 87.

48. *The Nature of Fascism*. London: Routledge, 1993. «Digital printing»: 2006, 148.

49. Payne, Stanley G. *A History of Fascism, 1914-1945*. London: UCL, 1995, 348.

50. On pourrait ajouter qu'Evita comme figure tutélaire du régime n'est pas typique du machisme fasciste, pas plus que du machisme proprement argentin!

raisons *paramétrées* de le rapprocher du fascisme générique et même de l'y intégrer : exaltation de l'État, parti unique avec appui et mobilisation des masses, dirigisme économique, anticomunisme radical, exaltation du nationalisme ethnique pourvu de tous les «mythes» *ad hoc*.

Le régime est aussi le produit d'une défaite et d'une humiliation sans précédent après le démembrement de l'Empire au profit des Grecs, des Arméniens, des Kurdes, des Arabes, une défaite suivie au reste d'une guerre civile.

Mais les ennemis d'Atatürk desquels il triomphera au bout de cette sanglante guerre civile, sont le Sultan et Calife, les féodaux et les religieux. C'est un régime vigoureusement modernisateur d'un pays senti «en retard» et qui, aux yeux des patriotes, devait se moderniser à toute force pour faire face à ses ennemis et retrouver son rang (non moins modernisateur que celui de Mussolini lequel faisait la même sorte d'analyse à cet égard), brutalement anti-traditionnaliste et *laïc*.

Alors, les historiens, faisant la part du bon et du mauvais si l'on peut dire et peu désireux de décrire un «fascisme» qui aurait été relativement positif «en dernière analyse» et duquel se réclame la Turquie d'aujourd'hui, font l'impasse. Le kémalisme n'est censément pas du tout un fascisme. La question du moins ne sera pas posée.

■ Le «fascisme impérial» au Japon. – L'expression a été utilisée çà et là, mais en général, le régime impérial-militariste du Japon jusqu'en 1945, produit d'une défaite de la démocratie naissante, avec tout son extrémisme impérialiste et xénophobe, n'est pas qualifié de «fasciste» et le *Shintō*, qui pourrait être vu

d'Occident comme une typique «religion politique» et de formation relativement récente, n'est pas identifié tel.⁵¹

On lira l'étude de Peter Duus et Daniel Okimoto. «Fascism and the History of Pre-War Japan: The Failure of a Concept» dans le *Journal of Asian Studies*⁵² qui synthétise l'état du consensus: il y a eu des idées fascistes, transposées d'Europe et japonisées, qui ont circulé et des «mouvements fascistes» attestés (comme le *Tohokai* de Nakano Seigō) avant la guerre, mais le système comme tel est pour les historiens quelque chose de spécifiquement japonais, désigné comme *Emperor System* et issu d'une longue tradition autoritaire et militariste. Le concept de «fascisme» est trop européen apparemment pour se *transplanter* et ceci suggère que les paramètres indubitablement communs – ultra-nationalisme, bellicisme, expansionnisme, anti-démocratisme, antisocialisme, racisme, corporatisme, religion politique, ils sont tous au rendez-vous – ne suffisent pas.

■ «Néo-fascismes» et droites radicales depuis 1945

Il est difficile de fixer la date où naît et commence à se diffuser le mot composé «néo-fascisme». Dans les années d'après guerre, le fascisme se perpétue chez une poignée de «fidèles» obstinés et continue clandestinement; il n'est pas de «néo-» qui tienne. Les publications nostalgiques de l'époque (en France, le modèle en est celles de Maurice Bardèche, de Jacques Isorni, défenseur de Pétain) se qualifieraient mieux alors de «paléo-fascisme».

51. Seul A. Joes, *Fascism in the Contemporary World: Ideology, Evolution, Resurgence*. Préface de A. Gregor. Boulder CO: Westview, 1978, parle de «An Asian Road to Fascism», titre de chapitre.

52. *Journal of Asian Studies*, 39: 1979. 65-76.

Les premiers travaux qui identifient un «néo-fascisme» remontent aux années 1980 : ils permettent un recul depuis la Libération et montrent, en France et généralement en Europe, après une période de relative clandestinité, les réapparitions au grand jour à la fois desdits «nostalgiques» et de mouvements et partis de droite extrême avec de nouveaux enjeux et nouveaux chevaux de bataille comme celui de l'immigration qui prendra vite l'avant-plan.⁵³ La question centrale posée est la suivante: de tels mouvements, observés d'abord à l'état groupusculaire, mais dont certains ont pris de l'ampleur, ont-ils encore en Europe une signification et un potentiel *historiques*? Vers 1950, les gens qui se disent toujours nazis en Allemagne ne sont plus que 3%, mais on était en droit d'entretenir des craintes au delà de cet étiage apparemment très bas.

La tendance à une extension indéfinie de «néo-fascisme» à toute droite radicale, à tout nationalisme (peu ou prou réputé xénophobe et raciste), tendance alarmiste portée par la tradition antifasciste, se fait constamment sentir même dans la recherche d'allure universitaire. Elle fait que l'ainsi nommé «néo-fascisme» semble à tout moment en passe de se dissoudre dans le flou dénonciatoire et à perdre *ipso facto* toute utilité. Anthony J. Gregor, historien du fascisme, a consacré un livre à montrer que «néo-fascisme» est vide de sens et doit être abandonné, tout particulièrement par les universitaires qui s'en servent trop aisément.⁵⁴ On doit le laisser aux discussions de bistro... Les usagers de ce terme, académiques ou «laïcs», n'essaient même pas, selon Gregor, de relier les phénomènes étiquetés au régime de Mussolini. «*Several lifetimes after Mussolini's Fascism disappeared into history, its*

53. Alagzy, Joseph. *La tentation néo-fasciste en France de 1944 à 1965*. Paris: Fayard, 1984. Voir aussi: Golsan, Richard, dir. *Fascism's Return: Scandal, Revision and Ideology since 1980*. Lincoln: U of Nebraska Press, 1998.

54. Gregor, Anthony James. *The Search for Neofascism. The Use and Abuse of Social Science*. Cambridge et New York: Cambridge UP, 2006.

specter still troubles the research of some of the most industrious social scientists». ⁵⁵ L'Italien Renzo De Felice également est fermement opposé à toute extension de «fascisme» au-delà de 1945.

En dépit de quelques efforts pour en circonscrire la portée, «néo-fascisme» est effectivement devenu une sorte d'*invective synthétique* qui connecte et fait converger en un tout détestable nationalisme, xénophobie, racisme, antisémitisme, et les récemment inventés et ajoutés «sexisme» et «homophobie», – toutes les idéologies qui carburent à l'irrationalité, à la violence et la haine. Il suppose et implique – cette tendance est attestée, de fait – une convergence et addition fatales des diverses haines de «l'autre».

Le terme «néo-fascisme» ne se distingue guère en ses divers contextes de «néo-nazisme» – ce dernier composé mettant spécialement en valeur l'accusation de racisme et étant appliqué selon les cas aux *skinheads* et autres *hooligans*, aux suprématistes blancs, aux négationnistes.

S'il s'agit de dénoncer des *régimes politiques* contemporains, «néo-fascisme»/«néo-nazisme» a désigné le régime militaire putschiste d'Augusto Pinochet au Chili, meurtrier du socialiste Allende. Il a été surtout appliqué à mon sens, par le public et parfois par des sources académiques, à des régimes dictatoriaux arabes comme celui de Muammar al-Qaddafi et celui de Saddam Hussein. L'*Encyclopedia Britannica Online*, sous la plume autorisée de Robert Soucy en fait usage:

Hussein's regime was essentially a personal dictatorship based on an Arab version of the *Führerprinzip*.

55. P. ix.

L'extension du terme devient encore plus incertaine lorsque, dans les années 1980, on conçoit d'appliquer «néo-fascisme» au mégalomane régime roumain de Nicolae Ceaușescu (mais «néo-stalinisme» faisait aussi l'affaire et «stalino-fasciste» est attesté...) Le régime ultranationaliste serbe, censé «post-communiste», de Slobodan Milošević s'est vu décerner ensuite au centuple les mêmes désignations.

Jusque dans les années 1980, «néo-fascisme» n'avait guère été appliqué, que ce soit par la grande presse ou par le monde académique, à d'autres régimes que d'extrême droite (et à quelques dictatures caudillistes sud-américaines de coloration incertaine), alors que tous les paramètres reconnus de *l'idéaltype* s'appliquaient assez bien au génocidaire «Kamputchea démocratique» – ou encore à l'Albanie «communiste» d'Enver Hodja qui, à tous les égards, se surqualifiait. Peu à peu, les réticences et censures se sont dissipées, mais l'extension sans théorisation à des régimes réputés *de gauche* (fût-ce au seul niveau de leur rhétorique propagandiste) a accru la confusion. Non pas que les critères, extrapolés du fascisme de jadis et appliqués, fussent absurdes ou abusifs. On rencontre par exemple ces temps derniers, «néo-fascisme» pour caractériser la dictature «post-communiste» d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie:⁵⁶ culte de la personnalité, économie dirigée, monopole des médias, terreur policière, suppression de l'opposition, objectif de contrôle total de la population, on perçoit bien les paramètres intuitivement requis pour autoriser la caractérisation-transposition, paramètres appliqués du reste à bon droit. Le romancier Carlos Fuentes a désigné récemment, avec un mépris certain, s'adressant à un monde *latino* trop peu suspicieux face aux populismes «de gauche», le président vénézuélien «bolivariste» Hugo Chávez

56. Loukachenko est aussi couramment qualifié de «dernier dictateur d'Europe». Il est interdit de séjour dans l'Union européenne et aux États-Unis.

comme un «*Mussolini tropical*». ⁵⁷ Comme je vais le rappeler un peu plus bas, les fondamentalismes religieux et les théocraties islamistes peuvent être absorbés à leur tour dans un «néo-fascisme» en perpétuelle expansion.

Ce n'est pas que tout ceci soit dépourvu de sens. C'est dans la mesure même où les paramètres jadis établis pour distinguer le fascisme «en son époque» des «simples» dictatures s'appliquent *trop bien* à divers régimes contemporains dont l'origine culturelle, l'idéologie, ou en tout cas la propagande *ad hoc*, et la situation géographique sont incommensurables que l'application en dehors du contexte européen d'entre les deux guerres est répudiée par beaucoup – non pas parce qu'elle ne «colle pas», mais en réalité parce qu'elle marche trop bien.

Pierre Milza a préféré, pour sa très vaste, érudite et récente synthèse européenne, la catégorie plus indiscutable et plus neutre d'«extrême droite», donnée permanente de la vie politique d'après guerre ⁵⁸ (et non *néo*-quelque chose), repoussoir pour la gauche ... et souvent boîte à idées pour les droites de gouvernement. ⁵⁹

Les raisons pour abandonner à son sort confus «néo-fascisme»/«néo-nazisme» abondent donc.

57. Dans *El Universal*, México, 26. 5. 2005.

58. On verra complémentirement en anglais : Merkl, Peter H. & Leonard Weinberg, dir. *The Revival of Right-wing Extremism in the Nineties*. London: Cass, 1997. Et: Ramet, Sabrina P. *The Radical Right in Central and Eastern Europe since 1989*. University Park PA: Pennsylvania State UP, 1999.

59. Milza, Pierre. *L'Europe en chemise noire: les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*. Paris: Fayard, 2002. + Duranton-Crabol, A.-M. *L'Europe de l'extrême droite de 1945 à nos jours*. Complexe, 1991.

Et pourtant, on ne peut nier non plus des continuités et des volontés de continuité. Il se fait qu'en Italie, avec *l'Alleanza nazionale*,⁶⁰ en Autriche, Allemagne, Serbie, Croatie, en Russie⁶¹ et ailleurs dans le ci-devant Pacte de Varsovie,⁶² aux États-Unis également,⁶³ se sont développés au cours des dernières années, particulièrement au cours des 1990's, des mouvements anti-démocratiques si typiquement copiés et inspirés des «modèles» fascistes-nazis-racistes (le négationnisme en prime) qu'on ne peut leur refuser l'étiquette «néo-fascisme» hautement réclamée.⁶⁴

Stanley Payne admet qu'après 1945, si le fascisme-régime a disparu, les fascistes en nombre plus réduit ont survécu en plusieurs pays et repris du poil de la bête.⁶⁵ Roger Griffin, avec sa définition de «*palingenetic ultra-nationalism*», voit de même se perpétuer jusqu'à nos jours une idéologie protéiforme qui ne saurait intégralement disparaître tout en étant susceptible de métamorphoses inattendues.⁶⁶

60. «Assagie», assure-t-on, et jouant le jeu démocratique tout en se réclamant de Mussolini.

61. Cf. Reznik, Semyon. *The Nazification of Russia. Antisemitism in the Post-Soviet Era*. Washington DC: Challenge Publications, 1996.

62. Ramet, Sabrina P. *The Radical Right in Central and Eastern Europe since 1989*. University Park PA: Pennsylvania State UP, 1999. – sur le néo-nazisme encore: Lee, Martin A. *The Beast Reawakens*. Boston: Little, Brown, 1997. – Une étude antérieure: Paul Hockenos. *Free to hate. The Rise of the Right in Post-Communist Eastern Europe*. Routledge, 1993.

63. Une étude de qualité sur le phénomène néo-nazi US: Goodrick-Clarke, Nicholas. *Black Sun: Aryan Cult, Esoteric Nazism and the Politics of Identity*. New York: New York UP, 2002.

64. Il faut rappeler ici les mouvements racistes boers sur modèle nazi, comme le *Afrikaner Weerstandsbeweging* fondé par Eugene Terreblanche en 1973.

65. Payne, Stanley G. *A History of Fascism, 1914-1945*. London: UCL, 1995, 496. – voir aussi: Joes, Anthony James. *Fascism in the Contemporary World: Ideology, Evolution, Resurgence*. Préface de A. Gregor. Boulder CO: Westview, 1978.

66. Griffin, Roger. *The Nature of Fascism*. London: Routledge, 1993, 116.

■ Le «fascisme» comme menace perpétuelle

L'antifascisme sourcilieux et manichéen d'avant la Guerre mondiale a légué à la gauche d'après 1945 une catégorie nébuleuse qui sera en perpétuelle expansion, un «fascisme» sans rivage devenu l'«injure suprême» semée à tout vent. «En France, on est toujours, ou l'on a été, le fasciste de quelqu'un», dira-t-on.⁶⁷ Pascal Ory s'en agace tout de même :⁶⁸ à la fin du 20^e siècle, ironise-t-il, les gauchistes identifient la démocratie occidentale en bloc au «fascisme» et au «nazisme» – et leurs adversaires répliquent en qualifiant de «fasciste» ou «totalitaire» la rhétorique de la contestation gauchiste. Pour l'adolescent esprit soixante-huitard toute contrainte, toute expression d'autorité du père, du prof, du flic a permis un peu niaisement et permet encore de crier au «fascisme».

«Racisme» a, hélas, été entraîné dans la même sorte de dévaluation sémantique depuis 25 ans et plus.⁶⁹

Dans la propagande communiste de la Guerre froide, les États-Unis deviennent le chef de file du «fascisme» perpétué. L'antifascisme qui avait été l'«ethos commun des démocrates» avant la guerre (comme le

67. Machefer, Philippe. *Ligues et fascismes en France, 1919-1939*. Paris: PUF, 1974, 1er §.

68. Ory, Pascal. *La France allemande*. Édition revue. Paris: Gallimard, Folio Hist., 1995, 34.

69. Raisonner, c'est en premier lieu distinguer et/ou assimiler. Tout commence en donnant des noms aux choses, en faisant par exemple avec deux mots, deux entités distinctes de ce qui est indissociable, de ce qui est essentiellement semblable, de ce qui forme les deux faces d'un seul processus. Ou bien en nommant et en assimilant sous un seul terme ce que tout distingue. La Kolyma fut-elle un réseau de «camps» au sens où Buchenwald (ou Treblinka, ce qui peut faire deux) en fut un? Les génocides des Tasmaniens, des Sioux et des Indiens des plaines, des Arméniens, des Juifs, des Tsiganes, des Ukrainiens, des Tutsis sont-ils au même titre définitionnel des «génocides»? La même essence en dépit d'accidents différents, pour parler comme les aristotéliens? *Et dès lors* que dois-je faire avec le partisan des droits des animaux qui dénonce le «génocide des phoques» sinon lui dire qu'il est un crétin.

rappelle Enzo Traverso) se mue en idéologie d'État des pays du Pacte de Varsovie. Il sera notamment, et pour cause, l'idéologie officielle et le titre de gloire de la République démocratique allemande. Cette instrumentalisation à la soviétique «en a compromis la légitimité» regrette Traverso.⁷⁰

En Italie, l'antifascisme devenu «épopée nationale» reconnaît le rôle immense joué dans la lutte clandestine par les communistes. C'est la coalition des antifascistes, des catholiques aux radicaux et aux communistes, qui a aboli la monarchie compromise et a mis en place la république et celle-ci, sans tradition nationale, née de la libération par les Américains et par la Résistance, doit s'inventer une légitimité consensuelle, – l'antifascisme en tiendra lieu. L'antifascisme est dès lors instrumentalisé par le PCI dans le curieux régime hybride où les démocrates chrétiens sont au pouvoir pour un demi-siècle et les communistes dans une opposition qui est une sorte de partage du pouvoir. Les historiens italiens conservateurs de l'école de Renzo de Felice, étudiant désormais en toute rigueur universitaire le régime de Mussolini, se mettront en fait à dénoncer un «antifascisme» communisant fondé à leur sentiment sur une idéologie non moins antidémocratique que le régime disparu qu'elle s'acharne à diaboliser.⁷¹

La fin de la Guerre froide a démolie en Italie ce qu'on désignait comme la «vulgate antifasciste» – et ceux qui pensent que «le fascisme n'était pas le mal absolu»⁷² ont désormais relevé la tête.

70. *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*. Paris: La Fabrique, 2005, 117.

71. De Felice, Renzo. *Rosso e nero*. Milano: Baldini e Castoldi, 1995. ➤ *Les rouges et les noirs*. Genève: Georg, 1999. Contre De Felice : Tranfaglia, Nicolà. *Un passato scomodo. Fascismo e postfascismo*. Bari: Laterza, 1996. – Voir: Luzzato, Sergio. *La crisi dell'antifascismo*. Torino: Einaudi, 2004. + Ward, D. *Antifascisms. Cultural Politics in Italy 1943-1946*. Madison: Farleigh Dickinson UP, 1996.

72. Formule de Gianni Alemanno, maire de Rome, 2008.

J'en reviens au discours d'alarme et de dénonciation de l'antifascisme ordinaire et à sa perpétuation depuis plus de cinquante ans à l'échelle du monde occidental. On pourrait établir une anthologie un peu comique du discours indéfiniment renouvelé sur la «menace fasciste». Y figurerait par exemple le petit livre de M. J. Chombart de Lauwe, *Complots contre la Démocratie: les multiples visages du fascisme*⁷³ qui en 1981 tirait le signal d'alarme en ces termes qui se répéteront d'année en année:

La voix des anciens déportés est obligé de s'élever pour dénoncer le danger: le nazisme, mortel ennemi de la démocratie et des droits de l'homme, menace à nouveau. ... L'extrême droite plus ou moins fascisante, voire franchement nazie se manifeste au grand jour, diffuse sa propagande, se livre à la violence, au racisme.⁷⁴

La liste des fascistes d'aujourd'hui et de naguère est à peu illimitée. À partir de 1958, le régime gaulliste est qualifié de «fasciste», de «réaction fasciste» par les communistes (qui peu auparavant, en 1949, dénonçaient avec non moins de conviction la hideuse «bande fasciste Tito-Ranković»), ce qui se démontrait aisément puisque De Gaulle était au service du «capitalisme monopoliste». Peu après, avec la rupture avec Pékin, ce sera au tour de la Chine maoïste dans *L'Humanité* d'être qualifiée de «fasciste». Les gardes-rouges ne sont que de «jeunes fascistes fanatiques» – et pour une fois, peut-être, le journal du PCF ne croyait-il pas si bien dire !

Les *Sex Pistols* anglais chantaient jadis, avec la conviction confuse de la jeunesse, *God Save the Queen and her Fascist Regime*. Pour Roland

73. Paris: Féd. nationale des déportés, 1981.

74. 7.

Barthes jadis, soucieux de plaire à la jeunesse soixante-huitarde, «la langue était fasciste», aimable enfantillage dont on se souvient un peu, et pour l'antipsychiatrie d'alors, tout psychiatre était un fasciste... Aujourd'hui Silvio Berlusconi est un «fasciste» (alors qu'on lui reprocherait à meilleur droit d'être un hyper-libéral.) Nicolas Sarkozy est dénoncé comme tel sur des sites gauchistes; www.syti.net invente pour lui la catégorie amusante de «libéral-fasciste» car «le néo-libéralisme aujourd'hui est le fascisme». Endehors.org dénonce pour sa part le fascisme du féminisme radical. Un site écolo a repéré les nouveaux «fascistes» à écraser: ce sont de nos jours les *Global Warming Skeptics*, – mais www.ecofascism.com rétorque du tac au tac: «*Environmentalism is fascism !*» On voit bien comment et combien le catégorème-injure continue sur sa lancée.

Israël est un État «fasciste» et fauteur de «génocide» de surcroît sur des dizaines de sites internet qui se réclament de la gauche radicale. Les sites contre le «fascisme sioniste» le disputent aux sites sur «l'islamo-fascisme» – voir plus loin. *Coran égale fascisme?* affiche en tête de page www.contrelislam.org. La politique américaine est «fasciste» sous tous ses aspects et depuis toujours. Parfois le web nuance: *Smiley-faced fascism*, fascisme souriant aux USA, le pire ! La politique du récent président George W. Bush l'était assurément plus que d'autres. «*Genuine American fascists are on the run*». ⁷⁵ «*America is succumbing to Fascism*», clame Naomi Klein en 2007. ⁷⁶

Tout régime répressif est «fasciste» pour la gauche sauf, si sanguinaires soient-ils, ceux qui ont la bonne idée de se prétendre de gauche, ou à tout le moins anti-impérialistes, et à qui il est beaucoup pardonné.

75. Commondream.org, 28 août 2006.

76. *The Shock Doctrine: the Rise of Disaster Capitalism*. Knopf, 2007.

À la longue, les conservateurs ont compris le truc et aux USA, ils dénoncent désormais les «*liberals*» comme les seuls vrais fascistes. On verra cette manœuvre de rétorsion dans *Liberal Fascism* de Jonah Goldberg: la gauche US n'a cessé, de Roosevelt à Hillary Clinton, de défendre des principes «remarquablement semblables» à ceux de Hitler et de Mussolini, expose le prière d'insérer de cet ouvrage de ton académique.⁷⁷ En France, le secrétaire d'État R. Karoutchi dénonce en 2008 les attaques de la gauche contre Nicolas Sarkozy comme l'expression d'un «fascisme rampant».

L'épithète a évidemment encore de beaux jours devant lui! Ceux qui utilisent le terme savent son vide sémantique, mais ils sentent apparemment qu'à titre de *dénonciation suprême*, de concert avec le non moins désémané «racisme», il garde un pouvoir de choc et de nuisance inusable.

Pour ce qui touche à la France, c'est depuis sa fondation en 1972, le Front national de Jean-Marie Le Pen, le F.N., – «F comme fasciste, N comme nazi», – qui concentre les haines, les fantasmes aussi et incarne à gauche la menace fasciste résurgente, croissante, jamais vaincue.⁷⁸ Le groupe *Ras l'front* qui s'est donné pour mission de lutter contre le FN, se sous-titre «Réseau de lutte contre le fascisme». (De même en Belgique, opère une très active et sympathique «Coalition antifasciste» et, proche, l'association *RésistanceS*, «Observatoire belge de l'extrême droite» aux prises avec le *Vlaams Blok* et le FN wallon.) Le FN en France joue bien entendu le jeu provocateur répugnant qu'on attend de lui en réclamant par exemple, dans *National-Hebdo*, 6. 8. 1998, des «rafles» et des «camps de concentration» pour les sans-papier. Dans le *Monde diplomatique* d'avril 1998, Ignacio Ramonet qualifie de «néo-

77. Doubleday, 2007.

78. Mais il ne fait plus que 4% des voix au 1er tour des législatives de 2008.

fascisme» les rapprochements entre la droite UDF (gaulliste) et le FN. Pendant ce temps, des dizaines de *blogs* dénoncent les progrès continus du fascisme en France et, comme le groupe FTP, démantelé par la police en 1999, prônent «l'action violente antifasciste»: FTP avait organisé des attentats contre des locaux du FN.

Cet unanimisme consensuel antifasciste, en France par exemple, est critiqué par ceux qui pensent que devant l'horreur contemporaine – le Rwanda, le Darfour – il est à la fois mal ciblé et hypocrite. Commencé en tragédie vers 1930, il se perpétue en une interminable pantalonnade.

Le consensus antifasciste est aussi la cible des moralistes antitotalitaires qui, depuis *La barbarie à visage humain*, prétendent renvoyer dos à dos fascistes et antifascistes stalinoïdes de jadis, adversaires interchangeables dans leur mépris des hommes et leur goût de violences et de massacres.

Les gens «sérieux», même de gauche si je puis dire, sont non moins traditionnellement agacés par les excès verbaux antifascistes et ils le disent. Lionel Jospin déclare sur *France-Culture* le 27. 10. 2007 que le Front National n'est jamais qu'une droite populiste et que «pendant toutes les années du mitterrandisme, nous n'avons jamais été face à une menace fasciste. Donc tout antifascisme n'était que du théâtre.» D'après Pierre-André Taguieff, on a assisté depuis 1945, depuis la chute des régimes fascistes, à une vaine «multiplication des fascismes imaginaires»; l'antifascisme tel qu'il est devenu n'est qu'un misérable «ensemble d'attitudes mentales, de représentations stéréotypées et de croyances sloganisées» que Taguieff montre fondamentalement nocives à la vie civique non moins qu'absurdes.⁷⁹

79. Taguieff, Pierre-André. *Les contre-réactionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*. Paris: Denoël, 2007, 324 & 460.

Les historiens et politologues français cherchent, il va de soi, à opposer leur rigueur académique à cette inflation exotérique vide de sens. Ceci explique en partie leur tendance à exagérer du côté de la prudence méthodologique et à multiplier les critères restrictifs – y compris inopportuns. Les politologues, soucieux de mesure et de faire preuve de *distinction*, ont bricolé par exemple le concept de «populisme nationaliste» pour classer avec plus de réserve et moins de véhémence le FN hors du fantasmatique «fascisme». «Gardons-nous des formules stéréotypées», met en garde Pierre Milza en récusant «fascisme» pour le parti de Le Pen. «National-populisme», nuance Pierre André Taguieff dans ses essais récents qui dénoncent, je viens de le dire, l’antifascisme routinier comme «illusion» et «imposture»,⁸⁰ Taguieff qui considère «extrême droite» comme flou et trop polémique à la fois – mais que veut-il dire avec cette antéposition composée de «national-» qui relève des langues germaniques?

■ Je ne veux pas dire ici que tous les emplois spéculatifs et anachroniques de «fascisme» relèvent de la faiblesse de pensée. Jacques Julliard a publié en 1994 un vigoureux pamphlet, *Ce fascisme qui vient* qui dénonce l’impuissance peureuse des démocraties européennes à réagir à l’effronterie sanguinaire des camps nationalistes aux prises dans l’ex-Yougoslavie. Sans doute «fascisme» n’éclaire pas vraiment les conflits des Balkans, mais le rapprochement avec la lâcheté munichoise de 1938 ne manque pas d’être un bon argument polémique.

■ «Totalitarisme» peut servir de substitut comme invective à tout va, mais le terme demeure marqué *de droite* en Europe. Guy Sorman parle ainsi de «totalitarisme vert» pour dénoncer les écolos qui l’agacent.

80. Et particulièrement sévère pour l’antifascisme gauchiste comme je viens de le rappeler, dans *Les contre-réactionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*. Paris: Denoël, 2007.

Aux États-Unis, pas de problème, les termes sont interchangeable. «Al Gore dénonce le totalitarisme qui s'abat sur les États-Unis» devant l'American Constitution Society: dépêche de presse du 23.1.2006.

■ Une entité nouvelle sans théorie, l'«islamo-fascisme»

Islamo-fascism dispose de la caution du précédent président américain George W. Bush qui l'a employé mais pas inventé.⁸¹ Le bouillant polémiste américain, parfois qualifié de «néo-conservateur», Christopher Hitchens a défendu le terme comme pertinent et bien construit : «*Defending Islamofascism : It's a Valid Term. Here's Why*» dans *Slate*, 22 oct. 2007.⁸² Pierre-André Taguieff a pourtant raison de dire que le composé *comme tel* relève «du pur discours polémique» et que le rapprochement, suggéré mais non théorisé, n'éclaire rien. Le mot composé est à la rigueur une invite à théoriser, à situer dans l'espace et à historiciser, mais il ne comprend pas en soi une théorie toute faite!

L'Islam salafiste, en tant que courant politico-religieux minoritaire, mais évidemment bien attesté globalement, en fort progrès et hyper-actif, est construit en «mythe répulsif», dit Taguieff : fanatisme, pieuse intolérance, mentalité guerrière de la *fihad* et exaltation de la violence, culte du sang et de la mort, antimodernisme, nostalgie d'une antique grandeur communautaire, haine des idées libérales et démocratiques «occidentales», obscurantisme autoritaire, xénophobie fondée en piété à l'égard des Incroyants hors de la *Oummah*, machisme et mépris des femmes, formation du tout en une «religion politique» dotée d'un

81. «...*this nation is at war with Islamic fascists*», août 2006.

82. Clifford Geertz a proposé pour sa part *Totalitarian Islamic fundamentalists*. Walter Laqueur, *Fascism, Past, Present, and Future*, New York: Oxford UP, 1995, classe les fondamentalismes islamiques dans le «*Clerical fascism*». Il voit en effet des recoupements frappants avec les fascismes d'avant la guerre, «*striking overlap*», 5.

«grand mythe de purification» et de l'*utopie* eschatologique d'un prochain Califat mondial régi par la Shari'a et régénéré dans le sang des Croisés et des Juifs. Traits convergents qui invitent indubitablement au rapprochement, non avec le défunt régime de Mussolini, mais, comme le montre précisément Taguieff, avec le *nazisme*, – devenu stade suprême du «fascisme» dans les esprits postmodernes. Non moins, ajouterais-je, qu'avec toutes les définitions disponibles, depuis les temps de Carl Friedrich et Zb. Brzezinski,⁸³ et de Hannah Arendt du «totalitarisme».

C'est presque comme si tous les termes négatifs de nos sciences politiques depuis les Lumières *se collimataient* en une addition et une convergence. L'*Islamo-fascism* d'essence et d'inspiration religieuses serait en réalité bien mieux et plus solide que les «religions politiques» fascistes étudiées par Emilio Gentile⁸⁴ : si fanatiques et violentes qu'elles furent dans leurs heures de gloire, elles se sont dissipées et effondrées à la défaite des régimes en ne laissant guère de trace.⁸⁵

Le rapprochement dont je parle qu'on voudrait parfois, quand on a une belle âme culpabiliste, attribuer à l'«arrogance occidentale» est fait de nos jours avec douleur par des intellectuels musulmans qui se sentent menacés et appellent à l'aide. Boualem Sansal est lauréat du Grand

83. Friedrich, Carl Joachim et Brzezinski, Zbigniew. *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*. 2nd edition revised by CJF. Cambridge: Harvard UP, 1965 (1ère édition:1956.) + Friedrich, Carl Joachim et al. *Totalitarianism in Perspective: Three Views*. New York: Praeger, 1969.

84. Gentile, Emilio. *Il culto del littorio*. Bari: Laterza, 1993. ♦ *The Sacralization of Politics in Fascist Italy*. Cambridge MA: Harvard UP, 1996. En français, traduit sous le titre: *La religion fasciste*. Paris: Perrin, 2002. – On verra aussi la très riche revue *Totalitarian Movements and Political Religions*, éd. Emilio Gentile & Robert Mallett. London: Routledge, 2000-. 3 et puis 4 numéros/an.

85. Voir; Lewis, Bernard. *The Crisis of Islam: Holy War and Unholy Terror*. New York: Modern Library, 2003. + *The Political Language of Islam*. Chicago: U of Chicago, 1988.

Prix RTL-Lire 2008 pour son roman *Le Village de l'Allemand* sorti en janvier 2008. Il écrit sachant apparemment de quoi il parle: «L'Islamisme n'est pas encore le nazisme mais la frontière est mince» – et il compare l'Algérie, le pays où il continue à vivre, à un «camp de concentration à ciel ouvert».

Ce n'est donc pas que le rapprochement serait jugé, comme on nous l'assure, offensant par les musulmans «modérés» – lesquels protestent exactement? – le problème intellectuel n'est pas d'autocensure ni de «rectitude politique», mais de méthode: c'est un rapprochement et comme tel, il est *suggestif*, très suggestif si vous voulez, mais non *explicatif* ni formant ou impliquant une identification transhistorique, – ni éclairant surtout, il va sans dire, le rapport de cet Islam intégriste et violent aux autres formes, mœurs et expressions civiques et sociales de la religion musulmane en divers pays sur plusieurs continents.

■ En fait, dès les années 1930 et plus tard, chez un Jules Monnerot par exemple,⁸⁶ le rapprochement Islam-nazisme et Islam-stalinisme a été fait, mais *dans l'autre sens*. Les totalitarismes ont été perçus comme quelque chose d'«oriental», d'étranger à l'Occident séculier et rationaliste.

Le problème avec l'usage courant de *Islamofascism* / *Islamofascisme* est qu'on ne sait pas ce que le terme vise ou s'il vise tout à la fois. Vous verrez, selon les contextes, que c'est le salafisme saoudite et celui des prédicateurs violents répandus dans les pays de la Oummah et ceux plus ou moins téléguidés travaillant l'immigration en Occident, ou bien al-Qaida, les Talibans, le Hezbollah libanais et syrien, le Hamas, les théocraties iranienne et soudanaise, l'«esprit» de l'Islam tout entier («esprit» au sens webérien), le Coran, les *hadiths* (la lecture littérale de

86. Monnerot, Jules. *Sociologie de la révolution, mythologies politiques du XX^e siècle, marxistes-léninistes et fascistes, la nouvelle stratégie révolutionnaire*. Paris: Fayard, 1969.

ceux-ci), la jeune femme voilée ou celle emballée dans la bourka, le petit épicier musulman du coin de la rue...

Les concepts synthétiques qui répondent à des craintes diffuses sont dangereux à manipuler et celui-ci l'est plus que d'autres.

Alors que les fondamentalismes et intégrismes sont des phénomènes marginaux et réactionnels en Occident, et sont notamment fixés, sans surprise, à une certaine emprise sur des communautés issues de l'immigration, la sur-politisation de l'Islam apparaît comme une réaction véhémente à une modernité venue de, portée par l'Occident colonialiste et impérialiste, modernité que les mondes musulmans perçoivent de façon ambivalente comme une agression contre leurs traditions, une source de dégoût ... en même qu'une source d'envie inaccessible et de ressentiment. Les Frères musulmans, apparus dans l'Égypte occidentalisée des années 1930, sont à l'origine d'un «islamisme» qui est d'émergence assez récente et est lié réactionnellement aux chocs d'une modernité venue du dehors et aux menaces qu'elle fait peser sur toutes les valeurs traditionnelles. Cet islamisme se déchaîne contre toutes les idées «dépravées» occidentales, irréligieuses, individualistes, matérialistes, permissives, mais, tout aussi bien et tout d'un tenant, contre la prospérité de l'Ouest, l'*ethos* productiviste et créateur et contre les valeurs démocratiques, égalitaires et sociales dont l'imposition et le succès accompagnent la modernité occidentale et en ont conditionné les progrès.

L'Islam (à l'exception partielle et incertaine de la Turquie soumise jadis par Atatürk à une rééducation brutale), par l'essence même de sa culture, a résisté jusqu'à aujourd'hui à toute amorce de sécularisation véritable. Il n'en a jamais pris le chemin dans la mesure où, peut-être, il ne saurait le prendre sans cesser d'être. L'Islam est-il «insoluble» dans la laïcité démocratique? Beaucoup d'islamologues font de l'Islam, dans son principe même et non par un caractère contingent susceptible

d'*aggiornamento*, une théocratie fondée sur une Loi révélée. Une religion politique par essence et non par sa seule instrumentalisation extrémiste. Il ne saurait alors, assure-t-on, apparaître en Islam un État de droit séculier, une véritable société civile, des institutions rigoureusement non-religieuses. Ce serait une sorte de contradiction dans les termes. Après tout Mohammed fut un prophète, certes, mais, tout d'un tenant et avant tout, il fut un *fondateur d'État* et un législateur – ce que ne furent ni Bouddha ni le Christ.

Synthétiser en un raccourci ces réflexions et conjectures, fondées sur des données plus ou moins solides et des hypothèses, en parlant de l'«islamo-fascisme» n'apporte rien – sinon de suggérer une analogie, par delà le temps historique, avec le ressentiment de certaines puissances vaincues ou dominées et sous-développées dans l'Europe des 1920's bricolant réactivement une idéologie fanatique, revancharde et ultra-nationaliste, de répudiation des Lumières et des valeurs démocratiques.

■ Mort du fascisme ?

C'est typiquement une de ces questions mal posées, mais qui se reformule aisément en plusieurs branches pour procurer des réponses de bon sens – c'est à dire bien modestes.

Il y a un «fascisme» qui est un *état d'esprit*, anti-rationaliste, vitaliste, antidémocratique, autoritaire, xénophobe. Cet état d'esprit qui renoue en longue durée avec le nationalisme revancharde d'un Barrès, avec tout le «préfascisme» culturel remontant aux années 1880 et si bien décrit par Z. Sternhell et avec les «Contre-Lumières», est immortel. Rien ne permet du moins de supposer sa disparition, en dépit de son reflux relatif (mais on peut le relier aux relativismes et communautarismes qui fleurissent et en sont, à mon sens, précisément l'*avatar* contemporain sous des oripeaux de gauche), et rien ne permet de

spéculer sur les formes qu'il pourrait revêtir un jour ni sur leur éventuelle prépondérance.

Le fascisme-mouvement de masse et régime appartient à une époque révolue – ce qui ne veut pas dire que l'état de droit et la démocratie routinisée et stabilisée en Occident soient un fait acquis et qu'aucune crise profonde ne pourrait les mettre bas. C'est le seul mérite du rappel lancinant du fascisme comme «devoir de mémoire» avec son agaçante part de fausse/bonne conscience: un Occident qui n'aurait pas intériorisé le danger qu'a représenté le fascisme et la *chance* qu'a été pour lui son anéantissement⁸⁷ serait bien désarmé, non face à d'improbables *répliques à l'identique*, mais face au simple fait que rien n'est jamais acquis, la démocratie, la relative justice sociale et les droits individuels moins que le reste.

La démocratie règne désormais sans partage ni mélange, constate Marcel Gauchet, il se pourrait toutefois, enchaîne-t-il, qu'elle ait «trouvé son plus redoutable adversaire: elle-même».⁸⁸ Beaucoup d'observateurs sont frappés par le fait que la victoire de la démocratie contre ses adversaires «totalitaires» s'accompagne d'une sorte d'autodestruction «dans un activisme où elle se nie en voulant se parachever».⁸⁹ Il est possible qu'en devenant réellement en Occident

87. En dépit de ce qu'on peut nommer la *fallacie a posteriori*, qui suggère à tort que ce qui s'est effectivement passé (que les Alliés et non l'Axe aient gagné la Deuxième Guerre mondiale) était **donc** hautement probable ou même était fatal et qu'on peut écarter les autres scénarios ou ne les tenir que pour des chimères. C'est que, justement, ce qui plaide en faveur de ce sophisme, c'est une affaire non de logique probabiliste mais d'*imagination*, ou plutôt de blocage imaginatif. Je ne peux simplement pas imaginer un «monde possible» où Hitler aurait contraint les Alliés à la capitulation, encore moins un tel monde qui aurait été *le mien*, et le tenant pour impensable, ce qu'il est à coup sûr pour moi aujourd'hui, je le tiens pour rétroactivement impossible. Voici une grosse faute de logique!

88. M. Gauchet, *La démocratie contre elle-même*. Paris: Gallimard, 2002, prière d'insérer.

89. M. Gauchet, *ibid.*, 11.

l'«horizon indépassable» du bien politique, en occupant seule la lice faute d'adversaires, la démocratie en vient à absorber les esprits de fanatisme et d'orthodoxie naguère investis dans les systèmes adverses. L'activisme de la *Political Correctness* serait alors un exemple d'orthodoxie fanatique, investie dans une exploitation paranoïaque des principes égalitaires. Mais ceci est une autre histoire dont nous ne déchiffrons aujourd'hui que le premier chapitre. Je ne prétends donc pas décider si des menaces extérieures, des crises économiques, non moins que l'idéologie de la croissance à tout prix et le triomphe de la «marchandisation» auront raison d'une dynamique démocratique qui a perdu ses «illusions du progrès» et épuisé son inventivité militante. «Nous entrons dans le troisième millénaire au milieu du plus épais brouillard. Jamais l'horizon ne fut plus bouché.»⁹⁰ Soit! Il me semble que ces remarques crépusculaires qui abondent chez les essayistes contemporains ne sont que le contrecoup, l'inversion de la connaissance optimiste du présent, illuminée par la «foi en l'avenir» qui, aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, a comporté tant d'illusions perverses et de dénégations du possible. Mais cet optimisme retourné en pessimisme est probablement, lui aussi, «métaphysique» (comme eût dit Auguste Comte) et guère fondé, l'évolution historique ne proposant ni des certitudes ni des énigmes indéchiffrables.



90. G. Minois, *Histoire de l'avenir, des prophètes à la prospective*. Paris: Fayard, 1996, 597.

Post-scriptum 2014

Au premier paragraphe de cette étude, que je n'ai pas mise à jour,⁹¹ j'annonçais qu'elle était «un chapitre d'un livre en préparation, *Fascisme : essai de sémantique polémique.*»

Ce livre est enfin paru mais avec un titre différent et sous une forme très différente aussi. J'ai élaboré en fait une série de quatre volumes dont les deux premiers sont parus : *Fascisme, totalitarisme, religion séculière : trois concepts pour le 20^e siècle. Notes pour un séminaire d'histoire conceptuelle* : volume 1. *Catégories et idéaltypes. Fascisme*, volume 37 de «Discours social», décembre 2013. Suivi du volume 2 : *Le siècle des religions séculières*, volume 38, sorti en juillet 2014. 489 pages. On aura ensuite un volume 3: *Totalitarisme*, volume 39, dont la sortie est prévue à la fin de l'hiver 2015.

— Le volume 4 comportera des annexes : «Religion, sacré, dogme, croyance» et «Religion civile».

Le volume I, *Catégories et idéaltypes – Fascisme* qui compte 515 pages, comporte quelques paragraphes qui résument les controverses décrites et analysées dans le présent cahier.⁹²

Je me dois d'ajouter un épilogue, ou plutôt l'actualité de l'automne 2014 m'en procure un qui confirme ma thèse du caractère interminable des disputes savantes.

91. J'ai été tenté de réécrire certains passages, de creuser quelques analyses. Mais au bout du compte, non, je laisse le texte de 2009 tel quel – à la correction près de quelques coquilles.

92. Je reviens encore sur tout ceci et surtout sur la problématique des «Anti-Lumières» dans: *La querelle des «nouveaux réactionnaires» et la critique des Lumières*. Discours social, 45: 2014.

On peut observer, avec une certaine lassitude, que le combat *au finish* qui met au prises les vétérans de l'interminable bataille vient inopinément de reprendre. Dans un livre d'entretiens, *Histoire et Lumières: changer le monde par la raison* (Albin Michel, entretiens avec le journaliste du *Monde* Nicolas Weill⁹³) Zeev Sternhell dont j'ai dit qu'il n'est pas homme à «mettre de l'eau dans son vin» a relancé tout ceci, il a ré-agité le drapeau rouge en taxant derechef de provincialisme, de gallocentrisme, de chauvinisme, de corporatisme les historiens «immunitaristes» parisiens – et c'est reparti pour un tour. Serge Bernstein et Michel Winock viennent en effet de répliquer avec tout un livre collectif où de leur part aussi, ils persistent et signent, *Fascisme français? La controverse*, CNRS Édition, novembre 2014.⁹⁴



93. Voir «Zeev Sternhell, une passion française», *Le monde des livres*, 28 Mai 2014. Par Julie Clarini.

94. Avec le concours d'historiens français comme Alain-Gérard Slama, Jean-Pierre Azéma et Paul Thibaud, mais aussi de chercheurs étrangers, l'Italien Emilio Gentile, spécialiste du fascisme mussolinien, l'Américain Englund, historien du nationalisme. Le livre n'était pas dans le commerce au moment de mettre sous presse. C'est toujours Vichy qui est apparemment au cœur de la controverse.» Des extraits sont cités dans *Le Point*, 2. 10. 2014. page 95.

Réédition du tirage de juin 2009
Achevé d'imprimer
sur les presses de l'Université McGill
pour le compte de Discours social
le 24 novembre 2014.

